

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA DÉCLARATION
DU
DROIT DES GENS
DE
L'ABBÉ GRÉGOIRE

1793—1795

ETUDE SUR LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC
INTERMÉDIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

PAR

M^{me} L. CHEVALLEY

Président : M. G. DE LAPRADELLE

Suffragants { M. LESEUR
 { M. PILLET

LE CAIRE
IMPRIMERIE PAUL BARBEY
18, RUE ABD-EL-AZIZ

15/12

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA DÉCLARATION
DU
DROIT DES GENS
DE
L'ABBÉ GRÉGOIRE

1793—1795

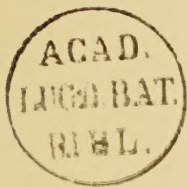
ETUDE SUR LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC
INTERMÉDIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

PAR

M^{me} L. CHEVALLEY



Président : M. G. DE LAPRADELLE

Suffragants { M. LESEUR
 { M. PILLET

LE CAIRE
IMPRIMERIE PAUL BARBEY
18, RUE ABD-EL-AZIZ



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Dans ma déclaration, j'avais consacré
les principes éternels de la liberté des peuples....

GRÉGOIRE (1).

« Il y a dans les domaines de l'histoire, dit un savant critique, une sorte d'enfer où les réprouvés des deux sexes expient leurs péchés; de temps en temps, un érudit au cœur charitable descend au fond de cet abîme, et prend en gré quelque victime dont il révisé le procès en condamnation... » Faute d'érudition, et de réprouvé, je voudrais simplement parler d'un élu. La tâche est moins aisée, car nulle hagiographie n'atteindra jamais le relief d'une cause célèbre, et tout au plus pourrais-je dire ici comment l'abbé Grégoire vécut sur terre sa part de géhenne.

« Parmi les 144 curés qui parurent aux Etats-Généraux, écrit un de ses adversaires, seul M. Grégoire montra quelque facilité pour s'exprimer, ainsi que quelques connaissances dans le droit et les affaires publiques. Son langage avait plus d'ardeur que de feu, plus d'impétuosité que de vivacité » (2). Comment se peut-il qu'un si bon abbé eût des adversaires, et qu'un homme à qui ses adversaires rendaient un tel témoignage n'ait point marqué dans l'histoire, soit resté perpétuellement « sous la remise », comme il le disait, loin du pouvoir et de la fortune, au point que sa vie symbolise pour moi la constance de la disgrâce dans l'inconstance des gouvernements ?

1. — *Mémoires de Grégoire*, T.I. p. 428.

2. — *Id.* p. 49.

C'est d'abord que cet homme politique mit à se créer des ennemis, autant de soin que ses contemporains à se former une clientèle: il provoque de toutes parts. Dès la Constituante, il déclare que le roi n'est qu'une «supérfétation politique» (1). A la Convention, il appelle ses collègues «des hommes hideux que l'enfer semblait avoir vomis comme indignes de ce séjour d'horreur (2),.. deux ou trois cents individus qu'il fallait bien n'appeler que *scélérats*, puisque la langue n'offrait pas d'épithètes plus énergiques!» (3). Prêtre philosophe, il ne ménage ni les philosophes, ni le clergé, pas plus l'évêque d'Imola que Voltaire: «ce poète flagorneur de la cour et des divinités régnautes... qui volait des bougies à Berlin» (4). Il n'avait aucun respect pour l'Institut dont il était membre, ni pour quelque gouvernement que ce fût (5).

Si Bonaparte contrariait ses projets sur l'émancipation des nègres de Saint Domingue, il en découvrait tout aussitôt la cause pertinente dans «l'influence créole de son oreiller conjugal» (6). Il attaque les Académies à froid: «Si l'on pilait tous les savans adulateurs, disait-il avec volupté, si l'on jetait dans le mortier tous ceux qui ont menti à leur conscience, trahi la vérité de leur mission d'instruire le genre humain,... nos Académies seraient presque désertes!» (7). Il sait l'art d'attaquer dans une seule phrase les patriotes républicains, Bonaparte, le clergé, l'administration, de telle sorte que nul ne lui pardonne jamais: «Quelle race infâme

1. — *Mémoires de Grégoire*, p. 406.

2. — *Id.* p. 427.

3. — *Id.* p. 426.

4. — *Id.* p. 371.

5. — « Que Parny, dans un poème réunisse toutes les infamies que peuvent vomir l'impiété et la lubricité, il devient membre de l'Institut; mais qu'il dise ou publie une phrase malsonnante à l'oreille de la police, peut-être on l'enverra loger au Temple. » *Id.* p. 367.

6. — *Id.* p. 122.

7. — *Id.* p. 371.

que ces grands patriotes qui jadis ne me croyaient pas à la hauteur et qui aujourd'hui se traînent dans la fange de l'adulation ! » (8).

S'il défend les musées contre le vandalisme révolutionnaire de 1793, « créant le mot pour tuer la chose » (1), il ne manque point cependant de « mettre les arts à leur place » et à leur rang ; « car, disait-il, si la charrue Guillaume réalise les espérances qu'elle a fait concevoir, cet instrument est plus précieux que tous les chefs d'œuvre de la Galerie du Louvre ! » (2). Après vingt ans de vie publique, il ne trouve qu'un mot à dire sur ses deux mille six cents collègues législateurs, « c'est qu'ils n'étaient pas tous des Solons ni des Lycurgues » (3), sur les hommes « dont le très petit nombre s'occupe à mériter des places, le très grand nombre à les obtenir » (4), et sur les femmes mêmes : « dont la langue ressemble aux feuilles de tremble que le moindre souffle met en mouvement » (5). Bref, il eut tout l'art de se poser en Alceste, bourru et vrai misanthrope... et ce n'était au fond qu'un Philinte !

Bien loin que ses actes répondissent à ses paroles, il n'en est aucun au contraire, qui ne porte la marque de la plus pure et de la plus louable philanthropie : « Israélites, protestants, anabaptistes... tous les parias de la société eurent en lui un constant défenseur », dit énergiquement son biographe, encore que cela fût dur pour les anabaptistes ! (6) « La fureur de vos pères a choisi ses victimes dans ce troupeau désolé, écrivait Grégoire, en parlant des Juifs : quel traitement réservez-vous aux agneaux timides, échappés du carnage, et réfugiés dans vos bras ? » (7). Et il n'était alors que professeur à Pont-à-Mousson ! Devenu Constituant, Convention-

1. — *Mémoires de Grégoire*. p. 453.

2. — *Id.* p. 346.

3. — *Id.* p. 368.

4. — *Id.* p. 436.

5. — *Id.* p. 432.

6. — *Id.* p. 150.

7. — *Id.* p. 7.

nel, ce fut une vraie débauche de philanthropie ; il prêche les Assemblées politiques et leur arrache l'abolition de l'esclavage dès 1793 bien avant Wilberforce. « Ses projets humanitaires, dit Hippolyte Carnot, embrassaient toutes les nations dans leur pensée » (1). Voilà quel était l'homme, au vrai, si différent dans ses actes et dans ses paroles qu'il est en réalité deux Grégoires, entre lesquels l'histoire hésite.

Cet embarras s'explique. Souvent Philinte parle et Alceste conclut. « Inaccessible à l'ambition, écrit-il au Grand chancelier de la Légion d'honneur, arrivé aux confins de l'éternité, je m'occupe maintenant comme dans toute ma vie de ce qui peut éclairer mon esprit, améliorer mon cœur, et contribuer au bonheur des hommes, quoique les services qu'on leur rend ici-bas soient rarement *impunis* ! » (2). Et ceci n'est point sécheresse de l'expérience déçue, car vingt ans plus tôt, présidant la Constituante, et recevant les députés de la Législative il les accueillait par ces mots : « Hommes vertueux, vous êtes dignes d'être calomniés... vous le serez ! » (3).

De même, l'histoire ne peut pas classer Grégoire d'après ses actes, parce qu'ils restèrent presque tous à l'état de projets de tous ordres. Il a réformé l'enseignement avec Condorcet, substitué le français au latin dans les inscriptions publiques, créé le bureau des Longitudes, et perfectionné les semailles d'automne. Il a eu l'idée de la société des hommes de lettres, et il a prévu l'utilisation des devises de bonbons pour l'instruction des enfants, « en substituant de bonnes maximes aux fades galanteries ! » (4). Il a légué quatre mille francs pour une messe annuelle à l'âme de tous ses ennemis, et autant pour une école de gardes-malades et de do-

1. — *Mémoires de Grégoire*, p. 15.

2. — *Id.* p. 18.

3. — *Id.* p. 245.

4. — *Id.* p. 49.

mestiques (1). Grand prêtre de la religion constitutionnelle et évêque de Blois jusqu'à sa mort, il a tenté de réunir, d'une part, l'Eglise grecque schismatique, et d'autre part Genève, « ce centre du calvinisme au centre de la catholicité » (2). Il présida des conciles gallicans, mais il ne pardonna jamais à Bonaparte le Concordat, si bien que pénétré des meilleures intentions, il se trouva toujours en conflit avec les hommes du gouvernement, incapable de ces transactions politiques qui assurent le succès d'un plan, éternel semeur d'idées fécondes sur un terrain stérile qu'il n'avait point préparé.

Voilà pourquoi et par quelles multiples contradictions la figure de Grégoire reste effacée dans l'histoire, dessinée sans relief, comme les pastels naïfs de cette époque. La raison en est dans son caractère, dans l'expression parfois pittoresque de ses fortes convictions, peut-être même dans le grand nombre de ses projets qui l'empêcha de s'attarder à aucun, comme si l'intelligence la plus grande devait perdre en profondeur ce qu'elle gagne en étendue : ce grand homme n'a jamais réussi que ses titres !

Il est toutefois un point sur lequel la chronique de son temps doit être révisée, qui est la généreuse humanité de ses idées. « Un je ne sais quel Playfair, dit-il dans ses Mémoires, assure que Grégoire, ce cannibale philosophe, ayant su que les nègres avaient pris pour étendard un enfant empalé et qu'ils massacraient les blancs, s'écria que c'était le plus beau jour de sa vie ! » (3). Non, cela n'est pas vrai, et tout au contraire, s'il est un trait du caractère de Grégoire que l'histoire puisse marquer avec certitude et fermeté, c'est son dévouement absolu à toute idée d'humanité, de tolérance et de charité. « J'ai fait, disait-il, la longue et triste expérience qu'on ne défend pas impunément l'humanité et la justice,

1. — *Mémoires de Grégoire*, p. 305-309.

2. — *Id.* T. II. p. 71

3. — *Id.* T. I. p. 394

et je n'en serai dans toutes les circonstances, que plus acharné à plaider la cause de la justice et de l'humanité, même en faveur de mes ennemis » (1).

Si parfois son zèle pour tous les opprimés et son culte de toute liberté l'entraînent trop loin, il l'avoue lui-même humblement : « Dans quelques phrases, dit-il, j'ai franchi les bornes de la modération démocratique : la haine de la royauté les dictait » (2).

Mais ce qui reste, et que l'histoire ne doit point oublier, c'est ce vif sentiment de la fraternité des peuples qui lui dicta la Déclaration du droit des gens, objet de cette étude. « Ma voix et ma plume, écrivait-il à l'archevêque de Paris, n'ont cessé de revendiquer les droits imprescriptibles de l'humanité souffrante, sans distinction de croyance, de climat, de couleur et de races... Les diverses nations sont des sections de la grande famille : c'est un faisceau dont la tige est dans la main du Créateur ; elles sont obligées solidairement à tout ce qui peut, en resserrant leurs liens, perfectionner la morale, l'intelligence, les arts, prévenir ou adoucir les calamités qui affligent l'espèce humaine, et accroître ses moyens de bonheur... Peu de résultats pratiques sont la conséquence de cette vérité que personne ne conteste, mais qu'une politique atroce froisse à chaque instant... Entre les moyens qui peuvent conduire à ce but, et que j'ai développés,... je place en première ligne les efforts concertés de tous les hommes qui, épars sur le globe, cultivant leur raison, communiquent au public les fruits de leurs recherches... Fatiguées de discordes sanglantes, détrompées des fausses idées de grandeur, éprouvant le besoin de s'unir, les nations étendent les unes vers les autres des mains fraternelles... Persuadées que le bonheur est solidaire entre elles, elles vont faire un échange d'amitié, de productions, de découvertes... Un siècle nouveau va s'ouvrir : que les palmes de l'humanité en ornent le frontispice ! » (3).

1. — *Mémoires de Grégoire*, p. 82.

2. — *Id.* p. 359.

3. — *Id.* pp. 257-373-478-18.

LA DÉCLARATION DU DROIT DES GENS DE L'ABBÉ GRÉGOIRE

CHAPITRE PREMIER

Grégoire et la Convention

1793-1795

THURIOT: Je demande l'impression de ce projet dans lequel je vois des idées sublimes.

BARÈRE: « J'invite la Convention à ne pas oublier la position de la France au milieu de l'Europe... Il ne faut pas s'extravaser en opinions philanthropiques.

GRÉGOIRE: Le rapporteur vient de rendre hommage à mes intentions : je ne demande rien de plus.

J'avoue que le titre de cette étude est assez peu exact. En réalité, il n'y eut point d'abbé Grégoire siégeant à la Convention en robe noire et petit collet. La robe noire fut illustrée par David dans son tableau du Serment du Jeu de Paume, où Grégoire, curé d'Embermesnil, paraît au premier plan. Mais à la Convention siégeait un personnage bien plus imposant : Grégoire, évêque constitutionnel de Blois, le seul

qui osât afficher sa robe violette, après que Gobel eut abjuré les fonctions épiscopales. En principe, les assemblées politiques ne sont point hostiles à de pareilles manifestations de costumes, blouse ou camail. La Montagne fut tolérante : « Eussions-nous ici un cardinal, disait Danton, je voudrais qu'il fût entendu. » Grégoire y resta donc l'évêque Grégoire, et peut-être faudrait-il lui garder ce titre qu'il porta dignement jusqu'à sa mort. Mais cependant l'histoire connaît mieux et préfère l'*abbé*. C'est un tout autre homme, semble-t-il, par le seul titre qui n'implique nulle grandeur du monde, et dont la modestie s'associe communément à ce grand amour des humbles, des faibles et des opprimés qui inspira constamment le conventionnel et le sénateur comte Grégoire. Ce même sentiment de divine fraternité lui dicta la Déclaration du Droit des Gens, objet de cette étude, et ayant replacé la robe violette sur les bancs de la Convention qu'elle illustra, je voudrais maintenant placer sa Déclaration au milieu des événements qui l'encadrent, pour lui donner tout le relief qu'elle mérite.

Ils étaient graves d'ailleurs, et cette date du 18 Juin 1793 est peut-être l'époque la plus sombre pour la Convention et pour la France. Les événements du 31 Mai avaient porté la Montagne au pouvoir et renversé les Girondins, et le 15 juin la Convention recevait la liste de ceux qui étaient prisonniers marqués pour l'échafaud, et de ceux qui étaient en fuite (1). La Vendée révoltée avait conquis Saumur. Marat dénonçait Westermann. Santerre écrivait l'effroyable désertion des volontaires partis de Paris pour combattre les rebelles. Une députation d'Orléans demandait des secours pour protéger la Beauce. Les habitants d'Angers fuyaient vers la Mayenne. On fortifiait Laval à la hâte. La municipalité de Bourg-de-l'Egalité, ci-devant

1. — *Reimpression du Moniteur*, XVI, N° 172. Vendredi 21 Juin 1793.

Bourg-la Reine, demandait du pain, et le Conseil général de la Commune de Paris, fort empêché de secourir tant de détresses, réglait l'administration de l'Opéra, arrêtant que « le *Siège de Thionville*, pièce vraiment patriotique, serait représentée gratis et uniquement pour l'amusement des sansculottes (1)... »

Les nouvelles de l'étranger n'étaient pas moins désastreuses. Dumouriez vaincu avait trahi. Les Autrichiens occupaient le camp de Famars. Les commissaires français faits prisonniers entraient ce même jour dans leurs cachots d'Ehrenbrestein. On annonçait bien de Francfort qu'un congrès pour la paix allait se tenir à La Haye, - déjà ; mais la Bavière allait être obligée de joindre ses troupes à celles de l'Empire, et la flotte russe envoyée contre la France, ayant à bord des troupes de débarquement venait de mettre à la voile. Toutes nos frontières de terre et de mer étaient assiégées ou percées. L'Europe marchait contre la France, la moitié de la France contre Paris, la Commune de Paris contre la Convention, et la Montagne contre la Gironde.... Ce même jour, la Convention aborda le chapitre XXV de sa Constitution de l'an 1 : *Des rapports de la République Française avec les nations étrangères.*

Article premier. - Le peuple français se déclare l'ami et l'allié naturel des peuples libres.

Article 2. - Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations : il ne souffre pas que les autres s'immiscent dans le sien.

C'est à ce moment que Grégoire se leva, demanda la parole, et donna lecture d'un projet de Déclaration du Droit des Gens, resté relativement peu connu, et qui fait l'objet de cette étude : « Il m'a paru digne et même nécessaire, dit-il,

1. — Réimpression du *Moniteur*, XVI, p. 682.

que la Constitution renfermât une *Déclaration du Droit des Gens*, et c'est ici que cette déclaration devrait être placée. Je propose à l'assemblée de lui lire une série d'articles concernant cet objet. (*Lisez, lisez*). Voici mon projet :

» ARTICLE PREMIER. Les peuples sont entre eux dans l'état de nature; ils ont pour lien la morale universelle.

» ART. 2. Les peuples sont respectivement indépendants et souverains, quel que soit le nombre d'individus qui les composent, et l'étendue du territoire qu'ils occupent. Cette souveraineté est inaliénable.

» ART. 3. Un peuple doit agir à l'égard des autres comme il désire qu'on agisse à son égard; ce qu'un homme doit à un homme, un peuple le doit aux autres peuples.

» ART. 4. Les peuples doivent en paix se faire le plus de bien, et en guerre le moins de mal possible.

» ART. 5. L'intérêt particulier d'un peuple est subordonné à l'intérêt général de la famille humaine.

» ART. 6. Chaque peuple a droit d'organiser et de changer les formes de son gouvernement.

» ART. 7. Un peuple n'a pas le droit de s'immiscer dans le gouvernement des autres.

» ART. 8. Il n'y a de gouvernement conforme aux droits des peuples que ceux qui sont fondés sur l'égalité et la liberté.

» ART. 9. Ce qui est d'un usage inépuisable et innocent, comme la mer appartient à tous, et ne peut être la propriété d'aucun peuple.

» ART. 10. Chaque peuple est maître de son territoire.

» ART. 11. La possession immémoriale établit le droit de prescription entre les peuples.

» ART. 12. Un peuple a droit de refuser l'entrée de son territoire et de renvoyer les étrangers quand sa sûreté l'exige.

» ART. 13. Les étrangers sont soumis aux lois du pays, et punissables par elles.

» ART. 14. Le bannissement pour crime est une violation indirecte du territoire étranger.

» ART. 15. Les entreprises contre la liberté d'un peuple sont un attentat contre tous les autres.

» ART. 16. Les ligues qui ont pour objet une guerre offensive, les traités ou les alliances qui peuvent nuire à l'intérêt d'un peuple sont un attentat contre la famille humaine.

» ART. 17. Un peuple peut entreprendre la guerre pour défendre sa souveraineté, sa liberté, sa propriété.

» ART. 18. Les peuples qui sont en guerre doivent laisser un libre cours aux négociations propres à ramener la paix.

» ART. 19. Les agens publics que les peuples s'envoient sont indépendants des lois du pays où ils sont envoyés dans tout ce qui concerne l'objet de leur mission.

» ART. 20. Il n'y a pas de préséance entre les agens publics des nations.

» ART. 21. Les traités entre les peuples sont sacrés et inviolables (1).

L'impression fut diverse, mais profonde, et l'Assemblée devint houleuse. Chacun des articles concis de la Déclaration portait. A ces paroles de fraternité, on opposait les faits du jour, ceux de la veille, et les angoisses patriotiques du lendemain. Dans ces âmes surchauffées, trépidantes, qui allaient organiser la terreur et se préparaient à la lutte sauvage pour la vie contre l'Europe, se livrait un combat violent, et le senti-

1. — Le *Moniteur* ne donne pas le texte de cette Déclaration à la date du 18 Juin 1793. Il se trouve dans le *Choix de rapports, opinions et discours* publié par LALLEMENT, T. XII, p. 397.

ment précis et puissant des obligations farouches du moment, se heurtait au sentiment de cette grande et humaine vérité qu'apportait Grégoire.

« — Je demande l'impression de ce projet, dans lequel je vois des idées sublimes, s'écria Thuriot.

— J'invite la Convention à ne pas oublier la position de la France au milieu de l'Europe, répondit Barère. Vous n'êtes pas seulement une assemblée philosophique et législative, vous êtes une assemblée politique. Je ne crois pas que vous deviez en ce moment aller plus loin que vos articles constitutionnels.

La déclaration que vous faites que le peuple français est l'ami naturel des peuples libres dit assez à l'Europe la différence que vous faites entre les gouvernements : il ne faut pas s'extravaser en opinions philanthropiques. »

Vaincue ou convaincue, l'Assemblée passa à l'ordre du jour. Le rapporteur présenta l'article 3 de la Constitution : *Le peuple français donne asile aux étrangers bannis pour la cause de la liberté : il le refuse aux tyrans.*

GRÉGOIRE : *Et aux traîtres !*

Un sentiment de malaise plane sur l'assemblée. Elle sent que Barère a raison, mais que Grégoire lui offre l'occasion d'une gloire immortelle. Ce malaise éclate : l'art. 4 en est l'occasion.

ART. 4. — *Le peuple français ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire.*

Plusieurs membres : Aux voix !

Mercier : De tels articles s'écrivent ou s'effacent avec la pointe de l'épée : on peut, sur son territoire, faire des traités avantageux. Vous flattez-vous d'être toujours victorieux ? Avez-vous fait un traité avec la victoire ?

Bazire : Nous en avons fait un avec la mort. (On applaudit).

Mercier : Cette exaltation des idées n'est point la véritable grandeur. A peine avez-vous des idées justes sur la liberté, et déjà vous osez vous placer au niveau des Romains. Je demande la radiation de cet article, parce que la génération présente n'est point encore à la hauteur où elle devrait être.

Robespierre : Je n'aurais jamais cru qu'un représentant du peuple français osât professer une doctrine d'esclavage et de lâcheté. Je n'aurais jamais cru qu'il osât contester la vertu républicaine du peuple qu'il représente. Où a-t-il vu, cet homme que nous fussions inférieurs aux Romains ? Où a-t-il vu, cet homme que la constitution que nous allons terminer fût au-dessous de ce sénat despotique, qui ne connut jamais la déclaration des droits de l'homme ? Où a-t-il vu que ce peuple qui verse son sang pour la liberté universelle fût au-dessous des Romains, qui furent non pas les héros de la liberté, mais les oppresseurs de tous les peuples ? Mais il n'y a rien à répondre à un tel homme. Nous décréterons un article que nous sommes dignes de soutenir, en dépit de lui et de ses pareils. Qu'ils sachent, tous ceux qui ne savent pas deviner l'énergie d'un peuple libre, qu'ils sachent que cet article est l'expression de sa volonté. Un peuple qui traite sur son territoire avec les ennemis est un peuple déjà vaincu, et qui a renoncé à son indépendance. Jamais le peuple français ne sera couvert de tant de honte ! Qu'un homme qui sous le despotisme après avoir paru faire quelques pas vers l'avenir, rétrograde aujourd'hui, que la liberté règne en France, cela est facile à concevoir ; mais qu'il sache, cet homme, que non-seulement nous décréterons l'article auquel il s'oppose, mais encore nous le soutiendrons.

Mercier : Je n'ai jamais interrompu vos travaux, je n'abuse point de la tribune, mais j'ai médité. Je suis loin de dédaigner

ma patrie, je suis loin de la croire incapable d'arriver aux plus hautes destinées; mais je n'ai jamais parlé que de la génération actuelle, et je soutiens que quiconque veut assimiler les Français d'aujourd'hui aux Romains d'autrefois n'offre que le témoignage de son ignorance. Celui qui n'a pas étudié les lois de ce peuple n'est pas fait pour en parler.

Barère : A l'outrage fait contre sa vertu républicaine la nation répondra dans la Vendée ! L'article proposé a déjà été décrété à Longwy et à Verdun ! (*Applaudissements*). Il l'a été en présence de la cruelle Christine, qui dirigeait des instrumens de destruction sur les habitations des citoyens les plus pauvres de Lille ! C'est la France, en un mot, qui a déjà décrété cet article ! Je demande à ces hommes qui voient toujours les peuples anciens au-dessus des peuples modernes, je leur demande si les Romains avaient proclamé la Déclaration des droits de l'homme. Rome, qui tenait le peuple dans l'avilissement, et ne savait que le traîner à la guerre, Rome avait-elle aboli la noblesse ? Le grandeur romaine a fait le malheur de l'Europe ; la valeur française lui donnera la liberté : la grandeur romaine avait porté la guerre aux peuples, et vous préparez la paix du monde. Je termine en vous rappelant un mot sublime qui mérite d'être conservé. Vous avez demandé, Mercier, si nous avons fait un traité avec la victoire ? Non, vous a-t-on répondu, à la Montagne, mais nous avons fait un traité avec la mort ! » (*Applaudissements*).

L'assemblée adopta l'article 4. Il figure dans la Constitution de l'an I, mais la Déclaration de Grégoire n'y figure point. Voilà pourquoi elle est restée relativement ignorée, et les efforts de Grégoire pour la tirer de l'ombre en 1795 ne furent pas plus heureux.

Les circonstances étaient cependant plus propices. Au lieu de la République de l'an I, aux abois, traquée par l'Europe et qui faisait douloureusement tête à ses ennemis, la France victorieuse de l'an III reprenait son rang parmi les nations, négociait avec les vaincus, et reportait la guerre au-delà de ses frontières. La Vendée était soumise, Toulon repris, et les représentants du peuple près les armées des Côtes-de-Brest, de Cherbourg et de l'Ouest venaient de signer la pacification de Rennes. La Convention, récemment sauvée des convulsions populaires par l'énergie du jeune général Bonaparte, siégeait paisible après tant de tempêtes. Elle songeait à rétablir les mœurs et les usages d'antan, restaurait la politesse entre les nations, et se faisait coquette avec l'Europe avant que de mourir. Le 4 Floréal, 23 Avril 1795, la salle était en fête. Boissy d'Anglas, président, devait recevoir le puissant Baron Eric-Magnus Staël de Holstein, ambassadeur extraordinaire de Suède, et Merlin de Douai, au nom du farouche Comité de Salut public, venait discuter à la tribune le problème onctueux des préséances :

» Avant le 9 Thermidor, déclarait-il, on vous disait à cette tribune que vous ne deviez diplomatiser qu'à coups de canon. Depuis que, rendus à vous-mêmes, il vous est permis de manifester vos propres pensées, vous avez plus d'une fois proclamé solennellement votre respect pour toutes les institutions de la diplomatie qui tiennent au droit des gens. Votre comité de salut public ne s'écartera donc pas de l'esprit qui vous anime et vous dirige, en vous proposant aujourd'hui de fixer le mode de réception des ambassadeurs étrangers dans le sein de la représentation nationale.

» Jusqu'à présent... il n'a pas été question d'étiquette... la fraternité seule en a fait les frais et en a improvisé le protocole... Mais... ces distinctions expriment le degré de confiance, d'attachement, ou de respect que les nations se témoignent mutuellement, et il paraît indispensable de les maintenir, au moins

jusqu'à ce que, par un accord général avec les autres gouvernements, il soit établi d'autres règles... (1). »

Sur la proposition du Comité de Salut public, la Convention vota donc un fauteuil pour l'ambassadeur de Suède. Il fut introduit sur l'heure. « Je viens, dit-il au sein de la représentation nationale de la France, rendre un hommage éclatant aux droits naturels et imprescriptibles des nations. »

C'était comme le rameau d'olivier jadis rapporté dans l'arche: Grégoire crut que le déluge était fini, demanda la parole pour une motion d'ordre, l'obtint, et en profita pour prononcer ce fameux discours que Barère avait rendu inutile deux ans plus tôt, commentaire obligé et accompagnement nécessaire de sa Déclaration du Droit des Gens.

Grégoire: (2) « L'ancienne diplomatie et le droit public n'étaient qu'un échafaudage ridicule et souvent monstrueux que le souffle de la raison a renversé. Nous avons détruit, mais qu'avons-nous mis à la place ?

« Plusieurs de nos séances ont été consacrées à discuter le mode des relations diplomatiques. La prolongation des débats nous a prouvé sans doute que quelquefois on ne s'entendait pas parce que sur cet objet les termes ne sont pas définis, les idées ne sont pas précisées. (3)

1. — *Moniteur*, — Réimpression, XXIV. p. 292.

2. — Le texte du *Moniteur* est inexact et incomplet. Je donne le texte de Lallement. *Op. cit.* p. 231

3. — Cf. VOLTAIRE. *Dictionnaire philosophique*, art. *Droit*. Il traite simultanément du droit des gens, droit naturel, et droit public *qu'il confond* et ajoute: « Rien ne contribuera peut-être plus à rendre un esprit faux, obscur, incertain, que la lecture de Grotius, de Puffendorf, et de presque tous les commentateurs sur le droit public. » La méthode de Grégoire est plus sage, de chercher d'abord la définition des termes, d'où résultera la précision des idées. Montesquieu a atteint cette précision dans sa théorie des différents ordres de lois

« Les mêmes inconvénients se reproduiront dans toutes les discussions de cette nature tant qu'on n'aura pas déterminé ou plutôt reconnu les principes qui dans les relations de peuple à peuple doivent servir de régulateur (1). Le rapporteur du Comité de salut public en a tellement éprouvé le besoin que, dans le cours de la discussion, plusieurs fois il a exprimé le désir de voir rédiger un code du droit des gens (2). Déjà vous en aviez pressenti la nécessité dès les premiers temps de votre session : un décret du 28 Octobre 1792 avait ordonné qu'il serait fait un rapport sur les principes des négociations entre les peuples : ce décret resta sans exécution. Le 18 Juin 1793, je proposai de faire une Déclaration du Droit des gens : l'idée parut belle ; mais elle avait la défaveur de n'être pas présentée par quelques hommes qui avaient alors le privilège de l'infailibilité ; ils dirent qu'elle était prématurée, dangereuse même, en se gardant bien de le prouver, et par un mot, ils arrêterent peut-être la marche

et rien ne contribue plus à rendre un esprit juste, clair et certain que cette lecture. Mais on ne retient guère de l'Esprit des Lois que la théorie de la séparation des pouvoirs, et l'on cherche trop souvent dans des auteurs étrangers, mal traduits, des idées bizarres et des termes obscurs que Voltaire critique avec raison.

- 1.— Déterminer ou plutôt reconnaître les principes : par bien des points, Grégoire se rattache à l'école des physiocrates, et l'on trouve ici leur idée de l'évidence naturelle. Pour eux, « la vérité possède un tel pouvoir, que pour la reconnaître, il suffit de la voir. »
- 2.— Le premier essai notable de codification du droit des gens est dû à Petruchevitz qui publia en 1861 son : *Précis d'un code de droit international* ; mais l'idée est beaucoup plus ancienne. La Révolution forma le projet d'un code du droit des gens et entreprit les premiers travaux du Code Civil. Bonaparte fit aboutir les travaux du Code civil et demanda vainement à l'Institut un projet de Code du droit des gens (24 Février 1804). Il semble que son intention ne fut pas comprise ; du moins, le projet ne fut pas exécuté. Grégoire, qui était membre de l'Institut en 1804, Sénateur et Comte de

de l'esprit humain (1). Actuellement, leurs sceptres sont brisés : je reproduis ma proposition.

*
* *

« Un écrivain du siècle dernier (Fénelon) disait : « J'aime mieux ma famille que moi ; j'aime mieux ma patrie que ma famille ; j'aime mieux l'univers que ma patrie » (2). La raison a jugé et ces extravagans qui parlaient de la république universelle (3), et ces hommes faux dont on a dit qu'ils faisaient profession d'aimer les hommes placés à deux mille ans ou à deux mille lieues de distance pour se dispenser d'être justes et bons envers leurs voisins. Le cosmopolitisme de système et de fait n'est qu'un vagabondage physique et moral ; nous devons un amour de pré-

l'Empire, ne fut pas appelé dans la commission qui comprenait le bureau de la classe d'histoire et de littérature ancienne et les citoyens Anquetil, Daunou, Garnier, Garrau, Camus. D'après Oppenheim (*International Law*), « it was Bentham who first suggested such a codification of the positive existing Law of nations, but he thought of a utopian International Law which could be the basis of an everlasting peace between the civilised States. »

- 1.— La Déclaration de Grégoire ne contenait pas à proprement parler d'idées nouvelles qui pussent accélérer la marche de l'esprit humain ; mais il est certain que l'adoption solennelle des principes de la Déclaration du droit des gens par un corps politique véritablement souverain de la France, eût produit une grande sensation sur le monde ; on le comprend mieux en songeant à l'effet produit par les déclarations de La Haye en 1900. Grégoire avait bien conscience de l'intérêt universel de son initiative.
- 2.— Cf. Mably : « Cette vertu supérieure à l'amour de la patrie, c'est l'amour de l'humanité. »
- 3.— Cf. Bonaparte. Lettre à Villetard. Trévise, 26 Octobre 1797 : « Je sais bien qu'il n'en coûte rien à une poignée de bavards, que je caractériserais bien en les appelant fous, de vouloir la République universelle. Je voudrais que ces messieurs vinssent faire une campagne d'hiver... »

férence à la société politique dont nous sommes membres. Ailleurs j'ai dit que la mesure de cet attachement est déterminée par ses bienfaits à notre égard : la patrie conserve nos vies et nos fortunes ; il y a réciprocité dans les obligations ; nous devons donc au besoin lui sacrifier la fortune et la vie (1).

« Cependant l'égoïsme national est aussi coupable que l'égoïsme individuel ; le patriotisme n'est point exclusif ; l'énergie de ce sentiment se concilie avec cette douce philanthropie qui s'efforce d'anéantir les préjugés, l'intolérance, les rivalités, les haines entre les peuples, et de resserrer les nœuds de la fraternité entre les diverses sections de la famille humaine. Après avoir déclaré les droits de l'homme en déterminant ses rapports avec ses semblables, il vous reste donc une belle tâche à remplir, celle de déclarer solennellement les droits des nations, et de manifester à l'univers les maximes de loyauté, de justice qui sont dans vos cœurs, et qui serviront à jamais de règle au peuple français dans ses relations diplomatiques. Légez aux peuples contemporains et futurs un *symbole de politique* puisé non dans les archives d'une chancellerie, mais dans celles de la nature : il y est ; il s'agit de le transcrire (2).

« La *politique* est une branche de la morale universelle puisqu'elle est l'art de gouverner un peuple de la manière la plus conforme à son bonheur, sans nuire à celui des autres (3). Il faut

-
- 1.— Cette phrase est omise, ainsi que beaucoup d'autres, dans la Réimpression du *Moniteur*.
 - 2.— Omise dans le *Moniteur*, cette phrase est cependant une des plus importantes et des plus caractéristiques du discours. Le terme *symbole de politique* caractérise bien la Déclaration du droit des gens de Grégoire et l'on voit que d'après lui le droit des gens ne doit être qu'une transcription du droit de la nature.
 3. — Le mot *politique* avait à cette époque une signification assez différente de celle que nous lui donnons aujourd'hui. Voici une note curieuse de Boucher d'Argis dans l'Encyclopédie,

rendre la véritable acception à ce mot, si souvent déshonoré; longtemps, elle ne fut guère que la fourberie réduite en système (1); les opérations ténébreuses des tripots diplomatiques n'offrent guère qu'un tissu de crimes et de petitesse; c'est une vérité de fait tellement reconnue que, selon Wicquefort, l'infailible moyen de déjouer ses rivaux, en fait de négociations, c'est d'avoir une démarche franche, parce qu'on est presque sûr de ne pas les rencontrer sur sa route (2). Si la plupart des Républiques mêmes

article Droit des Gens: « D'autres prétendent que l'on ne doit reprendre l'étude du droit des gens qu'au temps de l'Empereur Maximilien I^{er}, de Louis XI et de Ferdinand le Catholique, tous deux rois, l'un de France et l'autre d'Espagne: que tout ce qui se trouve au-dessus de ce temps sert moins pour l'instruction que pour la curiosité, et que ce n'est que depuis ces princes que l'on voit une *politique* bien formée et bien établie.... Ce que dit cet auteur serait véritable, si par le terme de *politique* on n'entendait autre chose que la science de vivre avec les peuples voisins, et les règles qu'on doit observer avec eux. Mais selon l'idée que l'on attache communément au terme de *politique*, c'est une certaine prudence propre au gouvernement, tant pour l'intérieur que pour les affaires du dehors: c'est l'art de connaître les véritables intérêts de l'Etat, et ceux des puissances voisines; de cacher ses desseins; de prévenir et rompre ceux des ennemis: or, en ce sens, la *politique* est totalement différente du *droit public des gens*, qui n'est autre chose que certaines règles observées par toutes les nations entre elles par rapport aux liaisons réciproques qu'elles ont. »

Cf. MME DE RÉMUSAT, sur « la puissance magique de ce mot sacramentel de Bonaparte: *Ma politique*. C'est avec ce mot qu'il écrasait la pensée, les sentiments, même les impressions et, quand il le prononçait, presque personne au palais, surtout pas une femme, n'eût osé l'interroger sur ce qu'il voulait dire. » *Mémoires* I. p. 325.

1. — Cf. VATTEL II § 173: Je vois rire de prétendus grands politiques qui mettent toute leur subtilité à circonvenir ceux avec qui ils traitent... Jusques à quand les hommes publics se glorifieront-ils de ce qui déshonorerait un particulier?
2. — Cf. PORTALIS: « La politique peut avoir ses plans et ses

n'ont eu jusqu'ici qu'une politique flottante, c'est non seulement le résultat de leur faiblesse, mais encore parce qu'on ignorait cette morale qui lie les nations et qui force les tyrans, sinon à la justice, du moins à la pudeur (1). Et comment la masse des hommes ne serait-elle pas arriérée sur cet objet ? Les publicistes, la plupart de ceux mêmes qui se présentent avec éclat à la postérité, fourmillent d'assertions erronées et immorales. Ils ont méconnu l'égalité naturelle et politique des peuples comme celle des hommes : ils n'ont vu que quelques individus debout, n'ayant que des droits, et les autres à leurs genoux n'ayant que des devoirs. Burlamaqui, né dans une république, biaise sur les avantages de la pure démocratie, ou plutôt il la rejette. Mably lui-

mystères, mais la raison doit conserver son influence et sa dignité », et Napoléon : « L'expérience a prouvé que ces ruses vont contre leur but, et qu'en toute chose la simplicité et la vérité sont les meilleurs moyens de politique. » Et ailleurs : « Je débutai avec eux en diplomatie comme j'avais fait ailleurs dans les armes. Voici mes propositions, leur dis-je tout d'abord : nous sommes maîtres de la Hollande, de la Suisse ; je les abandonne contre les restitutions que vous aurez à faire à nous ou à nos alliés. Nous sommes maîtres aussi de l'Italie : j'en abandonne une partie et conserve l'autre afin de pouvoir diriger et garantir l'existence et la durée de tout. Voilà mes bases ; à présent, édifiez autour tout ce qu'il vous plaira, peu m'importe, mais le but et le résultat doivent demeurer tels : je n'y changerai rien. Je ne prétends point acheter de vous des concessions, mais faire des arrangements raisonnables, honorables et durables : voilà mon cercle. Vous ne vous doutez point, à ce que je vois, de nos situations ni de nos moyens respectifs ; je ne crains ni vos refus, ni vos efforts, ni tous les embarras que vous pourriez me créer : j'ai les bras forts, je ne demande qu'à porter. »

(11 Novembre 1816.)

1. — Cf. VATTEL. II, § 1 : « Il est du moins un fruit que l'on peut attendre des saines maximes hautement publiées, c'est qu'elles contraignent ceux-là mêmes qui les goûtent le moins à garder quelque mesure, pour ne pas se perdre entièrement de réputation. »

même, à qui l'art social doit tant d'obligations, et que ses immortels écrits placent au rang des bienfaiteurs du genre humain, n'est pas reconnaissable dans ses principes de négociations: nous devons regretter que l'auteur du *Contrat social*, après avoir tracé le code de chaque société politique, n'ait pas fait celui des nations.

« Quant à la morale politique, qui ne s'indignerait de voir des publicistes autoriser le mensonge ! (1). Wicquefort, déjà cité, prétendre qu'un ambassadeur peut corrompre les ministres du pays où il est envoyé ! Zouch, examiner sérieusement si le viol est un droit de la guerre, et se contenter d'incliner pour la négative ! Hâtons-nous d'oublier cette profanation d'idées morales, en rappelant que les cris de l'humanité et de la justice doivent se faire entendre à travers le bruit des armes, et qu'à la brutalité des despotes nos armées substituent les vertus fières, mais humaines des républicains ! Scipion respectant la vertu d'une belle espagnole (2), Régulus retournant à Carthage, Camille renvoyant aux Falisques l'instituteur perfide qui voulait lui livrer ses élèves, divers peuples s'empressant de porter des secours à Lisbonne, presque engloutie par le tremblement de terre de 1745, voilà le droit des gens en pratique (3).

« Beaucoup de traits de cette nature ornent nos annales, Dans la dernière guerre un bâtiment anglais, livré aux horreurs de la famine, aperçoit un navire français ; il court lui demander

-
1. — Cf. RAYNEVAL : « La ruse marque un petit esprit, un homme sans moyens ; les grands caractères ne la connaissent point, ou plutôt ils la méprisent ou la déjouent, en feignant de ne point s'en apercevoir ou en l'imitant. »
 2. — « Cela ne peut étonner qu'un moine. » répondait Napoléon à Sainte-Hélène.
 3. — Cf. VATTEL : « Les calamités du Portugal ont fourni à l'Angleterre une occasion de remplir les devoirs de l'humanité avec cette noble générosité qui caractérise une grande nation » (II. § 5.).

des vivres et des fers : celui-ci lui donne tous les secours nécessaires, et le laisse achever sa route. L'ordre de respecter l'escadre du capitaine Cook, l'abolition du droit d'aubaine avec divers Etats de l'Europe, datent à peu près de la même époque. Tandis que les tyrans s'efforçaient de contrefaire nos assignats, par votre loi du 2 frimaire de l'an II, vous décerniez la même peine contre les fabricateurs de fausse monnaie étrangère que contre les fabricateurs de fausse monnaie nationale : ce décret qui vous honore, est une grande idée morale que vous avez mise en circulation parmi les peuples (1).

*
* *

« La société primitive s'est divisée en plusieurs sociétés particulières, qui conservent entre elles des relations résultant du voisinage ou des besoins respectifs. A la vérité, les hommes éprouvent un plus grand besoin de se rapprocher que les peuples, parce qu'un peuple se suffit plutôt à lui-même qu'un individu, et même on a vu des nations vouloir rompre toute communication avec les autres : on peut demander si elles avaient le droit

1. — *Décret du 2 Frimaire* : Le Convention nationale... Considérant que dans l'état actuel de la législation criminelle de la république, les fabricateurs de fausse monnaie étrangère ne doivent être punis que comme coupables de faux en effets de commerce, et qu'on ne peut par conséquent leur appliquer d'autres peines que six années de fers, prononcée par l'article 43 de la deuxième section du titre II de la deuxième partie du code pénal ;

Que néanmoins, il est de la loyauté française de ne mettre relativement à un crime qui blesse aussi essentiellement les intérêts de toutes les nations, aucune différence entre la punition d'un fabricant de fausse monnaie étrangère et celle d'un fabricant de fausse monnaie nationale, décrète ce qui suit :

» ART. 1^{er}. Les dispositions des articles I et II de la sixième section du titre 1^{er} de la deuxième partie du code pénal sont déclarées communes aux monnaies étrangères et autres papiers ayant cours de monnaie en pays étranger. »

de s'isoler ; chacune d'elles n'est-elle pas obligée de cultiver la société humaine ? (1). Si par le fait elles ne sont pas toujours unies, au moins il est entre elles des rapports possibles ; ces rapports étant l'ouvrage de la nature, doivent être immuables comme elle. Ainsi la loi de la sociabilité entre les peuples n'est autre que la loi naturelle appliquée aux grandes corporations du genre humain : elle détermine leurs droits, leurs devoirs ; elle en trace l'étendue et les limites (2).

« Quesnay a très bien prouvé que dans l'état d'indépendance des nations, pour elles comme pour les individus, le droit de s'emparer de ce qui n'est à personne est limité à ce qu'on peut

-
1. — Omis dans le *Moniteur*. Cf. Vattel, II, § 1 : « Les nations étant obligées par la nature à cultiver entre elles la société humaine, elles sont *tenues* les unes envers les autres à tous les devoirs que le salut et l'avantage de cette société exigent. » Et *Préliminaires* § 2 : « La société universelle du genre humain étant une institution de la nature elle-même, c'est-à-dire une conséquence nécessaire de la nature d'homme, tous les hommes, en quelque état qu'ils soient, sont *obligés* de la cultiver et d'en remplir les devoirs. »
 2. — Cf. Vattel. *Préliminaires*, § 12. « Le but de la société naturelle établie entre tous les hommes, étant qu'ils se prêtent une mutuelle assistance pour leur propre perfection et pour celle de leur état ; et les Nations considérées comme autant de personnes libres qui vivent ensemble dans l'état de nature, étant obligées de cultiver entre elles cette société humaine, le but de la grande société établie par la nature entre toutes les Nations, est aussi une assistance mutuelle, pour se perfectionner, elles et leur état. » La limite est marquée par Vattel, § 14 : « Les devoirs envers soi-même l'emportent incontestablement sur les devoirs envers autrui, une Nation se doit premièrement et préférablement à elle-même tout ce qu'elle peut faire pour son bonheur et pour sa perfection... Lors donc qu'elle ne pourrait contribuer au bien d'une autre sans se nuire essentiellement à soi-même, son obligation cesse dans cette occasion particulière et la Nation est censée dans l'impossibilité de rendre cet office. » Grégoire, plus altruiste, n'insiste pas sur la limite.

s'approprier par le travail (1); que le droit de tout faire est subordonné à la condition de ne pas faire de mal aux autres. Guillaume Penn et les quakers eurent un tel respect pour ce principe, que pour former leurs établissements dans le nouveau monde ils achetèrent des sauvages les terrains où ceux-ci grattaient à peine la terre pour semer leur maïs, où ils n'exerçaient guère d'autre métier que la chasse et la pêche.

« Communément on définit le droit des gens *la connaissance des principes et des règles que la nature, l'usage et le consentement exprès ou tacite ont établis entre les peuples dans leurs rapports respectifs*. De là résultent deux sortes de droits des gens : le premier, auquel convient plus particulièrement cette dénomination, est invariable, parce qu'il est le prononcé immédiat de la nature ; le second, qu'il faut nommer le droit public, est arbitraire et conventionnel : il forme la jurisprudence des sociétés politiques, et ne peut avoir force de loi que par la ratification expresse ou tacite des parties contractantes, c'est-à-dire de tous les peuples, qui tous à cet égard possèdent en commun la puissance législative (2). Tel est l'usage bien ou mal suivi de ne pas commencer les

-
1. — On voit comment Grégoire rattache sa doctrine à celle des physiocrates. Rien de plus discutable d'ailleurs que cette conception du droit de propriété fondé sur le travail.
 2. — Voici la définition donnée par Portalis dans le *Livre préliminaire du Code civil*, Titre I, art. 3. « Le droit extérieur ou des gens est la réunion des règles qui sont observées par les diverses nations les unes envers les autres.

Dans le nombre de ses règles, les unes sont uniquement fondées sur les principes de l'équité générale, les autres fixées par des usages reçus ou par des traités.

Les premières forment le droit des gens naturel, les secondes le droit des gens positif. »

La définition de Portalis est plus ferme. Mais l'idée de Grégoire d'un droit des gens fondé sur la puissance législative de tous les peuples a plus d'envolée et d'avenir : chacun est dans son rôle.

hostilités sans une préalable déclaration de guerre : celui d'envoyer un trompette ou un tambour pour parlementer ; de battre la chamade, d'arborer un drapeau pour capituler. Ce droit secondaire est en Europe un assemblage incohérent et bizarre d'usages bons ou mauvais empruntés des Romains et des Germains ; presque tous doivent être soumis à un nouvel examen (1). Telle est la forme dans laquelle on doit créditer les agens diplomatiques ; établir et déterminer les lettres de créance, le droit d'asile, les sauf-conduits, les enclaves, les alluvions, le cours des fleuves, le cas offensif, les représailles, la saisie des effets neutres sur bâtimens ennemis, les lettres de marque, l'extradition des coupables, la punition des délits commis sur territoire étranger, etc., etc.

« Ces questions présentent des idées complexes qu'on n'a pas décomposées pour les réduire à leurs véritables éléments ; la plupart même n'ont pas été abordées : sans doute elles feront un jour l'objet de vos méditations ; mais les décisions sur ce sujet ne peuvent trouver leur point d'appui que dans un corps de doctrine émané de la nature. Les principes sont des idées fécondes qui amèneront la solution de toutes les questions subordonnées : or, l'indigence de presque toutes les langues sur les véritables idées politiques atteste combien cette matière est neuve (2).

« Les publicistes ont longuement disserté par exemple sur les bosphores ; les uns ont prétendu qu'ils pouvaient être une propriété exclusive : d'autres ont fondé les péages exigés par quelques puissances dans les détroits sur l'obligation qu'elles s'imposent d'entretenir les balises, les fanaux et d'éloigner les

-
1. — Napoléon reprendra cet examen des usages en 1809, et bien des conflits politiques résultent de ses idées nouvelles, par le conflit normal du progrès et de la tradition. « Le droit des gens tel qu'on l'entendait à cette époque... », dit-il souvent.
 2. — Omis dans le texte du *Moniteur*.

forbans. Des discussions interminables ont eu lieu concernant l'étendue de mer sur laquelle un peuple peut exercer la souveraineté : Vattel la restreint à la portée du boulet, en sorte que sous le canon d'une forteresse neutre, un vaisseau ennemi ne puisse être de bonne prise : Bodin étend ce droit à trente lieues ; enfin Selden veut qu'on puisse posséder la mer comme on possède un champ (1). Les solutions eussent été plus faciles si, en examinant les droits indivis qui restent aux peuples sur certains objets après le partage du globe, on avait consacré le principe que ce qui est d'un usage inépuisable ou innocent est à tous ; que conséquemment la mer ne peut être la propriété d'aucun, et que l'insolente domination des Anglais sur les mers est une usurpation attentatoire aux droits des nations (2).

« Rien de plus absurde que cette prétendue balance politique, qui ne fut jamais en équilibre, car les grandes puissances ont souvent réalisé à l'égard des petites la fable du loup et de l'a-

-
1. — Cette idée n'est pas tout-à-fait exacte, il semble qu'il y ait quelque confusion entre le fait et le droit, l'empire et la propriété.
 2. — Omis dans le *Moniteur*. Cf. VATTEL, I, paragr. 283. « Disons plus, une nation qui veut s'arroger sans titre un droit exclusif sur la mer et le soutenir par la force, fait injure à toutes les nations dont elle viole le droit commun. » Mais il ajoute, ce que Grégoire n'a pas compris : « Les Anglais n'ont jamais prétendu à la propriété de toutes les mers dont ils s'attribuaient l'empire » D'ailleurs, il admet §§ 282 et 283 que « la nature ne donne point aux hommes le droit de s'approprier les choses dont l'usage est innocent, inépuisable et suffisant à tous... Aucune nation n'a donc le droit de s'emparer de la pleine mer, ou de s'en attribuer l'usage à l'exception des autres... Le droit de naviguer et de pêcher en pleine mer étant donc un droit commun à tous les hommes, la Nation qui entreprend d'exclure une autre de cet avantage, lui fait injure et lui donne un juste sujet de guerre, la nature autorisant une nation à repousser l'injure, c'est-à-dire à opposer la force à quiconque veut la priver de son droit. »

gneau (1). Rien de plus ridicule que les tracasseries concernant les préséances : on connaît l'anecdote de deux ambassadeurs dont les voitures se rencontrèrent sur un pont à Prague ; personne ne voulut céder : on connaît l'anecdote des quatre portes qu'on fut obligé de pratiquer à la maison où se tenaient des conférences diplomatiques pour éviter aux plénipotentiaires les contestations sur le pas : enfin on sait que l'orgueilleux Louis XIV après avoir versé tant de sang, fut sur le point de faire égorger quelques milliers d'hommes de plus parce que d'Estrade, son ambassadeur à Londres, n'avait pas eu le pas sur celui d'Espagne.

« Flétrissons à jamais ces prétentions hiérarchiques en consacrant l'égalité des peuples ! Un nain est homme ainsi qu'un géant (2). La souveraineté n'est pas susceptible de plus ou de moins ; elle ne résulte ni de la force ni de la richesse ; elle appartient à Saint-Marin dans un degré aussi éminent qu'à la France. Les nations ont droit de s'organiser, de se lier, de s'incorporer, en traitant d'égal à égal entre elles comme les hommes entr'eux : s'il doit exister des rangs c'est la vertu qui les donne. Voilà le principe : quand on l'a rencontré, rien ne doit le faire fléchir ; et certes ce langage est digne d'une République qui, par l'éclat de ses victoires, pouvant aspirer à des préséances, a par le fait partout déclaré ne vouloir dans ce genre ni prétendre ni souffrir aucune supériorité (3).

« Il y a peu qu'en Allemagne on proposait encore au concours de discuter gravement s'il est des préjugés avantageux. Cette

1. — Omis dans le *Moniteur*. Cf. la note O sur le Manifeste autrichien du 12 Août 1813 : « Ainsi le cabinet de Vienne veut combattre pour faire de toutes les puissances une république de souverains, dont les éléments seront parfaitement égaux ; et c'est à de telles rêveries qu'il faudrait sacrifier le repos du monde ! »

2. — Omis dans le *Moniteur*.

3. — Omis dans le *Moniteur*. La question des préséances venait d'être soulevée aux États-Unis.

question seule est un scandale en philosophie ; c'est demander en d'autres termes s'il importe à l'homme d'avoir des yeux ou de marcher à l'aveugle. La vérité est le besoin de tous les temps, de tous les lieux. Si nous voulons trouver ce qui est réellement utile et politique, cherchons en tout, ce qui est vrai, ce qui est juste ; et n'oublions pas que la justice et la vérité ne peuvent jamais être la propriété exclusive d'aucun peuple : c'est le domaine de tous.

*
* *

« Ici se présente une question politique dont nous ne pouvons qu'indiquer l'objet : c'est de savoir jusqu'à quel point une nation peut se réserver les moyens de prospérité et de bonheur auxquels ne participeraient pas les autres. Ne décidons pas à la légère, et d'après des idées que nous avons reçues sans examen : une méditation approfondie nous apprendrait peut-être que les efforts des Espagnols, par exemple, ou des Hollandais pour conserver le monopole de la cochenille et des épices sont un délit de lèse-humanité, et qu'un de nos voyageurs en franchissant les murs du jardin de la compagnie hollandaise, que Thierry Menonville, en allant à Guaxaca enlever la cochenille mestèque pour l'acclimater à Saint-Domingue, n'a pas blessé les principes du droit des gens. La nouveauté, la singularité de ces vues ne prouvent pas qu'elles soient inutiles ou fausses, et je saurais apprécier celui qui voudrait les réfuter par des épigrammes pour se dispenser de présenter des observations réfléchies. Il sera toujours bon de rappeler qu'après l'introduction du domaine et de la propriété, il est des droits indivis qui restent aux nations ; que d'ailleurs chacune est créancière et débitrice envers les autres de tout ce qui peut améliorer l'espèce humaine et multiplier les moyens de bonheur. Ces maximes sont éternellement vraies, ou les hommes et les peuples ne sont pas frères. Loin d'atténuer par là dans le cœur du citoyen l'amour de son pays en faisant extravaser sa philanthropie, cet amour doit se fortifier par la considération que s'il doit tant à ses semblables, quel que soit leur pays, ses

devoirs envers la patrie sont bien plus étendus et plus sacrés (1).

« Quand une contestation s'élève entre les peuples il n'est que deux moyens de la terminer : la raison et le canon (2). Par celui-ci vous avez effrayé l'Europe ; par celle-là peut-être vous ramènerez l'Europe à des principes de justice. S'il importe à chaque citoyen de trouver un homme probe dans son voisin, il vous importe de même que les peuples voisins se moralisent et s'éclairent. L'unité monétaire, l'unité des mesures contribueront à les moraliser ; car, n'en doutez pas ils adopteront ces belles découvertes et ce bienfait sera votre ouvrage : une Déclaration du Droit des Gens en sera le complément. Ce sera le fanal vers lequel les opprimés, vers lequel surtout les Polonais malheureux tourneront leurs regards, et cet aspect relèvera leur courage (3).

« Les brigands détroussaient les voyageurs ; les tyrans ont détroussé les nations ; mais dans plusieurs contrées la liberté frappe à la porte ; elle est sur le point d'entrer ; les révolutions se mûrissent même dans certains pays où la philosophie est encore au berceau.

« Quand la souveraineté sera retournée à sa source, (4)

-
1. — Omis dans le *Moniteur*. Cf. VATTEL, III, § 1 : « Nos maximes vont paraître bien étranges à la politique des cabinets ; et le malheur du genre humain est tel, que plusieurs de ces raffinés conducteurs de peuples tourneront en ridicule la doctrine de ce chapitre. N'importe, proposons hardiment ce que la loi naturelle prescrit aux Nations. Craindrions-nous le ridicule lorsque nous parlons après Cicéron ?... »
 2. — Cf. NAPOLEON : « Nous aurions accompli, maintenu l'émancipation des peuples, le règne des principes ;... nous aurions gouverné le monde, nous aurions fixé chez tous le repos et la prospérité, ou par la force ou par la raison. »
 3. — Cf. NAPOLEON : « L'unité de principes et de législation.. ce ciment assuré, infaillible, des agglomérations humaines. »
 4. — C'est une des phrases qui ont le plus inquiété l'Europe, car Grégoire, malgré toutes ses paroles rassurantes, subordonne bien l'évolution du droit des gens à une série de révolutions dans tous les Etats d'Europe. Il est de fait d'ailleurs que

quand les peuples connaîtront mieux leurs droits, les vôtres auront une garantie de plus. Nous plaignons ceux qui sont asservis, en reconnaissant toutefois qu'ils ont droit d'abuser de leur liberté; en conséquence nous traitons avec les gouvernemens quels qu'ils soient, d'après la règle que nous nous sommes prescrite de ne pas nous immiscer dans leur régime intérieur (1). Nous voulons

les révolutions du XIX^e siècle et l'influence grandissante du socialisme ont, directement ou indirectement, facilité l'établissement d'une législation internationale.

1. — Cette restriction qui se trouve dans l'article 7 de la Déclaration nous paraît d'une pensée fort sage et prudente, devant avoir pour effet de rassurer les peuples voisins et les rois.

Déjà on avait vu, chose curieuse, Robespierre blâmer les excès de sans-culottisme commis hors de France, aux Indes comme en Turquie: « Qui croirait, disait-il, que l'on a établi des clubs français à Constantinop'le, que l'on y a tenu des assemblées primaires! On sent que cette opération ne pouvait être utile ni à notre cause ni à nos principes: mais elle était faite pour alarmer ou pour irriter la cour ottomane. » Il l'attribue à des tentatives de déconsidérer la Révolution par des excès et ce que l'on apprend peu à peu des manœuvres de la contre-révolution, donne bien en effet à penser que ces excès ne furent point l'œuvre de la Montagne.— Quoi qu'il en soit, les idées de Robespierre, s'il faut l'en croire, et de Grégoire étaient donc relativement modérées en ce qui concerne leur intervention dans les pays étrangers. Maintenant qui croirait que l'on a amèrement reproché à Grégoire cette sagesse relative de ne point s'immiscer dans le gouvernement des autres peuples? Et cependant ce reproche lui est formellement adressé par son biographe, M. H. Carnot: « A côté de cet article qui proclame un grand principe de solidarité entre les nations, dit-il, on pourrait être surpris d'en lire un autre qui semble nier le droit d'intervention, c'est-à-dire celui de secourir l'opprimé: « Un peuple n'a pas le droit de s'immiscer dans le gouvernement des autres. » Mais cette contradiction n'est qu'apparente: Grégoire ne donnait le nom de gouvernement qu'à une autorité acceptée par la volonté populaire et non point à une autorité imposée; il ne faisait aucune concession à ces théories d'égoïsme national, dont l'écho nous afflige trop souvent dans la bouche de pré-

même que nos voyageurs en parcourant les rives étrangères se pénétrèrent de ces principes : que partout ils allient la fierté de l'homme libre à la soumission aux lois des pays qu'ils iront visiter, et si leur conduite ne retrace sans cesse la justice et la loyauté de notre République, nous les désavouons comme indignes du nom français.

« D'un autre côté si l'étranger venait parmi nous pour conspirer et pour attenter à une liberté que nous préférons à la vie, à l'instant la vengeance serait levée sur sa tête ; mais s'il y est attiré par les relations du commerce, de l'amitié, par l'amour de l'art, l'amour de notre Constitution, il y trouvera sûreté et amitié : en abordant nos frontières les bras de l'hospitalité lui seront ouverts (1).

« C'était un beau rêve, disait-on que celui du publiciste Saint-Pierre, (2) et pourquoi désespérer que jamais il se réalise ?

tendus hommes d'Etat, qui transportent le sentiment de leurs petits intérêts au sein de la politique générale. » (*Mémoires de Grégoire*, Notice I. p. 65.) Ainsi Carnot blâme Grégoire d'une phrase dont nous ne pouvons cependant pas méconnaître la sagesse et torture son idée jusqu'à lui faire dire le contraire du texte et du discours ! Vraiment notre doctrine de 1830 était belle, mais elle était d'un idéalisme encore plus échevelé que celui de la Convention : et comment avoir une opinion quelconque en histoire, quand on voit Robespierre prêcher le calme, Grégoire la prudence, et Carnot l'intervention !

(1). — Omis dans le *Moniteur*.

(2). — Cf. Vattel II, § 16: « Quel serait le bonheur du genre humain si ces aimables préceptes de la nature étaient partout observés ! Les Nations se communiqueraient leurs biens et leurs lumières ; une paix profonde régnerait sur la terre, et l'enrichirait de ses fruits précieux ; l'industrie, les sciences et les arts, s'occuperaient de notre bonheur autant que de nos besoins. Plus de moyens violents, pour décider les différends qui pourraient naître ; ils seraient terminés par la modération, la justice et l'équité. Le monde paraîtrait comme

Lorsque l'on connaît les lucamones des Etrusques, la ligue des Achéens et le corps amphyctionique, la différence n'est que du plus au moins. Il y a du mieux, disait un écrivain ; le monde donne des espérances... Permettez-moi donc d'espérer que le despotisme, qui est une grande erreur, que la guerre qui est une grande immoralité, deviendront plus rares en Europe ; que les peuples, détrompés des fausses idées de grandeur, et connaissant mieux leurs intérêts, s'occuperont à vivifier leur économie politique ; qu'alors tomberont peut-être les barrières entre les nations, qu'elles tendront les unes vers les autres leurs mains fraternelles, bien convaincues que pour elles comme pour les individus, les bonnes mœurs et la justice sont les sources uniques du bonheur.

« L'aperçu des éléments propres à une Déclaration du Droit des gens servira peut-être à fixer les idées sur son importance. Trouvez bon que je vous soumette une série d'articles, un essai très imparfait dans ce genre, sauf à y joindre les développements nécessaires. Mais quelle que soit votre détermination, la question préliminaire qui consiste à savoir s'il sera fait une Déclaration du Droit des gens, ne peut être problématique, car 1^o c'est l'exécution de la loi du 28 Octobre 1792, par laquelle vous avez statué qu'elle serait faite ; 2^o ce serait demander en d'autres termes si nous fixerons et si nous manifesterons les principes de justice éternelle qui doivent diriger les nations dans leurs transactions respectives, et dont le peuple français leur montrera toujours l'exemple. »

une grande république ; les hommes vivraient partout en frères, et chacun d'eux serait citoyen de l'univers. Pourquoi cette idée n'est-elle qu'un songe ? » — Cf. NAPOLEON : « On pouvait avoir tout fini, on peut avoir tout à reprendre ! On aurait pu se garantir un calme long et assuré, commencer à jouir, et, au lieu de cela il peut suffire d'une étincelle pour ramener une conflagration universelle.... Pauvre et triste humanité ! »

Mais hélas ! vainement Grégoire accumula-t-il les raisons de fond, de forme, de textes et de droit, vainement l'Assemblée conquise vota-t-elle l'impression du discours, il était écrit que l'internationalisme vibrant de Grégoire ne triompherait jamais des exigences politiques du moment. En 1793, on avait écarté son projet comme n'étant point assez purement révolutionnaire, et risquant d'amollir la fibre patriotique si fortement tendue par la Montagne. En 1795, on lui reprocha, au contraire, de menacer l'Europe et de jeter la France en de nouveaux conflits par ses doctrines turbulentes.

La convention du 23 Avril avait voté l'impression du discours. Le 24 Avril, elle se ressaisit à la voix de Merlin de Douai :

Merlin (de Douai), au nom du Comité de Salut public : « Tandis que toute l'Europe retentit de la proclamation solennelle de vos principes de sagesse et de justice, tandis que tous les amis de la paix et de l'humanité rendent hommage au soin particulier que vous avez pris en différentes occasions de déclarer formellement, au nom du peuple français, qu'il ne s'immiscerait jamais dans l'examen, encore moins dans la censure des bases et de l'organisation des gouvernemens étrangers, vous ne devez pas permettre, et certainement votre intention n'est pas qu'il soit fait en votre nom aucune démarche, aucun acte qui puisse, ou réellement, ou même en apparence, contrarier la marche que vous avez constamment suivie depuis l'heureuse époque où la tyrannie a disparu de cette enceinte.

« Bien convaincu que tel est l'esprit général de cette Assemblée, votre Comité de salut public ne doit ni hésiter, ni craindre de vous déclarer qu'il importe à la République, et peut-être au reste de l'Europe, que vous rapportiez le décret d'hier qui ordonne l'impression d'un discours et d'un projet de *Déclaration du droit des gens* lus à cette tribune.

« Votre comité rend hommage aux intentions qui ont dicté ce discours et ce projet; elles sont pures comme l'âme de leur

auteur ; il a applaudi, comme toute l'Assemblée, à la majeure partie des vues que renferment l'un et l'autre : mais, il doit vous le dire, il a reconnu dans l'un et dans l'autre des principes que vous ne pouvez pas avouer, et qui, imprimés par ordre de la Convention nationale, porteraient aux yeux des étrangers le cachet de son approbation.

« Je n'ai pas besoin de vous dire quelles seraient les conséquences d'une pareille opinion répandue en ce moment dans l'Europe.

« Votre comité de salut public se borne à vous proposer le rapport du décret dont il s'agit, sauf à notre collègue Grégoire, en usant de la liberté de la presse, de faire imprimer son travail en son propre nom. »

Grégoire. « Le rapporteur vient de rendre hommage à mes intentions : je ne demande rien de plus. Puisqu'on croit trouver quelque chose de mauvais dans ce discours, j'appuie la proposition du comité et je déclare que je n'userai pas de la liberté de la presse pour le faire imprimer : je déclare aussi que peut-être il a été déjà inséré dans quelques journaux. »

Ainsi, c'en était fait, et repoussée par deux fois, la Déclaration du Droit des gens de Grégoire allait tomber dans un injuste oubli. L'histoire la plus soucieuse des initiatives humanitaires paraît l'ignorer ; la bibliographie si complète de *The Cambridge Modern History* n'y fait aucune allusion (1). Nos ouvrages de droit international public ne font à Grégoire que l'aumône d'une rare mention. Les manuels ne le citent point. Calvo ne le nomme pas dans l'esquisse de sa sixième époque, (1789-1815), et l'on a véritablement le sentiment que cette période du droit intermédiaire français est une des moins connues de l'histoire du droit.

Oppenheim, dans son *International Law* mentionne Grégoire comme un utopiste, successeur de Bentham, et ne lui découvre point d'autre origine. Il paraît croire que Grégoire « fut chargé » de ce travail par la Convention, et s'en rapporte d'ailleurs à Rivier pour une appréciation aisément dédaigneuse des idées de « l'abbé » Grégoire.

Rivier, plus curieux, cite les 21 articles de la Déclaration et estime sommairement que ce projet « fait honneur à son auteur qui n'était point juriste ; il contient plusieurs maximes justes et des vérités incontestables puisées dans Vattel... Mais, conclut-il, les observations critiques de G. F. de Martens tant sur le projet de Grégoire que sur l'idée même d'une codification sont aussi raisonnables aujourd'hui qu'il y a cent ans. »

Ainsi cette chaîne de références peu flatteuses nous conduit jusqu'au seul auteur qui ait parlé un peu longuement de la

1. — *The Cambridge Modern History*. VIII. *The French Revolution*. University Press. 1907. Cet ouvrage est particulièrement intéressant à consulter comme apportant sur des faits que nous jugeons volontiers à la manière nationale, l'opinion des étrangers. Chacun des chapitres, écrit par un spécialiste en la matière, est complété par une considérable bibliographie méthodique et un Index : le nom de Grégoire n'y figure pas.

Déclaration du Droit des Gens, encore n'est-ce que dans sa préface de 1796, et dans des termes qui expliquent l'indifférence future :

« Il ne paraîtra probable à personne, écrit-il, que [mon] traité nous apporte un droit des gens tout nouveau. A la vérité, il avait été proposé déjà en France (1793), d'après l'exemple d'une *Déclaration des droits des hommes* qui devait établir les droits inaliénables du genre humain, de rédiger aussi une *Déclaration du droit des gens* destinée à être acceptée par tous les peuples comme un code immuable du droit des nations ; et bien qu'à cette époque la proposition ne fut pas agréée, M. le député Grégoire présenta en Avril 1795 un tel projet à la Convention nationale dans lequel, en se permettant de vives sorties contre ce qu'il appelle *la vieille diplomatie*, il exposa en vingt-et-un articles ce qu'il voulait faire considérer comme droit des gens ; cependant sur les représentations très fondées du Comité de Salut public, l'impression déjà décrétée de son discours fut suspendue. ... Quiconque connaît notre droit des gens sait qu'il ne manque pas de points sur le changement ou la fixation desquels il serait fort à désirer que les principales puissances de l'Europe puissent s'entendre... L'accord des peuples sur certains principes fixes, sur des changements dans la manière de se conduire réciproquement serait une chose très désirable... On ne peut pas non plus regarder comme chimérique qu'à l'occasion de la paix future, plusieurs puissances pourraient convenir expressément ou tacitement de quelques points individuels, et influencer par là sur un changement plus général dans la manière de traiter les affaires... ... Mais que tous les peuples de l'Europe se réunissent jamais pour convenir de stipulations générales et positives sur l'ensemble des droits des nations, ou pour signer une déclaration du droit des gens dictée par l'un d'eux, et qu'ainsi, ils s'accordent sur un *Code de droit de gens positif*, voilà ce qui me paraît dénué de toute vraisemblance, et tomber dans la catégorie du projet de paix perpétuelle, fruit d'anciennes théories, qui bien que renouvelé et présenté sous des formes plus ou moins lumineuses, n'est tout

au plus qu'un beau songe dont on peut se bercer agréablement dans des moments de loisir...» (1).

Certes, la paix perpétuelle est un beau songe et Grégoire le dit lui-même. Mais que tous les peuples de l'Europe se réunissent pour convenir de stipulations positives et générales sur l'ensemble des droits des nations, c'est là ce qui aujourd'hui ne saurait être considéré comme un rêve inaccessible et lointain. Et si M. de Martens l'a nié, et que Grégoire l'ait prétendu, alors je dis que la vision de Grégoire fut plus près de la vérité lointaine que le pessimisme à longue échéance de M. de Martens.

Avec Grégoire naît donc en France un mouvement nouveau d'idées qui transformera les relations internationales. Certes, ce n'est pas Grégoire qui l'a créé, et je ne saurais dire qui, des philosophes du XVIII^e siècle, en fut l'initiateur. Tous y travaillèrent : Montesquieu par ses principes, Mably par ses traités, commentaires et discours, Burlamaqui par ses idées précises sur le droit naturel, Boucher d'Argis par le commentaire qu'il en donna dans l'Encyclopédie, Vattel par l'application qu'il en fit au droit international, M. de Martens lui-même parce qu'il opposait aux idées nouvelles celles de l'ancienne diplomatie et créait par son opposition la discussion féconde. Un jour, peut-être, un historien pourra écrire d'une façon assez curieuse l'histoire du droit international intermédiaire par la seule collation des différents textes du Traité de M. de Martens, et la simple critique de ses préfaces successives de 1788, 1796, 1801 et 1820. M. de Martens fut le

1. — M. de Martens écrivant sa préface de 1796 renvoie au *Moniteur* du 26 Avril 1795 : on voit que le discours de Grégoire était encore une brûlante actualité, et cela explique la violence des critiques. Il est bien certain que ni Grégoire, ni M. de Martens ne pouvaient garder tout leur sang-froid au milieu des événements de l'époque, et c'est pourquoi il m'a semblé nécessaire de replacer leurs discours en leur temps : ce sont des œuvres de polémique plutôt que de calme philosophie juridique.

témoin étonné et perpétuellement inquiet de cette évolution du droit international qui s'accomplit sous ses yeux. Mais il semble qu'il n'en voulut voir que la transformation des formules diplomatiques sans pénétrer l'évolution des principes qui allaient lentement substituer un droit des gens nouveau, celui des peuples, au droit ancien des rois.

Or, c'est de ce droit nouveau que Grégoire fut, non pas le fondateur, mais le héraut. D'une voix claire, en formules concises, il vint jeter au monde ancien le défi du monde régénéré. Voilà ce qui est, à mon avis, sa vraie originalité et sa hardiesse. Il n'a point cherché à combattre lui même, ces idées qu'il a publiquement professées n'étaient point originales : il semble qu'il ait été envoyé sur la scène du monde pour les proclamer, laissant à d'autres le soin de les soutenir, de les défendre, et de les faire progresser par la force ou par la raison. Pour autant que nous puissions aujourd'hui pénétrer le secret de l'histoire, c'est Bonaparte qui fut le soldat de cette cause nouvelle et qui viendra mettre sa force au service du droit : c'est par là qu'il pourra se dire ce qu'il fut, fils de la Révolution, et l'histoire du droit des gens intermédiaire qui commence avec Grégoire finira avec la Sainte-Alliance.

Il serait donc absolument vain de prétendre ici reprendre article par article les idées de Grégoire : c'est l'esprit du droit intermédiaire français que je voudrais tâcher d'observer et de suivre dans les formules encore rudimentaires de la Déclaration du droit des gens de l'abbé Grégoire.

D'une façon générale, il y eut dans la Révolution française, et dans le droit intermédiaire français, révolution au sens strict du mot, parce que ce qui était en bas, le peuple, vint au sommet des puissances. Dans ce gigantesque mouvement de bascule, il y eut des oscillations, des reculs, des retours de fortune et des variations de formes ou de moyens : et cela ne pouvait pas ne pas être. Dans cette formidable opposition des peuples contre les rois, la Convention souleva les peuples pour conduire les rois. Plus tard,

Napoléon utilisera les rois pour conduire les peuples : le moyen changeait, mais le but restait le même. « Le système continental, dira Napoléon, n'a donc d'autre but, que d'avancer l'époque où le droit public sera définitivement assis pour l'Empire français et pour l'Europe. » Il y eut donc un dessein constant, longuement suivi, de réforme du droit des gens, conflits, combats, réaction en 1820, retour aux principes de la Révolution et de l'Empire en 1856 ; mais enfin le droit nouveau l'emporte aujourd'hui, et peuples et rois s'associent à La Haye pour réaliser l'œuvre que la Révolution avait proclamée.

Pour l'avoir annoncée, elle est grande, et pour avoir osé en esquisser les principes hardiment, nettement et dans des circonstances les moins propices, Grégoire *Tête de fer*, comme l'appelle Michelet, mérite de rester dans notre souvenir. Il eut le douloureux honneur d'être enseveli dans l'oubli par les hommes de sa génération même, parce qu'il était en avance sur eux et sur son temps, apôtre, et plus qu'apôtre, précurseur. Comme un cœur puissant se gonfle d'un sang jeune avant que de pousser dans les vieilles artères le flot épuré de la vie, de même le cœur de la Convention a battu pour le monde entier, et son esprit répandu par la terre a pénétré le vieux corps social pour le régénérer. C'est beaucoup de sa grandeur que d'avoir préparé et conçu ce droit intermédiaire qu'elle ne pouvait établir, mais que nul peut-être n'eût entrepris si elle n'en avait proclamé les principes ; après elle un sang nouveau circule dans les veines anciennes, et le monde va renaître : il donne des espérances, disait Grégoire. Que M. de Martens ne lui pardonne point d'avoir ruiné *la vieille diplomatie*, rien de plus naturel ; mais puisque le droit nouveau des gens se crée aujourd'hui sous nos yeux, rendons à Grégoire cet honneur qui est, après tout, le sien, de l'avoir prédit et proclamé.

CHAPITRE II.

Une déclaration nationale du droit international.

« Nous avons paru divisés entre nous,
mais au moment où nous nous occupons
du bonheur des hommes, nous sommes
tous d'accord. »

DANTON. (1)

Lorsqu'au début du XX^e siècle, pour la première fois depuis que le monde est monde, des délégués de la plupart des peuples civilisés se réunirent en Congrès pour tenter de résoudre les problèmes les plus immédiatement urgents du droit de l'univers, un souverain puissant les avait convoqués, et cette initiative appartenait aux chefs des Etats les plus considérables par l'étendue de leur territoire ou le chiffre de leur population.

Lorsque l'Institut de Droit international se fonda en 1873, pour hâter « la réforme et la codification du droit des gens », la haute autorité morale de ses membres lui donnait ce prestige que les armes doivent quelquefois céder à la toge ; et d'ailleurs, sans prétendre s'arroger le monopole d'une vérité qui n'est le lot exclusif d'aucune assemblée ni d'aucun homme, l'Institut s'engageait à donner son concours « à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du Droit international. »

Lorsque cent ans plus tôt, Napoléon rêvait d'un droit des gens nouveau, nécessaire parce que le monde avait changé, et dont le but fût « la garantie des petits Etats et la sécurité des grands... la Justice assise aux confins des Etats, suffisant seule

1. — LALLEMENT. *Choix de rapports, discours et opinions*, XII, p. 389.

pour en garder les frontières », lorsque Napoléon présentait ces projets aux souverains, c'était aux lendemains de victoires dont l'éclat multipliait sa force véritable. Encore eut-il soin d'associer à son projet l'Institut chargé de rédiger le nouveau Code des relations internationales.

Mais ce qui dépasse la pensée, c'est que lorsque Grégoire présenta son projet d'une Déclaration du Droit des gens, la Convention et la France de 1793 n'avaient ni ce prestige de la victoire, ni cette autorité morale d'une assemblée d'élite, ni ce patronage pacifique et puissant d'un grand peuple qui assure le succès de si vastes projets. Bien loin de là, en Juin 1793, l'autorité de la Convention était à ce point minée que la Vendée et la moitié de la France étaient révoltées contre elle, et que les tristes nouvelles de Bretagne et de Belgique alternaient dans l'Assemblée avec la discussion des articles de la Constitution.

D'autre part, ces hommes qui prêchaient la fraternité des peuples venaient de jeter à l'Europe, en défi, une tête de roi, et il suffit de suivre les discussions pour constater l'inconcevable contradiction entre les paroles de paix de Grégoire et les ordres féroces du Comité de Salut public. Desforgues, ministre des Relations extérieures, inaugurerait cette plaisante diplomatie du grand air, marotte de toutes les Assemblées, en déclarant publiquement qu'il fallait entamer des affaires avec tous les peuples, « et les tromper tous à l'exception de la Prusse » (1). L'armée, dit Sorel, se transformait dans les mains des commissaires en *pourvoyeuse* de la République (2). « Nos besoins sont grands, écrivait le Comité des Finances à un représentant en mission, tu es dans un pays où les ressources sont grandes, et nous nous en rapportons à ton zèle et à ton activité pour faire exploiter tant de ri-

1. — SOREL. *L'Europe et la Révolution Française*, III, p. 531.

2. — SOREL, *Id.* IV, p. 153.

chesses » (1). Luc Barbier, lieutenant de Hussards, rapportant à la Convention un convoi de chefs d'œuvre cueillis aux musées de Belgique, déclare : « que ces ouvrages immortels... avaient été trop longtemps souillés par l'aspect de la servitude », et se réjouit de les voir « aujourd'hui déposés dans la patrie de la liberté et de l'égalité sainte » (2). Si le 6 Août 1793, le Comité de

1. — SOREL, *Id.* IV, p. 154.

2. — Réimpression du *Moniteur*: XXII, p. 26. Luc Barbier, lieutenant au 5^e régiment de hussards :

« Représentants du peuple, les fruits du génie sont le patrimoine de la liberté, et ce patrimoine sera toujours respecté par des armées de citoyens. Celle du Nord a porté le fer et la flamme au milieu des tyrans et de leurs satellites ; mais elle a soigneusement conservé les nombreux chefs-d'œuvre des arts, que dans leur fuite rapide les despotes nous ont abandonnés. Trop longtemps ces chefs-d'œuvre avaient été souillés par l'aspect de la servitude : c'est au sein des peuples libres que doit rester la trace des hommes célèbres ; les pleurs de l'esclave sont indignes de leur gloire, et les honneurs des rois troublent la paix de leur tombeau.

« Les ouvrages immortels que nous ont laissés les pinceaux de Rubens, de Van Dick et des autres fondateurs de l'école flamande, ne sont plus dans une terre étrangère. Réunis avec soin par les ordres des représentants du peuple, ils sont aujourd'hui déposés dans la patrie des arts et du génie, dans la patrie de la liberté et de l'égalité saintes, dans la République française.

« C'est là, c'est au Musée national, que désormais l'étranger viendra s'instruire ; l'homme sensible y viendra verser des larmes devant les productions des siècles passés, et l'artiste dévoré du feu du génie, y viendra puiser des modèles que son mâle pinceau, libre des chaînes du despotisme, pourra peut-être surpasser. C'est pour faire connaître à la République quels sont l'ordre et la discipline de ses armées ; c'est pour faire connaître à tous les peuples de quelles dépouilles la France s'est enrichie ; c'est enfin pour faire connaître à la Convention nationale quel est le respect que l'armée du Nord a gardé pour les productions des arts, que le représentant du peuple, Richard, m'a chargé de venir vous annoncer l'arrivée de ces nouvelles richesses. J'ai recueilli et accompagné

Salut public avait décidé de traiter humainement les prisonniers de guerre, le 26 Juin 1794, la Convention déclarait qu'il ne serait pas fait de prisonniers anglais ou hanovriens (1). Certes la Convention manquait de cette autorité matérielle et morale nécessaire lorsqu'on prétend légiférer pour le genre humain.

Mais le prétendait-elle ? A-t-on vu la Convention dicter un Décalogue du haut de quelque Sinaï ? Et ne sommes-nous pas dupes de nos propres illusions dans cette appréciation des actes du passé ? Sans doute, les armées républicaines ont essayé d'appliquer les principes de 89 dans les pays conquis : mais étaient-ce des règles internationales ? Sans doute on a vu des sans culottes dresser des arbres de la liberté chez des rajahs : mais était-ce le droit des gens qu'ils allaient imposer, et faut-il au surplus attribuer aux hommes sages les motions des clubs ignorants ? Et par quoi juge-t-on que Grégoire eût entrepris de *dicter* une loi internationale au monde ? Laissons donc à M. de Martens cette sollicitude pour des Etats qui ne sont point menacés dans leur indépendance.

« La raison, disait Grégoire, a jugé ces extravagans qui parlaient de la République universelle... Le cosmopolitisme de sys-

jusqu'ici les tableaux les plus précieux, et d'autres arriveront successivement. Je vous demande, citoyens représentants, d'ordonner que les mesures nécessaires seront prises pour les placer, au fur et à mesure de leur arrivée, dans les dépôts qui leur seront destinés, afin que, libre de ma mission, je puisse de nouveau retourner combattre les despotes. Vive la république ! »

Grégoire était nettement opposé à ces actes de vandalisme et dans ses austères Mémoires on trouve cette boutade : « Je me souviens d'avoir mécontenté les Parisiens en disant que s'il était en leur pouvoir, ils feraient venir ici le Pont du Gard, la Maison Carrée et les Arènes de Nîmes. » *Mémoires de Grégoire*, I, p. 344.

1. — N. DE PEYRAT. *Les prisonniers de guerre*. Thèse. Paris. 1910 p.19.

tème et de fait n'est qu'un vagabondage physique et moral. Nous devons un amour de préférence à la société dont nous sommes membres...

... Cependant, l'égoïsme national est aussi coupable que l'égoïsme individuel, le patriotisme n'est point exclusif : l'énergie de ce sentiment se concilie avec cette douce philanthropie qui s'efforce d'anéantir les préjugés, l'intolérance, les rivalités, les haines, entre les peuples, et de resserrer les nœuds de la fraternité entre les diverses sections de la famille humaine. Après avoir déclaré les droits de l'homme en déterminant ses rapports avec ses semblables, *il vous reste donc une belle tâche à remplir*, celle de déclarer solennellement les droits des nations et de *manifest*er à l'univers les maximes de loyauté, de justice qui sont dans vos cœurs, et qui serviront à jamais *de règle au peuple français dans ses relations diplomatiques* (1).

*Manifest*er et non *imposer* à l'univers des maximes, déclarer des principes qui serviront de règle *au peuple français* dans ses relations diplomatiques et non qui serviront de règle *aux peuples de l'Europe* : toute la différence est là, entre l'idée juste de Grégoire et l'idée fausse de M. de Martens.

Du reste, ceci n'est point spécial à Grégoire, ni son idée d'une Déclaration du droit des gens qui dût être règle de France et non du monde. Dès le 18 Mai 1793, un éloquent discours de Vergniaud avait posé à propos de la Constitution de l'an I, une série de questions, toutes d'ordre interne, dont la 18^{me} était : « Sur quelles bases doivent reposer les relations de la République française avec les nations étrangères ? »

Cette question elle-même n'était qu'une suite aux discours des 19, 22, 24 Avril 1793, où Robespierre avait essayé de déterminer les rapports de fraternité qui unissent « tous les hommes à toutes les nations ». L'idée de ces rapports internationaux s'étant

1. — LALLEMENT, *op. cit.* XV, p. 231.

peu à peu éclaircie, le discours de Grégoire qui est le dernier de la série, fut le plus clair, le plus net et le plus précis ; c'est pourquoi il mérite plus que les autres d'être étudié comme représentant les idées du droit des gens intermédiaire. Mais il ne faut point perdre de vue que ni l'un ni l'autre de ces programmes ne fut établi comme loi constitutionnelle de l'Europe : tous, les uns comme les autres, n'étaient destinés qu'à préparer la Constitution de la France. Les deux tentatives de Grégoire correspondent aux deux constitutions de l'an I (18 Juin 1793), et de l'an III (23 Avril 1795), et toutes les deux sont d'ordre interne et constitutionnel, non d'ordre international.

Laissons donc M. de Martens défendre la *vieille diplomatie*, qui est effectivement attaquée, et l'indépendance des autres Etats qui ne l'est pas. La Convention fait la loi pour la France ; elle la manifeste et ne l'offre même pas aux autres peuples. Certes, elle était fière de son œuvre : « Je demande à ces hommes qui voient toujours les peuples anciens plus grands que les modernes, je leur demande, disait Barère, si les Romains avaient proclamé la Déclaration des droits de l'homme » (1). Mais cependant si la Convention n'ignorait point la grandeur de ses actes, elle n'exagérât pas non plus autant qu'on l'a voulu dire, leur portée, et ne voulant pas faire un code, elle a fait sagement ce qu'elle voulait, disait, et certainement pouvait faire : une déclaration de principes.

Mais alors quel est son intérêt si elle n'est que nationale ? Elle devait être loi de la France : quelle est son utilité et son rôle ? Que sert-il de faire une loi qui n'oblige que celui qui la dicte ? Est-ce même une loi ? Qui dit loi dit rapport d'après Montesquieu : qu'est-ce donc qu'un rapport qui n'aurait qu'un terme ? Quelle peut être l'importance d'une règle, sinon sans mérite, du moins sans efficace vertu ?

1. — *Réimpression du Moniteur* : XVI, p. 689.

Je ne sais pas jusqu'à quel point et dans quelle mesure la notion de loi-rapport, venue du monde physique, peut être transportée dans l'ordre moral et juridique. Du moins, y a-t-il lieu de se demander si, en passant d'un ordre dans l'autre, la notion de loi ne perd pas de cette rigueur qui exclurait en tant que loi tout ce qui n'est point rapport.

Pratiquement serait-il possible qu'une loi juridique eût la rigueur mathématique ? J'en doute d'autant plus que j'ai sur ce point le témoignage imprévu de Napoléon : « J'avais d'abord rêvé, disait-il, qu'il serait possible de réduire les lois à de simples démonstrations de géométrie, si bien que quiconque aurait su lire, et eût pu lier deux idées, eût été capable de prononcer... Mais je me suis convaincu presque aussitôt que c'était une idéalité absurde » (1).

Il résulte de cet inutile effort d'un empereur légiste que la transposition des idées mathématiques dans le domaine juridique est stérile, que le droit n'y gagnerait rien, que la raison pure et incorruptible doit y fléchir sa rigueur, et que tout compte fait, une loi, dans l'ordre moral, dans le sens de règle qui nous oblige, n'est peut-être pas toujours un rapport nettement établi ou déterminé.

Sans doute la loi du Code, la loi positive et écrite est un rapport. Mais ne sommes-nous pas conduits et guidés par d'autres règles que celles du Code, et à côté des actes qu'il permet ou qu'il punit, n'en est-il pas unè infinité d'autres qu'il ignore ? La règle : Tu ne voleras point, est bien écrite en quelque façon dans le code des hommes. Mais me supposant dans une peuplade étrangère où le code ne défende point de voler, cette règle, sans avoir la même sanction que dans nos sociétés européennes, serait-elle absolument sans autorité pour moi, et me croirais-je pleinement autorisée à voler sous prétexte que le Code ne le défend

1. — *Mémorial*, 3 Octobre 1816.

pas ? Nullement. Cette règle, bien que n'étant ni loi positive, ni loi-rapport, ne reste donc point absolument sans effet ; c'est même son application qui distingue dans les sociétés civilisées l'honnête homme de celui qui ne l'est point : on ne peut donc pas dire d'une façon absolue qu'une loi édictée pour un seul ne profite point aux autres.

De même, la règle morale : « Fais aux autres ce que tu voudrais qu'ils te fissent » n'est point une loi juridique. Et cependant, à l'usage, on sent bien qu'il vaut mieux vivre avec ceux qui l'appliquent qu'avec ceux qui ne l'observent point. Ce n'est donc point une absolue futilité que de proposer de ces principes de vie qui sans être des lois sanctionnées par la loi ont cependant une valeur effective morale qui se traduit par des actes. Et si la Déclaration du Droit des gens de Grégoire contient de tels principes, règles pour l'un sans être loi pour tous, je ne nierai point sa valeur, songeant que le Décalogue, loi précise et humaine d'un Code, a eu peut-être dans le monde moins d'influence vraie que la très simple oraison dominicale, règle interne, qui n'établit pas un droit, ni une obligation légale, ni une loi, mais un devoir.

Du reste, Grégoire le dit formellement : Légez aux peuples contemporains et futurs..., non pas un code.... mais un *Symbole de politique*, le Symbole des Nations.

*
* *

Il ne faudrait d'ailleurs pas imaginer que la Déclaration, dans l'esprit de Grégoire, dût n'être qu'une simple manifestation platonique de principes inapplicables, une amplification de tribune, ou une profession de foi électorale sans conséquence. Il ne faudrait pas non plus croire que de telles déclarations fussent l'exception, ni oublier que ces discours étaient matière commune à la Convention. Lorsqu'on prétend gouverner par la raison, il faut que la raison s'exprime en longues paroles ; et de même que nous avons dans le discours de Grégoire « les maximes qui

serviront à jamais de règle au peuple français dans ses relations diplomatiques », « les principes qui dans les relations de peuple à peuple doivent servir de régulateurs », de même nous avons eu dans l'ordre intérieur la Déclaration des droits de l'homme, et ce curieux « Rapport sur les principes de morale politique qui doivent guider la Convention nationale dans l'administration intérieure de la République », fait par Robespierre, au nom du Comité de Salut public, le 5 Février 1794. (1). Quand le souverain est un individu, de telles cogitations passent inaperçues du public. Mais dès que le peuple est souverain, et qu'une assemblée détient le pouvoir exécutif, il convient que ses principes soient publiquement exprimés, de telle sorte qu'ils puissent servir de base aux mesures particulières qu'impose l'exercice quotidien de la souveraineté intérieure et extérieure. Si bien que la Déclaration de Grégoire, loin d'être une exception ou un hasard dans l'œuvre politique de la Convention, n'est que la dernière, et peut-être la mieux venue, des manifestations oratoires dans le domaine international.

« Citoyens, représentants du peuple, disait Robespierre, nous avons exposé il y a quelque temps les principes de notre politique extérieure, nous venons aujourd'hui développer les principes de notre politique intérieure... Jusqu'au moment où je parle il faut reconnaître que nous avons été plutôt guidés dans des circonstances orageuses, par l'amour du bien et par le sentiment des besoins de la patrie que par une théorie et des règles précises de conduite que nous n'avions même pas le loisir de tracer... Un roi, un César orgueilleux, un Cromwell, doivent avant tout couvrir leurs projets d'un voile religieux, transiger avec tous les vices, caresser tous les partis, écraser celui des gens de bien, opprimer ou tromper le peuple pour arriver au but de leur perfide ambition... Pour nous, nous venons aujourd'hui mettre l'univers

1. — LALLEMENT, *op. cit.* XIV, p. 11.

dans la confidence de nos secrets politiques, afin que tous les amis de la patrie puissent se rallier à la voix de la raison et de l'intérêt ; afin que la nation française et ses représentants soient respectés dans tous les pays de l'univers où la connaissance de leurs principes pourra parvenir ; afin que les intrigants qui cherchent toujours à remplacer d'autres intrigants, soient jugés par l'opinion publique sur des règles sûres et faciles... Nous voulons substituer dans notre pays la morale à l'égoïsme, la probité à l'honneur, les principes aux usages, les devoirs aux bienséances, l'empire de la raison à la tyrannie de la mode, le mépris du vice au mépris du malheur, la fierté à l'insolence, la grandeur d'âme à la vanité, l'amour de la gloire à l'amour de l'argent, les bonnes gens à la bonne compagnie, le mérite à l'intrigue, le génie au bel esprit, la vérité à l'éclat, le charme du bonheur aux ennuis de la volupté, la grandeur de l'homme à la petitesse des grands, un peuple magnanime, puissant, heureux, à un peuple aimable, frivole et misérable, c'est-à-dire toutes les vertus et tous les miracles de la République à tous les vices et à tous les ridicules de la monarchie (1).

A cet exposé de principes de politique intérieure correspond exactement celui que le même Robespierre fit des principes de politique extérieure les 19 et 24 Avril 1793 :

« Le Comité a encore absolument oublié de consacrer les devoirs de fraternité qui unissent tous les hommes à toutes les nations, et leur droit à une mutuelle assistance : il paraît avoir ignoré les bases de l'éternelle alliance des peuples contre les tyrans. On dirait que votre déclaration a été faite pour un troupeau de créatures humaines parqué sur un coin du globe, et non pour l'immense famille à laquelle la nature a donné la terre pour domaine et pour séjour. Je vous propose de remplir cette grande lacune par les articles suivants : ils ne peuvent que vous

1. — LALLEMENT, *op. cit.* XIV, p. 11 à 13.

concilier l'estime des peuples. Il est vrai qu'ils peuvent avoir l'inconvénient de vous brouiller sans retour avec les rois. J'avoue que cet inconvénient ne m'effraie point ; il n'effrayera point ceux qui ne veulent point se réconcilier avec eux. Voici mes quatre articles :

» 1. Les hommes de tous les pays sont frères, et les différents peuples doivent s'entraider selon leur pouvoir comme les citoyens du même Etat (1).

» 2. Celui qui opprime une nation se déclare l'ennemi de toutes (2).

» 3. Ceux qui font la guerre à un peuple pour arrêter les progrès de la liberté et anéantir les droits de l'homme doivent être poursuivis par tous, non comme des ennemis ordinaires, mais comme des assassins et des brigands rebelles (3).

1. — Cf. ART. 3 de la *Déclaration de Grégoire* : Un peuple doit agir à l'égard des autres comme il désire qu'on agisse à son égard ; ce qu'un homme doit à un homme, un peuple le doit aux autres peuples.

2. — Cf. ART 15 de *Grégoire* : « Les entreprises contre la liberté d'un peuple sont un attentat contre tous les autres. » Les termes de Robespierre sont plus généraux ; Grégoire ne vise qu'une oppression extérieure, Robespierre paraît songer à la forme intérieure d'un gouvernement tyrannique.

3. — Cette théorie qui assimile les soldats étrangers aux Vendéens révoltés est une des plus formidables généralisations qu'ait inventées le gouvernement révolutionnaire. Elle porte la marque du temps et des circonstances terribles où elle fut proposée. Mais cette sorte de mise hors la loi des puissances étrangères coalisées contre la France eut de longues et lointaines conséquences diplomatiques. Elle est le principe des décrets ordonnant de ne plus faire de prisonniers, et elle explique bien des représailles qui donnèrent un caractère atroce à ces guerres de liberté. Nos histoires n'en rapportent guère que les traits d'héroïsme et les histoires étrangères que les traits de barbarie. Lorsqu'on étudie de près les faits quotidiens, l'ensemble est bien troublant et difficile à juger ; on se demande même comment il est pos-

» 4. Les rois, les aristocrates, les tyrans, quels qu'ils soient, sont des esclaves révoltés contre le souverain de la terre, qui est le *genre humain*, et contre le législateur de l'univers qui est la nature (1).

Aucune des propositions de Robespierre ne fut adoptée. La question fut reprise par Vergniaud, le 8 Mai 1793 : « Sur quelles bases doivent reposer les relations de la République française avec les nations étrangères ? ». Mais le 31 Mai tout disparut, le projet de réponse et ses auteurs.

Un nouveau plan de constitution fut proposé le 10 Juin. Le 18 Juin, cette Convention expéditive était arrivée à l'article 118 de sa Constitution: *Des rapports de la République Française avec les nations étrangères*. C'est alors que Grégoire demanda la parole: « Il m'a paru digne et même nécessaire que la Constitution renfermât une *Déclaration du droit des gens*, et c'est ici que cette déclaration devrait être placée... » Pour Grégoire, comme pour Robespierre, cette déclaration n'était qu'une partie de la législation constitutionnelle, et une œuvre de droit interne. Mais l'as-

sible de le juger sans une étude minutieuse des faits et sans la connaissance des principes du droit de l'époque. Grégoire plus modéré que Robespierre dit seulement :

ART. 6. Chaque peuple a le droit d'organiser et de changer les formes de son gouvernement.

ART. 7. Un peuple n'a pas le droit de s'immiscer dans le gouvernement des autres.

ART. 8. Il n'y a de gouvernement conforme aux droits des peuples que ceux qui sont fondés sur l'égalité et la liberté.

ART. 10. Chaque peuple est maître de son territoire.

ART. 17. Un peuple peut entreprendre la guerre pour défendre sa souveraineté, sa liberté, sa propriété.

1. — GRÉGOIRE, ART. 1^{er} : Les peuples sont entr'eux dans l'état de nature ; ils ont pour lien la morale universelle.

Grégoire partageait d'ailleurs cette haine du despotisme.

semblée passa à l'ordre du jour et la Constitution de l'an I ne renferma que 5 articles relatifs à la politique extérieure.

ART. 118 : Le peuple français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres (1).

ART. 119. Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations. Il ne souffre point que les autres nations s'immiscent dans le sien (2).

ART. 120 : Il donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. Il le refuse aux tyrans (3).

ART. 121 : Il ne veut point faire la paix avec un ennemi qui occupe son territoire (4).

-
1. — Cela engageait à peu de liaisons : l'influence de Montesquieu étant absolument écartée, on n'admettait plus que la séparation des pouvoirs fût une preuve de liberté, et le peuple anglais n'était plus considéré comme libre. Voir les discours de Robespierre et la déclaration de Ducos dans la séance du 17 Avril 1793 : « On vous propose d'adopter l'ancienne Déclaration des Droits ! Mais vous avez reconnu vous-même qu'elle contenait de faux principes : celui-ci par exemple, qu'il n'y a de *gouvernement libre* que celui qui est fondé sur la *séparation des pouvoirs*. Citoyens, vous adopterez sans doute des principes plus immuables que cette chimère, accréditée par l'exemple de l'Angleterre et par l'autorité de plusieurs autres écrivains, d'ailleurs très estimables. » LALLEMENT, *op. cit.* XII, p. 285.
 2. — Cf. article 7 de Grégoire : Un peuple n'a pas le droit de s'immiscer dans le gouvernement des autres.
 3. — Peu de tyrans essayèrent un refus. La question du droit d'asile a été une des plus débattues en ces temps de révolution, et, faute de l'avoir étudiée, on saisit mal les rapports entre la France consulaire et les Etats qui donnaient asile aux émigrés. Il est évident que la Convention, recevant les révoltés des autres pays, s'exposait à des mesures de réciprocité.
 4. — Cette résolution à la romaine exposait à bien des violations de la Constitution, mais imposait cette énergie qui triompha. On sait qu'il y eut une vive discussion au sujet de cet article.

Enfin l'article 124 et dernier de l'acte constitutionnel explique le sens et le but de ces déclarations dans la Constitution : « La Déclaration des Droits, et l'Acte Constitutionnel seront gravés sur des tables, au sein du corps législatif, et dans les places publiques. »

Ainsi, par une réminiscence de Rome, la Constitution nouvelle, comme l'antique Loi des Douze tables, devait être sans cesse présente à l'esprit et aux yeux des législateurs comme des citoyens des Assemblées primaires, afin que les uns pussent y conformer leurs décrets, et les autres contrôler sans cesse la conformité de ces décrets mêmes avec les principes constitutionnels. Voilà pourquoi la Déclaration de l'an I devait contenir une Déclaration du Droit des gens, et quelle était son utilité pratique. Une déclaration de principes n'a d'ailleurs rien de spécial au civisme républicain : l'Acte de la Sainte Alliance en contenait une, différente il est vrai.



En résumé, la règle qui ne s'applique qu'à un seul n'est point inutile à la société, bien qu'elle ne soit pas formulée en loi. Règle individuelle, elle exerce une influence sur les rapports de l'individu avec ses semblables ; règle nationale, elle sert de mesure aux actes de la nation, et permet de les déclarer justes ou injustes, suivant qu'ils sont conformes ou non aux principes proclamés. De même que nous jugeons contraire à la justice, illégale, une loi qui protège l'un et non l'autre, parce que la Déclaration des droits de l'homme dit que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse, de même le peuple qui proclame une déclaration du droit des gens se crée pour son usage particulier un critérium concret et public de ses propres actes à l'égard des autres peuples. Il n'y a donc là aucun attentat à la souveraineté des autres nations, il n'y a qu'un frein salutaire apporté à l'exercice de la souveraineté du peuple qui se

lie ; et sa Déclaration n'est point la verge de fer qui devra régir le monde, mais la mesure de ses propres actes. Elle n'a rien d'il-légal ni de blessant pour les autres peuples, mais par contre, elle peut présenter de très graves inconvénients pour le peuple qui s'engage ainsi : c'est là ce qui explique pourquoi la Déclaration de Grégoire, acceptée en tant que principe par la Convention, ne fut pas adoptée par le Comité de Salut public, ni inscrite dans les Constitutions de l'an I ni de l'an III.

En l'an I, Thuriot demanda l'impression du projet, où il voyait des «idées sublimes». Et c'était justice. Barère s'y opposa et c'était raison. J'invite la Convention à ne pas oublier la position de la France au milieu de l'Europe : vous n'êtes pas seulement une assemblée philosophique et législative, vous êtes une Assemblée politique... Je ne crois pas que vous deviez en ce moment aller plus loin que vos articles constitutionnels. La déclaration que vous faites que le peuple français est l'ami naturel des peuples libres dit assez à l'Europe la différence que vous faites entre les gouvernements.» C'était dire que chargée de gouverner un pays assiégé par l'Europe, la Convention devait éviter ces déclarations humanitaires et émollientes qui découragent le patriotisme guerrier, et que, d'autre part, il ne lui appartenait pas de provoquer les haines des gouvernements étrangers.

A vrai dire cette déclaration d'amitié pour les seuls peuples libres n'est pas dans les articles de Grégoire ; mais elle venait d'être votée comme article 108 de l'Acte constitutionnel. Avec assez de raison, Barère jugeait cette manifestation suffisante pour le moment. Il arrêta net d'un seul mot tous les efforts : « Il ne faut pas s'extravaser en opinions philanthropiques. »

Deux ans plus tard, le 23 Avril 1795, Grégoire tenta aussi vainement de faire passer sa Déclaration dans la Constitution de l'an III.

Vainement essaya-t-il de prouver que « loin d'atténuer par ces maximes dans le cœur du citoyen l'amour de son pays, en

faisant extravaser sa philanthropie, cet amour devait se fortifier par la considération de tout ce qu'il doit à sa patrie. »

Merlin de Douai fut inexorable : « Eh ! s'écria-t-il, c'est un projet qu'il faut renvoyer au Congrès général des puissances de l'Europe. »

C'était dire que si ce projet était d'ordre international, il ne pouvait être voté que par les délégués de l'Europe, et que s'il était d'ordre interne, il était mauvais, liant la France sans engager les autres peuples. Dans la pratique, il était dangereux, contrariant les négociations actuellement en cours, et peut-être condamnant certains actes. Grégoire fut satisfait d'un hommage à la pureté de ses intentions, et Merlin fit retirer le décret d'impression. Ceci prouve que Grégoire était un idéaliste, Merlin de Douai un homme sec de gouvernement, comme tout révolutionnaire arrivé au pouvoir ; que la Déclaration de Grégoire n'était point une futilité puisqu'on jugea nécessaire de l'écarter formellement, et que les partisans de la paix et du désarmement ont trouvé dans tous les temps quelque opposition chez ceux qui sont responsables du gouvernement.

Mais s'en tenir à cette idée de l'importance nationale, interne, de la Déclaration du droit des gens de Grégoire serait insuffisant pour en comprendre toute la portée. Dans l'esprit même de Grégoire, elle devait, insérée dans la Constitution, servir de base à la rédaction d'un Code du droit des gens. Quelle fut son importance internationale et pouvons-nous acquérir quelque idée de ce qu'eût été le Code du droit des gens fondé sur la Déclaration de Grégoire ?

CHAPITRE III

Intérêt international de la Déclaration de Grégoire.

Léguiez aux peuples contemporains et futurs, un symbole de politique.

GRÉGOIRE.

Si partant d'un axiome, ou de quelques notions élémentaires, Pascal enfant put reconstituer les premiers livres de la géométrie, c'est que Pascal était un génie, et que la mathématique est science de raison et universelle. Si, possesseur de quelque débris d'un animal antédiluvien, relique d'histoire échappée aux cataclysmes ou à la lente destruction du temps, le naturaliste peut reconstituer le corps probable de cet animal, c'est que la science naturelle admet quelque part d'hypothèse dans ses conclusions, et est cependant régie par des lois d'analogie assez constantes pour conduire à un résultat voisin de la vérité, dont notre raison se satisfait momentanément.

Mais si, partant du célèbre : « Je pense, donc je suis » ou de l'une quelconque des formules de l'impératif catégorique, un philosophe entreprenait de refaire le Discours sur la Méthode ou de rebâtir la morale de Kant, il est fort peu probable qu'il arrivât aux conclusions de Kant ou de Descartes. De même, si partant de l'oraison dominicale, un théologien prétendait refaire la religion chrétienne, je soupçonne que plus d'une hérésie sortirait de ses déductions, que sa foi oscillerait entre le bouddhisme, l'islamisme, le christianisme ou le babisme, puisqu'aussi bien toutes ces religions et doctrines s'accordent en quelque manière avec les principes moraux de l'oraison universelle. Cela est intéressant à constater puisque cela prouve qu'il existe bien un fonds d'idées morales communes à tous les hommes, et que cela

justifie la théorie juridique de la raison naturelle, base de tous les droits. Mais cela est aussi décevant, car c'est la preuve qu'il existe une limite vite atteinte ou dépassée à la sécurité des méthodes déductives en philosophie. Et cela est inquiétant. Car, si partant de l'oraison dominicale qui m'est familière, je ne peux arriver avec certitude aux règles d'une religion qui m'est connue, comment, en partant de l'oraison, ou plutôt de la Déclaration de Grégoire, pourrais-je espérer arriver aux articles d'un Code du droit des gens rigoureusement conformes aux principes? Et si je ne le peux pas, quelle est en droit international l'utilité pratique d'une Déclaration, et quel est même son intérêt?

On sait avec quelle acrimonie M. de Martens, fort de toute l'autorité de la *vieille diplomatie* a combattu les principes de l'abbé Grégoire. Véritablement, il n'en est aucun qui ait trouvé grâce devant lui.

« Les uns, dit-il, sont des principes du droit des gens universel tellement évidents que nul ne saurait les révoquer en doute. » Tels sont l'article 1^{er} : *les peuples sont entre eux dans l'état de nature; ils ont pour lien la morale universelle*; l'article 2 : *les peuples sont respectivement indépendants et souverains quel que soit le nombre d'individus qui les composent et l'étendue du territoire qu'ils occupent*; l'article 10 : *chaque peuple est maître de son territoire*; l'article 17, *un peuple peut entreprendre la guerre pour défendre sa souveraineté, sa liberté, sa propriété*; et l'article 21 : *les traités entre les peuples sont sacrés et inviolables*. Voilà autant de vérités que la *vieille diplomatie* n'eût peut-être pas perdu à méditer, et surtout à appliquer, mais qui ne sont, d'après M. de Martens, que l'inutile répétition des principes du droit des gens universel dont on ne saurait espérer aucun effet salutaire. (1).

1. — *Précis de droit des Gens moderne de l'Europe* par G. DE MARTENS, avec notes de M. Pinheiro-Ferreira, 1831. Préface de l'édition allemande de 1796, p. 15.

D'autres sont des principes de morale sans vertu. De ce genre de précepte sont, par exemple, l'article 3 : *un peuple doit agir à l'égard des autres comme il désire qu'on agisse à son égard*, et l'article 4 : *les peuples doivent en paix se faire le plus de bien et en guerre le moins de mal possible* (1).

D'autres ne remplacent pas avec profit les anciens usages de la vieille diplomatie. Ainsi, l'article 20 : *il n'y a pas de préséances entre les agens publics des nations*, est-ce une loi plus sage que l'alternat ? Et d'autre part, l'article 19 : *les agens publics que les peuples s'envoient sont indépendants des lois du pays où ils sont envoyés dans tout ce qui concerne l'objet de leur mission*, cet article, « exprimé depuis cent ans dans tous les systèmes de droit naturel », changera-t-il rien aux antiques et mesquines querelles de droit d'asile, et de juridiction sur la suite des ministres ? A quoi bon déclarer ce lieu commun ? (2)

Quant à l'article 5 : *que l'intérêt particulier d'un peuple est subordonné à l'intérêt général de la famille humaine*, il est bien certain que cette considération ne déterminera jamais aucun peuple à signer un acte contraire à ses intérêts propres. L'article 14 : *le banissement pour crime est une violation indirecte du territoire étranger* trouve grâce « parce qu'il serait avantageusement appliqué dans les petits Etats de l'Allemagne. » Mais à quoi bon dire, article 11 : *que la possession immémoriale établit le droit de prescription entre les peuples*, et pourquoi ne pas s'en tenir à l'antique *favor possessionis* ? (3)

L'article 16 : *que les ligues qui ont pour objet une guerre offensive, les traités qui peuvent nuire à l'intérêt d'un peuple sont un attentat contre la famille humaine*, est un non sens, car la difficulté est précisément de déterminer ce qui est guerre offensive (4).

1. — *Id.* p. 16. On sait que cette formule est de Montesquieu,

2. — *Id.* p. 18.

3. — *Id.* pp. 19, 20, 22.

4. — *Id.* p. 23.

Enfin, les articles 6 : *que chaque peuple a le droit d'organiser les formes de son gouvernement*, — 7 : *qu'un peuple n'a pas le droit de s'immiscer dans le gouvernement des autres*, — et 8 : *qu'il n'y a de gouvernement conforme au droit des peuples que ceux qui sont fondés sur l'égalité et sur la liberté*, sont des articles dangereux, en dépit de la restriction de l'article 7. Car « si une nation adopte une
« constitution qui ne soit pas fondée sur la liberté ou l'égalité, ou
« si, ce qui revient au même dans le rapport des nations libres,
« une tierce puissance trouve que la Constitution d'une autre ne
« repose pas sur ces bases, donc qu'elle n'a pas eu le droit de se
« la donner, elle peut s'immiscer dans cette constitution!
« C'est ainsi que le nouveau droit des gens favorise la propagande politique !! » (1).

Ainsi tous les articles de la Déclaration de Grégoire ont été passés au crible d'une critique impitoyable écartés les uns comme inutiles, les autres comme dangereux, et après cet examen sommaire, nous sommes tout préparés à la conclusion de M. de Martens : « Si des thèses aussi dangereuses doivent former la substance d'une nouvelle Déclaration de droit des gens, que Dieu nous conserve notre *vieille diplomatie* avec toutes ses lacunes, avec toutes ses disputes de mots, avec tous ses ornements en partie antiques. Nous ne ferions que perdre au troc, nous échangerions des médailles contre des assignats. » (2)

Le dernier trait est beau, l'image est claire, et l'indignation de M. de Martens se teinte de quelque poésie. Je ne sais trop si cette indignation lui a conservé la lucidité et la bonne foi nécessaires en pareille matière. D'une part, le raisonnement de M. de Martens relatif aux articles 6, 7 et 8 me paraît aboutir à une conclusion tout à fait opposée à l'opinion de Grégoire, puisque M. de Martens trouve que cela donnerait à un peuple le droit de s'immiscer dans le Gouvernement d'un autre, tandis que l'article 7

1. — *Id.* p. 23.

2. — *Id.* p. 24.

déclare formellement au contraire, qu'un peuple n'a pas ce droit ; et il semble bien que, dans l'espèce, M. de Martens ait abusé de sa supériorité d'auteur sérieux pour condamner sommairement une doctrine qui le troublait.

Elle le trouble d'ailleurs tant et si bien, que sous couleur de n'en examiner que les idées essentielles, il a précisément négligé les articles qui avaient une importance véritable. C'est ainsi que citant l'article 3, il omet cette phrase qui a toute la valeur d'un large principe : *ce qu'un homme doit à un homme, un peuple le doit aux autres peuples*. C'est ainsi qu'il omet entièrement les articles 12 et 13 relatifs au droit de juridiction nationale sur les étrangers établis dans le pays, — l'article 17, qui légitime la guerre pour la défense de la souveraineté, de la liberté, et de la propriété, — et cet article 18 que l'on a cru devoir rappeler à La Haye : *les peuples qui sont en guerre doivent laisser un libre cours aux négociations propres à ramener la paix*. Bien plus, il omet totalement cette déclaration de l'article 21 qui condamne la vieille diplomatie : *les traités entre les peuples sont sacrés et inviolables*, — l'article 15 qui condamnait les partages récents de la Pologne, puisque *les entreprises contre la liberté d'un peuple sont un attentat contre tous les autres*, — et jusqu'à cet article 9 d'où sont nées les guerres de la Révolution et de l'Empire : *ce qui est d'un usage inépuisable et innocent, comme la mer, appartient à tous et ne peut être la propriété d'aucun peuple*. »

Si bien que, pour qui n'aurait lu que la préface de M. de Martens, la Déclaration de Grégoire serait une chose bâtarde et mal venue, limitée à quelques maximes sans vertu ou bien ce serait un code édicté pour l'Europe : deux critiques contradictoires, mais également fausses, inadmissibles chez un savant critique, qui oppose des médailles aux assignats. Quelle que soit la sincérité de ce jugement, l'expression m'en semblerait très hardie, si je ne me trouvais forte précisément des notes que M. Pinheiro-Ferreira a consacrées à la critique de M. de Martens et à la défense de Grégoire.

« Ce que nous avons à relever ici, dit-il, c'est la fausse idée
« que M. de Martens, ainsi que plusieurs autres publicistes de
« l'époque, s'est formée du but et de la nature des déclarations
« des droits de l'homme et de ceux des nations que les assemblées
« françaises crurent convenable de faire au commencement
« de la réformation politique qu'elles allaient entreprendre : la
« *Déclaration des droits des nations* proposée par M. Grégoire n'est
« pas plus un projet de *code du droit des gens* que la *déclaration*
« *des droits de l'homme* de Thomas Payne n'est un projet de *code*
« *civil*.

« Ce que les assemblées françaises et les auteurs de ces dif-
« férentes déclarations se sont proposé, c'est de proclamer les
« principes qui devaient servir de base à la réformation politique
« qu'ils avaient entreprise ; mais ce n'était pas la réformation elle-
« même. Jamais on n'a pensé qu'ils suffît de mettre ce petit nom-
« bre de principes généraux à la place du corps de doctrines,
« vicieuses dans le sens des réformateurs, et qu'ils se proposaient
« de remplacer par un autre corps de doctrines qui leur sem-
« blaient plus conformes à la vérité.

« Mais qu'est-ce que la vérité ? demandait-on à ces réfor-
« mateurs. Les *déclarations* dont nous parlons étaient la réponse à
« cette demande » (1).

Ainsi les déclarations n'étaient pas un code, mais une pro-
fession de foi. Elles ne disaient point : « Voilà ce que vous
ferez », mais « Voilà ce que nous ferons », et cela résulte du
fait qu'elles furent l'œuvre d'une assemblée nationale et non point
l'œuvre d'un Congrès général des puissances de l'Europe. Mais
alors, privées de ce caractère agressif inventé par M. de Martens,
n'étant plus que la confession d'une religion politique et non la
revendication d'un droit, quelle pouvait être leur vertu en droit
international ? Cessant d'être dangereuses ne sont-elles point
inutiles ? Nullement, répond M. de Ferreira.

1. — MARTENS, *op. cit.*, note I, p. 356.

« Les peuples étaient régis par des codes civils et criminels
« basés... sur des principes quelquefois conformes à la saine
« raison et à la justice universelle, mais le plus souvent dictés
« par le despotisme, l'ambition et le privilège... C'est contre ces
« principes que furent proclamés d'autres principes contenus dans
« les déclarations des droits de l'homme.

« De même, les relations internationales des différents peu-
« ples ne reposaient (alors) sur aucun principe fixe : pas un seul
« qu'on ne vît, non-seulement enfreindre, mais remettre chaque
« jour en discussion, *les gouvernements les plus forts n'ayant jamais*
« *consenti à reconnaître qu'il y eût d'autres principes du droit des gens*
« *que leurs conventions.* Il fallait convaincre la nouvelle génération
« qu'il y a *pour les nations*, comme *pour les individus*, des droits
« et des devoirs qui, loin de dépendre des conventions arbitraires
« des gouvernements doivent être en tout, et pour tous les peu-
« ples de la terre, la règle invariable du juste, à laquelle ces con-
« ventions doivent se conformer...

« Nous ne nous arrêterons pas à examiner jusqu'à quel
« point les doctrines contenues dans les déclarations dont nous
« parlons répondaient au but que les Assemblées françaises s'é-
« taient proposé. Il suffit d'avoir démontré que ce but n'était ni
« absurde ni déraisonnable, et que surtout, il n'était pas celui
« que M. de Martens leur a supposé, de remplacer par un cer-
« tain nombre de principes plus ou moins généraux et abstraits,
« l'ensemble des doctrines qu'on désigne sous le titre de droit
« des gens » (1).

L'intérêt de la Déclaration de Grégoire dans l'ordre interna-
tional résulte donc non-seulement de la valeur intrinsèque des prin-
cipes exposés, mais encore de leur valeur relative au moment où
ils furent proposés. Le principe jusqu'alors admis était celui-ci :
que le droit des gens ne se compose que d'usages et de conven-

1. — MARTENS, note I, p. 358.

tions particulières « dont l'assemblage forme le droit public », disait Mably, et cela était si exact que Mably lui-même, pour étudier le droit public de l'Europe, se contente d'étudier pour chaque Etat les différents traités qui lient momentanément cet Etat aux autres.

Le Code du droit des gens de l'Europe n'était donc bien alors qu'un assemblage de lois particulières variables suivant les peuples. De cette diversité de *lois* résultait qu'aucun principe général n'était établi qu'un peuple faible pût invoquer contre la loi du plus fort, et que le droit public ancien constatait ce qui était, en formulant tout au plus de timides vœux sur ce qui pourrait être, sans que ces vœux eussent aucune autorité légale ni reconnue.

C'est contre les errements de cette vieille diplomatie que s'élevait la Déclaration nouvelle de Grégoire. A la volonté du plus fort, elle prétendait substituer la volonté générale, et tout au moins le droit de tous. Elle disait que la volonté du vainqueur ne doit pas toujours être la loi, parce qu'il est des principes auxquels cette volonté même doit être soumise; que ces principes qui consacrent le droit des nations sont aussi sacrés que ceux qui consacrent les droits de l'homme; et que, de même qu'une loi interne ou un contrat entre particuliers ne peuvent être reconnus justes s'ils s'opposent aux principes des droits de l'homme, de même un traité ne saurait être légal par le seul fait qu'il résulte d'un accord de volontés, s'il est contraire aux principes d'un ordre plus élevé qui expriment les droits des nations et qui sont contenus dans la Déclaration.

Voilà par quel point la Déclaration du droit des gens ne peut être jugée inutile, dans l'ordre international, au moment où elle fut publiée. Je conviens qu'elle était inopportune et gênante au temps où s'accomplissait cet assassinat d'un peuple que fut le partage de la Pologne, et les entreprises contre la liberté de la France, si formellement condamnées par l'article 15. Je comprends donc que la vieille diplomatie ait protesté

contre ces idées nouvelles dont M. de Martens sentait l'application immédiate; je comprends aussi que M. Pinheiro-Ferreira, ancien ministre des Affaires Etrangères du Portugal, ait parfaitement saisi tout le secours qu'apportait aux petits Etats la Déclaration du droit des gens de la Convention, fût-elle demeurée purement platonique; et dans ce grand débat, je crois que ce dernier l'emporte sur M. de Martens par la sincérité et par l'intelligence complète du but et du rôle de la Déclaration.

Je voudrais aller plus loin encore et crois pouvoir dire, que par ce caractère nouveau de justice ou d'équité internationale qu'elle eût donné au droit des gens, la Déclaration de Grégoire est une pièce importante du droit des gens intermédiaire. Au lieu que l'ancien droit ne visât guère qu'à constater l'usage ou le fait, le nouveau droit animé d'autres idées plus généreuses tendait à régler l'usage de la force. A la distinction admise, constamment admise par M. de Martens, des Etats de premier, second, troisième et quatrième ordre, elle opposait ce principe, juste ou faux, mais plus largement et généreusement humain, de l'égalité des Etats. Elle ne détruisait pas les privilèges des nations, pas plus que la déclaration des droits de l'homme n'avait aboli les privilèges des individus; mais elle permettait de mesurer leur degré de justice ou d'injustice, et en face de privilèges acquis ou par traités ou par contrats, elle élevait des droits que ni traités ni contrats ne peuvent abolir.

Il en résulte que le droit des gens intermédiaire fut surtout préoccupé de ces petits Etats à qui Montesquieu reconnaissait plus de droits qu'aux grands : « Les traités de paix sont si sacrés
« parmi les hommes, disait-il, qu'il semble qu'ils soient la voix
« de la nature qui réclame ses droits. Ils sont tous légitimes
« lorsque les conditions en sont telles que les deux peuples peuvent se conserver; sans quoi celle des deux sociétés qui doit
« périr, privée de sa défense naturelle par la paix, la peut chercher dans la guerre. Car la nature qui a établi les différents

« degrés de force et de faiblesse parmi les hommes a encore
« souvent égalé la faiblesse à la force par le désespoir » (1).

Voilà quelle était la portée véritable de la Déclaration du droit des gens de Grégoire, et pourquoi elle causait tant d'émotion aux théoriciens de l'ancien droit. Elle n'était point destinée à faciliter la propagande politique, quoiqu'on en ait dit, ni à justifier l'intervention armée d'un Etat dans le gouvernement d'un Etat voisin : elle opposait aux volontés arbitraires des souverains le droit des peuples. Et l'on vit tout le chemin parcouru par ces idées, et qu'il y avait quelque chose de changé en Europe, lorsque la Sainte Alliance proclama « la légitimité » et que les traités de Vienne rétablirent l'ancienne politique internationale des convenances arbitraires.

1. — *Lettres Persanes* XCVI. Cf. *Esprit des Lois*, Livre X, chap. 2 :

« Il suit de là que les petites sociétés ont le plus souvent le droit de faire la guerre que les grandes, parce qu'elles sont le plus souvent dans le cas de craindre d'être détruites. » Voir également sur ce sujet la lettre 4623 de la *Correspondance de Napoléon, au baron de Thugut*, (27 Février 1800), demandant « qu'il soit établi pour les petits Etats de l'Europe un système de garantie propre à établir dans toute sa force ce droit des gens sur lequel reposent essentiellement la sûreté et le bonheur des nations. »

CHAPITRE IV.

L'Etat de nature et l'état de société.

La morale est le droit commun de l'univers, mais entre les différents corps des nations elle a peu de moyens de se faire observer, car ils vivent entre eux dans l'état de nature, c'est-à-dire dans cet état où chacun est arbitre souverain de sa propre cause. De là, les guerres, . . .

COUR DES PRISES, 1800.

L'article premier de la Déclaration de Grégoire pose un principe fondamental : *les peuples sont entre eux dans l'état de nature ; ils ont pour lien la morale universelle*. D'autre part, l'article 21 et dernier dit que *les traités entre les peuples sont sacrés et inviolables*, l'article 20, *qu'il n'y a pas de préséance entre les agens publics des nations*, et l'article 19 que *les agens publics que les peuples s'envoient sont indépendants des lois des pays où ils sont envoyés dans tout ce qui concerne l'objet de leur mission*. Il semble qu'il y ait là une contradiction.

D'une part, l'état de nature est bien celui qui existe entre individus ou peuples qui ne sont unis par aucun lien. « Toutes les nations, dit Rayneval, sont les unes à l'égard des autres dans l'indépendance naturelle : il résulte de là qu'elles ne reconnaissent aucune autorité, aucun chef, aucun supérieur étranger, qu'elles n'ont d'autre loi commune que la raison naturel'e » (1). C'est du reste ce que dit Grégoire dans son discours : « Que n'ay a très bien prouvé que dans *l'état d'indépendance* des nations, pour elles comme pour les individus, le droit de s'emparer de ce qui n'est à personne est limité à ce qu'on peut s'approprier par le travail ;

1. — RAYNEVAL, *Institution du droit de la nature et des gens*, p. 129

que le droit de tout faire est subordonné à la condition de ne pas faire de mal aux autres.» Sitôt donc que deux nations sont unies par un traité, ou par un lien juridique quelconque qui règle leurs rapports, elles ne cessent pas d'être souveraines ni d'être indépendantes au sens politique du mot, mais cependant elles ne sont plus dans l'état d'indépendance naturelle, car elles ont au moins une autre loi commune que la raison naturelle, qui est leur traité. Et puisque les articles 19, 20, et 21 parlent d'agents publics à respecter, ou de traités à observer comme une loi sacrée, il y a une contradiction au moins apparente entre l'état de nature prescrit à l'article premier et l'état de société prévu par l'article dernier. Est-ce là une opposition absolue ?

Nullement. Grégoire n'a pas voulu dire que les nations doivent revenir et demeurer à l'état de nature ou d'indépendance absolue. Ce qu'il a dit, c'est qu'en principe il faut partir de cette idée que les peuples sont indépendants, qu'il faut les considérer comme tels, à moins qu'ils n'aient de leur libre volonté aliéné une partie de cette indépendance par des traités qui alors seront inviolables et sacrés. Il n'y a donc pas opposition entre les deux états, mais il y a deux états successifs possibles. Il n'y a pas contradiction entre l'article premier et les derniers articles : l'un est principe, les autres sont application du principe. On peut dire que Grégoire prévoit une sorte d'évolution par laquelle les peuples passeront de l'état de nature à l'état de société où ils auront des traités, et que sa Déclaration détermine précisément les règles suivant lesquelles doit s'accomplir cette évolution. En théorie et par abstraction, par une sorte de nihilisme international, Grégoire suppose d'abord détruits les rapports actuellement existants, en tant que contraires à l'état d'indépendance naturelle. Puis, suivant les principes qu'il proclame, il faudra traduire les droits de la nature en langage de droit positif international : ainsi se fera le passage de l'état de nature régi par le droit naturel, à l'état de société régi par une sorte de droit civil universel qui est le droit des gens.

Nous aurons donc à étudier le point de départ, qui est l'état de nature : puis le principe général d'évolution qui paraît être l'assimilation des gens aux individus ; enfin quelques conséquences particulières de l'état nouveau des sociétés résultant de ce fait que certains droits restent indivis, patrimoine commun de l'humanité, d'après Grégoire.

*
* *

L'état de nature étant celui où les peuples indépendants les uns des autres ne sont unis par aucun lien contractuel, il n'en résulte pas que ces peuples n'ont aucune obligation réciproque. Ces obligations ne sont pas écrites ; mais elles résultent du droit naturel ou morale universelle. Grégoire a préféré ce terme de morale universelle. Il y a pour cela une raison bien simple. C'est que le terme droit naturel avait fait l'objet d'une curieuse discussion à la Convention peu de temps auparavant. Il en était résulté que nul ne savait au juste ce que pouvait être ce droit ou ces droits naturels, dont on parlait tant depuis cinquante ans. Pour les uns dans l'état naturel, il n'y avait pas de droit, ou bien le seul droit était celui de la force, que les hommes abandonnaient en entrant dans l'état de société (1). Pour d'autres

1. — LALLEMENT, *op. cit.*, XII, p. 286. La Convention s'accorde la priorité au projet de Déclaration des droits présenté par le Comité de constitution. Barère, prenant les fonctions de rapporteur, fait lecture du premier article de ce projet : Art. 1^{er} « Les droits naturels, civils et politiques des hommes sont la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété, la garantie sociale et la résistance à l'oppression. »

Lassource : « Je n'entends pas bien ce qu'a voulu dire le comité par ces mots *droits naturels*. Dans l'état de pure nature il n'existe pas de droits, si ce n'est ceux de la force ; dans l'état de nature l'homme a droit à tout ce qu'il peut atteindre, et ce droit n'a de bornes que la possibilité. Ce droit, il l'abandonne du moment où il entre en société ; et

au contraire, les droits naturels étaient exactement les droits de société (1). Pour un troisième, les droits naturels étaient d'origine divine (2). Une discussion s'éleva et la Convention finit par rayer ces mots de son vocabulaire (3). On comprend que Grégoire les ait remplacés par la formule : *morale universelle* qui a presque le même sens. Du reste, dès 1795, quand les esprits seront apaisés, il reprendra l'expression consacrée de droit naturel et dira que les rapports entre sociétés *étant l'ouvrage de la nature doivent être immuables comme elle, que le droit des gens est le prononcé immédiat de la nature, qu'il faut l'établir sur un corps de doctrines émané de la nature, et que la loi de sociabilité entre les peuples n'est autre que la loi naturelle appliquée aux grandes corporations du genre*

je suis étonné que le comité ait pu le comprendre dans un même article avec les droits conventionnels sociaux. Je demande la radiation des mots *droits naturels*. »

1. — *Garran-Coulon* : « L'histoire des peuplades les plus sauvages n'offre aucun exemple d'hommes vivant autrement qu'en société. Telle est la nature des goûts de l'homme, que s'il n'y a que deux, dix ou vingt hommes, ils sont bientôt réunis ; ils vivent bientôt ensemble, et je pourrais dire que l'état social est le véritable état naturel de l'homme ; ses droits sociaux ne sont autre chose que ses droits naturels. »
2. — *Un Membre* : « Les droits naturels ont été donnés à l'homme par l'Être suprême, source de toutes les vertus. Je demande donc que préalablement à toute déclaration, la Convention, par le premier article, reconnaisse expressément l'existence d'un Être suprême. »
3. — *Louvet* : « Je demande l'ordre du jour motivé sur ce que l'existence de Dieu n'a pas besoin d'être reconnue par la Convention nationale de France.

Vergniaud : « Je demande qu'abandonnant la distinction de *naturel* et de *social*, la Convention adopte cette rédaction : « Les droits de l'homme en société sont l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la garantie sociale, et la résistance à l'oppression ». (Adopté à l'unanimité). Séance du 17 Août 1793. Grégoire proposa sa Déclaration dans la séance du 18 Juin et évita d'employer le terme de *droit naturel*,

humain : elle détermine leurs droits, leurs devoirs, elle en trace l'étendue et les limites » (1).

Il n'y a donc pas de doute sur son intention. Les peuples sont dans l'état de nature : cela est clair. Ils sont régis par le droit naturel : cela est évident. Mais qu'est-ce que le droit naturel ? Cela est beaucoup plus complexe. Si l'on s'entend toujours pour dire que c'est le droit de la nature, il est bien certain que l'on ne s'est jamais trouvé d'accord, en dehors de certains principes très généraux, pour dire ce qu'il contient. Il reste nébuleux jusqu'aujourd'hui ; il n'est pas même la loi sortie des nuages du Sinaï, puisque cette loi est une loi positive, le Décalogue : il est ce nuage même d'où sort le droit positif.

Il semble bien qu'une grande cause de confusion soit que l'on parle toujours du droit naturel comme d'une chose simple, impliquant des devoirs de morale universelle élémentaire, et que l'on diminuerait cette confusion en distinguant immédiatement deux sortes de lois qui entrent dans le droit naturel : les unes quasi-divines, lois de pure morale élémentaire, à l'usage des jeunes âmes ou des jeunes peuples qui n'ont point d'ennemis, et que j'appellerais *raison naturelle* ; les autres d'un tout autre caractère, lois de défense pratique, de barbarie nécessaire, qui protègent ou défendent les hommes ou les peuples contre leurs ennemis dans l'état de nature, et auxquelles je donnerais le nom précis de *loi naturelle*. Si les hommes étaient toujours bons dans l'état de nature, la loi naturelle (proprement dite) serait inutile. S'ils étaient toujours mauvais, la raison naturelle serait sans vertu. S'ils sont l'un et l'autre, ou bien l'un ou l'autre suivant les temps, il est logique qu'il y ait des règles des deux sortes, et que, s'il y a deux sortes de règles, on leur donne deux noms : rien n'est plus nécessaire à la clarté des idées.

Les auteurs du XVIII^e siècle qui ont abondamment étudié

1. — LALLEMENT, *op. cit.* XV, pp. 233, 234, 235.

le droit naturel, ne donnent point les deux noms, et confondent tout sous le titre de *droit naturel*. Mais ils distinguent bien les deux règles, et l'un des plus connus, Burlamaqui, en donne de nombreux exemples : « Le droit naturel, dit-il, est d'origine divine; ce sont des principes que la nature a mis dans nos cœurs, et que nous devons appliquer dans nos lois... C'est le système ou l'assemblage de ces règles, considérées comme autant de lois que Dieu impose aux hommes que l'on appelle droit de nature... Cette science renferme les principes les plus importants de la morale, de la jurisprudence, et de la politique, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus important pour l'homme et pour la société » (1).

Ce sont ces devoirs de raison naturelle que le législateur traduit plus ou moins exactement en lois. Dans l'ordre interne, « le législateur doit assurer la vie et la liberté des hommes, protéger leur travail et leurs biens, réprimer les écarts dangereux pour l'ordre social et moral, reconnaître aux époux des droits et des devoirs réciproques,... etc. ». Dans l'ordre international, cette même raison naturelle impose des obligations de morale universelle dont Grégoire fait une énumération : assurer l'indépendance des nations, réprimer les écarts dangereux pour l'ordre social et moral, interdire les ligues offensives, etc...

Mais si cela est droit naturel, ce n'est pas tout le droit naturel; la tradition des travaux du XVIII^e siècle paraît s'être altérée, et il semble bien qu'à côté des principes pieux de la *raison naturelle*, on ne fasse plus place aujourd'hui dans le droit naturel, à ces règles autrement sévères et pratiques, protectrices de l'individu ou de la nation, auxquelles je réserverais le nom de *loi naturelle*.

« Il peut y avoir conflit, disait Burlamaqui, entre les devoirs de l'amour de soi-même, sa propre conservation et les de-

1. — BURLAMAQUI, T. 1, p. 1.

voirs de la sociabilité. Il peut arriver que notre vie ou notre personne se trouve en danger par la malice d'un ennemi... Alors, nous assurons que nous avons le droit de nous défendre, jusqu'à lui faire du mal, et à le tuer même s'il est nécessaire... La raison et la loi naturelle approuvent que nous fassions un usage convenable de nos forces pour repousser un injuste agresseur » (1).

Et voici ce que dit Rayneval : « Ce qu'une nation (dans l'état d'indépendance naturelle) a le droit d'exiger pour elle-même, l'autre a un droit égal, un *droit parfait*, à l'exiger de son côté ; le droit de conservation établit donc entre elles comme entre les individus dans l'ordre naturel une égalité parfaite de droits, une *parfaite réciprocité* ; elles ont les mêmes droits à exercer, les mêmes obligations à remplir : voilà le véritable caractère de l'indépendance des nations » (2).

Voilà donc un second élément du droit naturel et tout à fait distinct du premier. Nous avons ici non plus un précepte, mais un droit. Au lieu de *Tu ne tueras pas*, morale divine ou raison naturelle, nous avons *Tu tueras et tu auras le droit de tuer dans certaines circonstances de nécessité ou de réciprocité à déterminer*, droit de la loi naturelle.

Pourquoi est-on arrivé à réserver le nom de droit naturel aux seuls principes de la raison universelle ? Cela ne peut se justifier que si l'on part du principe que l'homme étant naturellement bon, il ne saurait exister dans l'état de nature un seul cas où il dût se défendre contre la malice d'un ennemi. C'était l'opinion des physiocrates et celle de Rousseau : je comprends donc pourquoi sous leur influence dominante à la fin du XVIII^e siècle, on en vint à oublier l'idée de la *loi* naturelle de réciprocité. Mais cela dit, je ne saurais m'étonner que des esprits pratiques, vivant plus en contact avec l'humanité, aient considéré que le *droit* na-

1. — BURLAMAQUI, T. II, p. 317.

2. — RAYNEVAL, *Institutions du droit de la nature et des gens*.
p. 130, § 3.

tuel était autre chose que des bergeries, qu'il ne se limitait pas à la formule : « Vivez en paix, mes doux agneaux, » mais qu'il allait jusqu'au droit de défendre par la violence les agneaux contre le loup. De sorte qu'il s'est formé peu à peu deux écoles de droit naturel. L'une, celle des théoriciens moralistes et hommes de cabinet, qui disent : « La formule du droit naturel est : fais aux autres ce que tu voudrais qu'ils te fissent » . L'autre, celle des hommes d'action, responsables de leur vie, ou responsables de la vie des autres, pour qui le véritable droit naturel pratique se résume dans cette formule : « Fais aux autres ce qu'ils te font ». Et cela explique la difficulté que trouvent les hommes d'action à juger les hommes de cabinet, qu'ils appellent « idéologues », ou les hommes de cabinet à juger les hommes d'action dont ils font, sans aménité aucune, des soudards ou des brutes galonnées.

Cette confusion des deux sens si opposés du mot droit naturel se rencontre fréquemment dans les études de droit international. C'est ainsi que M. de Martens écrit : « Pour peu que deux nations se fréquentent et veuillent établir un commerce suivi, la simple loi naturelle ne pourrait plus leur suffire. Différents motifs doivent les engager *tantôt à modifier les rigueurs de la loi naturelle, tantôt à déterminer les points douteux, ou à régler ceux qu'elle passe sous silence ; tantôt même à s'écarter de cette réciprocité des droits* que la loi universelle établit également pour toutes les nations » (1).

Nous avons là l'idée d'une *loi naturelle*, qui implique des rigueurs, qui est fondée sur un système de *réciprocité* entre les nations et qui est bien ce que j'appelais loi naturelle proprement dite par opposition à raison naturelle.

Mais par contre, voici ce que dit M. Pinheiro-Ferreira dans

1. — G. F. DE MARTENS, *op. cit.* I, p. 42, § 6.

ses notes (1) : « Les rigueurs qu'on tend à mitiger... pour nous servir de la phrase de M. de Martens, n'appartiennent pas à la *loi naturelle*. Celle-ci ne reconnaît pour bon et pour juste que ce qui est également d'accord avec les intérêts des deux nations qui ont à traiter ensemble, et dès lors, il ne saurait plus exister de *rigueurs à mitiger d'aucun des deux côtés*. Les rigueurs dont M. de Martens entendait parler sont celles que le fort exerce contre le faible... non pas d'après la *loi naturelle*, mais contrairement à tout *bon droit* : car ce n'est que par la force que l'on exerce des rigueurs. »

Donc, d'après M. de Pinheiro-Ferreira, la loi naturelle ne permet aucune rigueur et ne reconnaît que ce qui est bon et juste. Il me semble évident qu'il appelle ici loi naturelle ce que j'ai distingué sous le nom de raison naturelle, qu'il entend par loi naturelle une chose, et M. de Martens une autre chose, que leur discussion est vaine puisqu'ils ne sont pas d'accord sur le sens des mots, et que dès 1830 on ne distinguait plus entre raison naturelle de charitable équité et loi naturelle de dure réciprocité.

Ainsi, il a suffi d'une génération d'hommes pour que l'idée de droit naturel subît une modification, un bouleversement, un renversement de principes tel que le sens du mot en fût changé du tout au tout, et que les hommes ne se comprissent plus lorsqu'ils employaient cependant le même mot. Quelle est la cause de cette évolution, je l'ignore. Il me semble toutefois que dès Montesquieu cette évolution de sens du droit naturel avait commencé. Loin qu'il niât l'influence divine dans l'idée de droit naturel, il la discutait, et ce que le magistrat de l'Esprit des Loix ne pouvait dire, c'était le Persan de ses Lettres qui l'exprimait : « Dieu est si haut, disait-il, que nous ne distinguons pas même ses nuages... L'âme est ouvrière de sa détermination. » Cette laïcisation du droit naturel était continuée par Diderot qui trou-

1. — G. F. DE MARTENS, *op. cit.* I, p. 364. Note 7.

vait l'expression du droit naturel dans la volonté générale qui ne trompe jamais. Lorsque la volonté générale devint souveraine par la Révolution, elle traduisit en lois positives les données de la raison naturelle ; et l'élément raison naturelle étant traduit en lois, du droit naturel ne subsista plus, comme doctrine indépendante, que l'idée de loi naturelle.

Par contre, lorsqu'il y eut réaction après 1815, lorsque la volonté générale du peuple fut rabaissée et que l'idée religieuse eut repris la place de l'idée philosophique, la conception de droit naturel se confondit de nouveau avec celle de raison naturelle ; l'ignorance juridique des poètes et des historiens fit le reste (1), si bien que M. de Ferreira, suivant son temps, en vint et en resta à cette conception d'un droit naturel sans rigueur et sans réciprocité, qui n'est que l'idée d'un vague devoir moral, sans droit corrélatif, sans force et sans vertu pratique.

Maintenant entre ces deux conceptions des droits des nations dans l'état de nature, quelle fut celle de Grégoire ?

Bien que rien ne l'indique absolument, il semble qu'il s'en tint à la conception théorique, humanitaire et quasi-divine du droit naturel fondé sur la seule charité. On reconnaît dans la plupart de ses articles le chrétien cosmopolite, dit son biographe Hippolyte Carnot. On lui reprochera ardemment d'avoir voulu christianiser la Révolution. Ses auditeurs le renverront au Congrès général des puissances de l'Europe. Sa formule fondamentale est celle de l'article 3 : « Un peuple doit agir à l'égard des autres peuples comme il désire qu'on agisse à son égard. »

Il est donc bien de l'école idéaliste ; c'est son honneur, sa

1. — Chateaubriand, dans ses *Mémoires d'Outre-tombe*, confond le droit naturel avec l'impulsion d'un criminel qui tue, parce que sa nature, c'est-à-dire l'organisation de son cerveau, lui ordonne de tuer. Cette idée simpliste se retrouve encore parfois dans la littérature.

grande gloire, et d'ailleurs ce n'est pas autant qu'on pourrait le croire, une cause d'irrémissible faiblesse pour sa doctrine et pour sa conclusion : *Les traités entre les peuples sont sacrés et inviolables*. Car arrivé à cette conclusion, il faut choisir : ou bien ces traités seront effectivement sacrés et inviolés, ou bien quoique sacrés, ils seront violés. Il semble que ce soit à la première de ces hypothèses que se rattache Grégoire. Elle suppose, en effet, cette solidarité et cette fraternité des peuples qu'il affirme comme un axiome. Mais il faut bien songer aussi que la Déclaration n'étant qu'un exposé de principes, et non un code, ne pouvait formuler d'autre règle que celle-là, et dans la réalité Grégoire prévoit parfaitement que les traités seront violés.

Alors, quelle sera la sanction ? Il n'y en a que deux possibles.

On peut d'abord considérer que le peuple qui viole un traité sort par cela même de l'état de société, rentre dans l'état de nature, et devient justiciable de la loi naturelle de réciprocité : ce n'est pas la doctrine de Grégoire. Cette solution qu'il prévoit, qui est celle de l'Ecole positive, il l'écarte comme contraire à la fraternité humaine ou évangélique.

Mais dans ce cas, il ne reste plus qu'un moyen de sanctionner la violation des traités : c'est de déférer le peuple qui les viole à un tribunal international, rendant ses décisions suivant un code international, et les faisant appliquer par une force internationale. Voilà la conception à laquelle se rattache Grégoire. Et cet idéalisme chrétien le ramène par haine de la guerre et par amour de la fraternité à cette idée que le XIX^e siècle travaillera lentement à réaliser : celle d'une organisation des peuples civilisés analogue à l'organisation des individus. Mieux que personne, il sait que cela n'est encore qu'un rêve au temps où il l'écrit. « C'était un beau rêve, dit-il, que celui du publiciste de Saint-Pierre... Mais pourquoi désespérer que jamais il se réalise ? Lorsque l'on connaît les lucamones des Etrusques, la ligue des Achéens et le corps amphictyonique, la différence n'est que du plus au moins. Permettez-moi donc d'espérer que le despotisme qui est une grande

erreur, que la guerre qui est une grande immoralité, deviendront plus rares en Europe : que les peuples détrompés des fausses idées de grandeur, et connaissant mieux leurs intérêts, s'occuperont à vivifier leur économie politique : qu'alors tomberont peut-être les barrières entre les nations, qu'elles étendront les unes vers les autres leurs mains fraternelles, bien convaincues que pour elles comme pour les individus, les bonnes mœurs et la justice sont les sources uniques du bonheur» (1).

En résumé, l'état de nature a pour règle la morale universelle, et l'état de société a pour règle le respect des traités. Quand elle devient un principe politique, cette idée du respect des traités implique forcément l'organisation internationale des peuples, et, d'après Grégoire, cette organisation doit se faire par l'extension aux peuples des principes qui gouvernent les individus.

1. — Il est à noter que la doctrine napoléonienne de droit des gens s'inspire de ces principes : la loi naturelle de réciprocité nécessaire jusqu'à ce que les peuples aient tous accepté une loi positive fondée sur le respect des traités.

CHAPITRE V

Le droit des hommes et le droit des nations.

L'assimilation des nations aux individus.

...La morale des peuples, qui ne saurait être différente de celle des individus, par cela seul qu'il ne saurait y avoir deux morales.

PINHEIRO-FERREIRA.

Il ne faut pas croire que l'on n'ait qu'à substituer les Nations aux particuliers... un Etat est un sujet bien différent d'un individu humain.... Il est donc bien des cas dans lesquels la loi naturelle ne décide point d'Etat à Etat comme elle déciderait de particulier à particulier... Il faut savoir en faire une application accommodée aux sujets.

VATTEL, *Préliminaires* § 6.

« Ce qu'un homme doit à un homme, un peuple le doit aux autres peuples. » C'est dans ces termes que Grégoire posa le principe de l'assimilation des gens aux individus, dans l'article 3 de sa Déclaration ; comment se fit l'application de ce principe ?

La Convention ayant proclamé le Gouvernement révolutionnaire dut modifier la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1791 et la mettre en harmonie avec les nouveaux principes. Dans la séance du 17 Avril 1793, Ducos ayant écarté cette chimère qu'un gouvernement libre ne peut être fondé que sur la séparation des pouvoirs, Barère ajoutait : « L'ancienne Déclaration des Droits a le mérite bien reconnu d'être concise ; mais aussi elle a le vice également reconnu d'être incohérente. Nous n'avions fait alors que la Révolution de la liberté : nous avons fait

celle de l'égalité que nous avons retrouvée sous les débris du trône. Si donc il est vrai que nous ayons fait des progrès en liberté, s'il est vrai que nous ayons fait des découvertes nouvelles dans les droits des hommes, il faut les consacrer dans une nouvelle déclaration. » (1) C'est pourquoi, du 17 au 24 Avril 1793, la Convention délibéra sur une Déclaration en 37 articles proposée par Robespierre, qui finit par être adoptée en 35 articles, acceptée par le peuple, inaugurée le 19 Août 1793, et qui ne fut d'ailleurs jamais mise en activité.

C'est comme pendant à cette Déclaration des droits de l'homme que Grégoire proposa sa Déclaration du droit des gens. Que l'une ait exercé une influence sur l'autre, c'est ce que Grégoire reconnaît lui-même : « Après avoir proclamé les droits de l'homme en déterminant ses rapports avec ses semblables, dit-il en 1795, il vous reste une belle tâche à remplir, celle de déclarer solennellement les droits des nations, » Cette influence est si visible que l'on dirait deux œuvres de la même facture comme deux statues aux piliers de cette arche triomphale qui devait ouvrir au monde une ère nouvelle de fraternité des hommes et des nations ; le parallélisme des deux déclarations, est tel que la véritable difficulté est ici d'éviter la monotonie d'une comparaison (2).

*
* *

La déclaration des droits de l'homme, comme celle du droit des gens, a pour objet de préciser les droit naturels.

« Le peuple français, convaincu que l'oubli et le mépris des droits *naturels* de l'homme sont les seules causes des malheurs du monde, a résolu d'exposer dans une Déclaration solennelle ces droits sacrés et inaliénables, afin que tous les citoyens, pou-

1. — *Moniteur*, T. XVI, p. 173.

2. — Voir la déclaration peu connue de la République de Genève : *Déclaration des droits et des devoirs de l'homme social*, du 9 Juin 1793.

vant comparer sans cesse les actes du gouvernement avec le but de toute constitution sociale, ne se laissent jamais opprimer et avilir par la tyrannie : afin que le peuple ait toujours devant les yeux les bases de sa liberté et de son bonheur, le magistrat la règle de ses devoirs, le législateur l'objet de sa mission.

En conséquence, il proclame, en présence de l'Etre suprême la Déclaration suivante des droits de l'homme et du citoyen :

Article 1er : « Le but de toute société est le *bonheur* commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses *droits naturels et imprescriptibles* ».

C'est exactement ce que dira Grégoire dans son discours de 1795 : « Manifestez à l'univers les maximes de loyauté, de justice qui sont dans vos cœurs, et qui serviront à jamais de règle au peuple français dans ses relations diplomatiques. Légez aux peuples contemporains et futurs, un symbole de politique puisé non dans les archives d'une chancellerie, mais dans celles de la *nature* : il y est, il s'agit de le transcrire... La politique est une branche de la morale universelle, puisqu'elle est l'art de gouverner un peuple de la manière la plus conforme à son *bonheur* sans nuire à celui des autres ».

L'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme précise ces droits naturels et imprescriptibles de l'homme : égalité, liberté, sûreté et propriété ; la Déclaration de Grégoire ne les énumère pas aussi nettement, mais les garantit aussi soigneusement.

1^o *Egalité*. — Retrouvée sous les débris du trône, disait Barère, l'égalité fut la principale préoccupation en 1793, comme la liberté le fut en 1791, et l'article 3 la consacre immédiatement : Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi. — Article 5 : Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics. Les peuples libres ne connaissent d'autres motifs de préférence dans leurs élections que les vertus et les talens.

La même préoccupation domine le discours de Grégoire.

« Flétrissons à jamais ces prétentions hiérarchiques en consacrant l'égalité des peuples, s'écriait-il. Un nain est homme ainsi qu'un géant. La souveraineté n'est pas susceptible de plus ni de moins : elle ne résulte ni de la force ni de la richesse : elle appartient à Saint-Marin dans un degré aussi éminent qu'à la France. Les nations ont droit de s'organiser, de se lier, de s'incorporer en traitant d'égal à égal entre elles comme les hommes entre eux ; s'il doit exister des rangs, c'est la vertu qui les donne. *Voilà le principe* ; quand on l'a rencontré rien ne doit le faire fléchir ; et certes ce langage est digne d'une République qui, par l'éclat de ses victoires pouvant aspirer à des préséances, a par le fait partout déclaré ne vouloir dans ce genre, ni prétendre, ni souffrir aucune supériorité ». C'est donc à cette considération d'égalité qu'il faut rattacher l'article 2 de la Déclaration de Grégoire proclamant l'indépendance respective des peuples « quel que soit la nombre des individus qui les composent l'étendue du territoire qu'ils occupent, » comme l'article 20 : « Il n'y a pas de préséance entre les agens publics des nations ».

2^o *Liberté*. — « La liberté, dit la Déclaration des droits de l'homme, est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui : elle a pour principe la nature, pour règle la justice, pour sauvegarde la loi ; sa limite morale est dans cette maxime : *ne fais pas aux autres ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait*. » La liberté individuelle est garantie par l'article 18 : « Tout homme peut engager ses services, son temps, mais il ne peut ni se vendre, ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable ». La liberté politique est garantie par l'article 28 : « Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa constitution : une génération ne peut assujettir à ses lois une génération future. »

C'est à peu près dans les mêmes termes que la Déclaration du droit des gens proclame l'indépendance et la souveraineté des

peuples. Cette souveraineté est inaliénable, dit l'article 2. Les peuples sont indépendants, donc un peuple n'a pas le droit de s'immiscer dans le gouvernement des autres (art. 7). Ils sont souverains, donc chaque peuple a droit d'organiser et de changer les formes de son gouvernement (art. 6).

3. *Sûreté*.— « La sûreté de l'homme consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés », dit l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme. — « La loi doit protéger la liberté publique et individuelle contre l'oppression de ceux qui gouvernent » (art. 9). — « Tout acte exercé contre un homme, hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique : celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force. »

La société des nations ne peut naturellement pas être garantie par la loi : mais, comme celle du citoyen, elle peut l'être par la force et par la guerre ; un peuple peut entreprendre la guerre pour défendre sa souveraineté, sa liberté, sa propriété, dit l'article 17 de Grégoire ; de plus, un peuple a le droit de refuser l'entrée de son territoire et de renvoyer les étrangers quand sa sûreté l'exige (art. 12) ; ils sont soumis aux lois du pays (art. 13), et les nationaux ne peuvent être bannis pour crime (art. 14).

4. *Propriété*.— Enfin, le dernier droit naturel des hommes est la propriété : droit qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, des fruits de son travail et de son industrie, dit l'article 16, et dont il ne peut être privé sans son consentement, d'après l'article 19, si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement constatée l'exige et sous les conditions d'une juste et préalable indemnité.

Le droit de propriété des peuples est fondé, d'après Grégoire sur la possession : la possession immémoriale établit le droit de

prescription entre les peuples, dit l'article 11 ; chaque peuple est maître de son territoire (art. 10).

5. *Solidarité*.— Enfin dominant les idées juridiques, il est un grand principe de morale, celui de la solidarité humaine, auquel on accorde actuellement l'ampleur d'une doctrine, et qu'il est beau de voir proposer, dès 1793, comme règle aussi bien entre les hommes qu'entre les nations.

Les secours publics, dit l'article 21, sont une dette sacrée. Du point de vue politique, dit l'article 23, la garantie sociale consiste dans l'action de tous pour assurer à chacun la jouissance et la conservation de ses droits. Il y a oppression contre le corps social tout entier, dit l'article 34, lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.

Le même sentiment de profonde solidarité dans la famille des peuples est peut-être le trait le plus caractéristique de la Déclaration de Grégoire. Les entreprises contre la liberté d'un peuple, dit l'article 15, sont un attentat contre tous les autres. Les ligues qui ont pour objet une guerre offensive, les traités ou les alliances qui peuvent nuire à l'intérêt d'un peuple sont un attentat contre la famille humaine (art. 16). L'intérêt particulier d'un peuple est subordonné à l'intérêt général de la famille humaine. Art. 5 (1).

1. — Cf. *Mémoires de Grégoire*, I, p. 373 : « Les diverses nations sont des sections de la grande famille, dit Grégoire : c'est un faisceau dont la tige est dans la main du Créateur ; elles sont obligées solidairement à tout ce qui peut, en resserrant leurs liens, perfectionner la morale, l'intelligence, les arts, prévenir ou adoucir les calamités qui affligent l'espèce humaine, et accroître ses moyens de bonheur. Néanmoins, peu de résultats pratiques sont les conséquences de cette vérité que personne ne conteste, mais qu'une politique atroce froisse à chaque instant en trompant les peuples par le prestige de la gloire ! »

La similitude poussée à ce degré, on se demande enfin si Grégoire aura prévu pour les peuples, l'organisation de ce pouvoir international qui dût être pour les nations ce qu'est l'Etat pour les citoyens, et tout au moins s'il a prévu la loi commune internationale qui devra régler les rapports des peuples comme la loi nationale règle les rapports des individus.

La souveraineté réside dans le peuple, dit l'article 25 de la Déclaration des droits de l'homme; elle est une, indivisible, imprescriptible et inaliénable. Aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier, dit l'article 26; mais chaque section du souverain assemblée doit jouir du droit d'exprimer sa volonté avec une entière liberté. Chaque citoyen (art. 29) a un droit égal de concourir à la formation de la loi.

En dehors de l'affirmation que la souveraineté des peuples est inaliénable, on ne trouverait rien de pareil dans la Déclaration de Grégoire. Mais toutefois, cela est dans son discours. Non qu'il reconnaisse aux peuples le pouvoir de créer précisément ce droit des gens originaire qui est et doit être « le prononcé immédiat de la nature ». Mais il leur attribue nettement le pouvoir de ratifier le droit public conventionnel « jurisprudence des sociétés politiques... lequel ne peut avoir force de loi que par la ratification expresse ou tacite des parties contractantes, c'est-à-dire de tous les peuples qui tous à cet égard possèdent en commun la puissance législative. » La formule est hardie, mais elle se concilie parfaitement avec les autres principes de la Déclaration. Ainsi fut proposée à la Convention la réalisation de cet idéal politique dont Montesquieu avait donné la formule précise : « Le droit des gens qu'on peut considérer comme le droit civil de l'univers dans le sens que chaque peuple en est un citoyen » (1).

Le mécanisme de la création du droit des gens de Grégoire est donc bien la transposition aux peuples des règles décrétées

1. — *Esprit des Lois*, Livre XXVI, chap. 1.

pour les individus. La limite de cette assimilation, Grégoire ne l'a pas précisée. Il a bien indiqué dans son discours que l'assimilation des droits politiques succéderait à une assimilation des intérêts économiques. « L'unité monétaire, l'unité des mesures contribueront à les moraliser, dit-il : ils adopteront ces belles découvertes, et ce bienfait sera votre ouvrage : une Déclaration de droit des gens en sera le complément ». Il semble donc bien qu'il ait prévu nos Unions, Congrès et Conférences du XIX^e siècle qui, par suite de successives ententes sur les faits, amèneront l'entente sur les principes. Mais il n'insiste guère sur ce point. Ayant prévu le vote international d'un droit des gens conventionnel *par tous les peuples*, il paraît avoir pensé que l'évidence des droits naturels entraînerait leur adhésion unanime aux règles communes, et c'est là peut-être un peu de l'illusion physiocrate.

Bientôt viendra un homme qui reprendra d'une main plus ferme les principes de Grégoire, qui essaiera lui aussi de faire un Code du droit des gens, qui le fondera lui aussi sur des traités librement consentis, et qui par là et pour cet idéal pourra se dire fils de la Révolution. Mais plus averti des difficultés, il saura sérier les problèmes : moins idéaliste rêveur, il ne comptera plus sur l'unique évidence de la raison ni sur l'adhésion unanime des puissances. Il entreprendra de rétablir le droit public de l'Europe « par la force ou par la raison », soit qu'il réussisse à entraîner l'opinion de l'Angleterre et unisse sa flotte à son armée, soit que, renonçant à ce plan après la mort de Fox, il soit amené à conquérir l'Europe et à conduire les peuples par les rois.

Là est la grande différence de la conception révolutionnaire et de la conception napoléonienne : le droit public nouveau que Napoléon espère obtenir des rois, Grégoire est assuré de l'obtenir des peuples. « *Quand la souveraineté sera retournée à sa source*, dit-il, les peuples connaîtront mieux leurs droits, et les vôtres auront une garantie de plus ». Tout son système repose donc en définitive sur l'espérance d'une série de révolutions dans chacun des États de l'Europe, et c'est par là qu'il fut véritablement inquiétant,

tandis que le système napoléonien repose au contraire sur l'affermissement des rois qui devront conduire les peuples encore inhabiles et mal instruits ; et cependant, chose curieuse et paradoxale de l'histoire, c'est Napoléon que l'on dit révolutionnaire, et Grégoire, l'homme de paix !

Il faut dire toutefois que Grégoire n'attend cette série de révolutions que des progrès de la philosophie : « Nous plaignons, dit-il, les peuples asservis, en reconnaissant toutefois qu'ils ont droit d'abuser de leur liberté ; en conséquence nous traitons avec les gouvernements quels qu'ils soient, d'après la règle que nous nous sommes prescrite de ne pas nous immiscer dans leur régime intérieur. » Mais il jetait un regard trop complaisant vers « ces contrées où la liberté frappe à la porte, sur le point d'entrer », où « les révolutions mûrissent bien que la philosophie soit encore au berceau » ; et par là, par ce magnifique mais dangereux verbiage, il a jeté la méfiance chez tous et rendu impossible la réalisation même de son idéal. Lorsque Napoléon le voulut reprendre, il ne put jamais se désolidariser des révolutionnaires, et son œuvre ne put jamais se réaliser contre les méfiances dès longtemps éveillées de l'Europe. Le but était pourtant le même, avec cette nuance qui distingue l'homme d'action du rêveur, que Napoléon ne souhaitait que « la Justice assise aux bornes des Etats », tandis que Grégoire appelait éloquemment le jour où « la Liberté, planant sur toute l'Europe, visiterait ses domaines. »

CHAPITRE VI.

Les droits indivis des hommes et des peuples.

« La grande charte des Anglois défend de saisir et de confisquer en cas de guerre, les marchandises des négocians étrangers, à moins que ce ne soit par représailles. Il est beau que la nation angloise ait fait de cela un des articles de sa liberté. »

MONTESQUIEU.

Parmi la foule des idées nombreuses qui encombrant quelque peu le discours de Grégoire, sa théorie des droits indivis mérite une attention particulière. Ce n'est point certes que sa prétention de « briser cette prétendue balance politique qui ne fut jamais en équilibre » soit banale, ni que sa question de savoir « si chaque société n'est pas obligée de cultiver la société humaine » manque d'intérêt. Loin de moi le dessein de mépriser cette poussière de menus paradoxes qui scintille sur le discours et lui donne de l'éclat ; mais la théorie des droits indivis me paraît avoir plus de portée réelle, plus de fond, et être plus exactement un de ces principes que je recherche. Je sais bien d'ailleurs qu'elle ne conduisait d'abord qu'à cette conséquence imprévue, de justifier par le droit des gens des vols d'épices et le rapt d'une cochenille mésentique indispensable au bonheur du genre humain. Mais Grégoire a pris soin lui-même de nous dire qu'il ne faut pas en rire, sous peine de se faire « apprécier », et le fait est qu'il a porté plus loin et plus haut les conséquences de son principe en y rattachant deux doctrines fondamentales du droit des gens : celles de la liberté des mers et du droit au commerce international.

Son point de départ est, ou paraît être, dans la doctrine des physiocrates : Quesnay a très bien prouvé, dit-il que dans l'état d'indépendance des nations, pour elles comme pour les individus, le droit de s'emparer de ce qui n'est à personne est limité à ce qu'on peut s'approprier par le travail ; que le droit de tout faire est subordonné à la condition de ne pas faire de mal aux autres. Il y a là deux idées fondamentales.

1°. Les individus dans l'état de nature ne peuvent rien s'approprier que par le travail, théorie fort discutable, on le sait, mais que Grégoire admet. Par conséquent, ce qui ne peut être approprié par le travail et qui n'est à personne, reste bien indivis des individus ; ce qu'une nation ne peut s'approprier par le travail demeure bien indivis des peuples. La mer ne peut pas, sauf, rares exceptions, être appropriée par aucun travail : elle reste donc bien commun des nations, et nul ne s'en peut dire le maître.

2°. Le droit de tout faire est subordonné à la condition de ne pas faire de mal aux autres. C'est la limite de la liberté, comme nous avons tout à l'heure la limite de la propriété. Chaque peuple étant souverain sur son territoire a le droit de régler son commerce, de le grever de douanes ou péages, de le limiter, de le restreindre, ou même de l'interdire, sous cette condition toutefois : de ne pas faire de mal aux autres. Il n'aurait donc pas le droit par exemple, d'empêcher absolument le commerce, et particulièrement le commerce maritime, si cela devait nuire aux autres peuples.

Bien plus, et voilà où l'esprit de charité de Grégoire semble ajouter à la théorie physiocrate, non seulement une nation n'a pas le droit de restreindre le droit des autres, mais elle a le *devoir* de leur faire part de ce qui peut leur être utile. « Il sera toujours
« bon, dit-il, de rappeler qu'après l'introduction du domaine et
« de la propriété, il est des droits indivis qui restent aux nations :
« *que d'ailleurs, chacune est créancière et débitrice envers les autres*
« *de tout ce qui peut améliorer l'espèce humaine et multiplier les*

« moyens de bonheur. Ces maximes sont éternellement vraies, ou les hommes et les peuples ne sont pas frères ». On voit comment Grégoire dépasse d'un bond toutes les doctrines étroites de la politique économique; on peut croire qu'il va trop tôt trop loin dans cette voie, mais on aperçoit aussi avec quelle logique de révolutionnaire il procède. Il s'appuie en somme sur le principe qui a conquis grade d'axiome dans l'assemblée où il parle : les peuples comme les hommes sont frères; une solidarité fraternelle les unit; ils sont donc non-seulement copropriétaires des biens indivis, mais en outre fraternellement créanciers et débiteurs de ce qui peut augmenter leur bien être. Et périssent la vieille économie aussi bien que la vieille diplomatie, plutôt que les principes : voilà comment d'un bond on gagne les étoiles ! (1)

Il était nécessaire avant tout d'indiquer ce qu'il y a de paradoxal, de contraire à la réalité des faits et à la pratique sagesse, dans la doctrine que Grégoire fit sienne. Mais il ne faudrait pas cependant lui donner ce caractère de futile rêverie qui n'est point le sien. Ce sont là des idées qui s'imposent à

-
1. — Le sens des mots a tellement évolué qu'on a peine à revenir à l'idée précise de la société juridique. Cependant il y a un rapport bien curieux entre cette société des nations fondée sur la fraternité des peuples, et l'ancienne société du droit romain fondée sur le *jus fraternitatis*, seule règle des relations entre associés. Quand on envisage sous cet angle l'idée de la société humaine de Grégoire, en donnant au mot un sens juridique, on voit mieux toute la portée de l'idée que la société internationale, qui n'était au début, dans l'état de nature fondée que sur la fraternité, pourra ou devra être régie ultérieurement par un droit plus ferme. En droit romain, on en vint à considérer que la volonté des associés est souveraine, à la condition de ne pas être en opposition avec l'équité et le *jus fraternitatis*, et c'est là exactement la règle de la société entre nations telle que la concevait Grégoire. Combien d'idées s'éclaireissent à partir du moment où l'on rend aux mots leur signification juridique, en substituant leur sens vrai aux significations émoussées par l'usage !

notre politique quotidienne et la dominant encore sous la forme des droits maritimes des neutres ; c'étaient des idées sérieuses pour Grégoire, graves et d'une poignante actualité pour ceux qui l'écoutaient, dont la formule remarquablement sobre et concise se trouve dans l'article 8 de la Déclaration : « Ce qui est d'un usage inépuisable et innocent, comme la mer, appartient à tous et ne peut être la propriété d'aucun peuple ».

Je ne sais pas si, dépassant l'exemple qu'il donne, Grégoire étendit à d'autres sujets la règle qu'il ne formule ici que pour la mer. Je ne crois pas à vrai dire qu'il ait songé à ces choses d'un usage inépuisable et innocent, et qui ne sont situées sur le territoire d'aucun peuple, telles que les fleuves internationaux. En 1793, comme en 1795, la question de leur libre navigabilité ne se posait pas. Elle ne se posa que 10 ans plus tard, lorsque l'Elbe et le Weser, fleuves internationaux, furent bloqués ; et alors nous verrons Bonaparte, devançant de cent ans son époque, et dépassant de beaucoup par l'ampleur des idées le Congrès de 1815, appliquer à la question de leur libre navigation les principes mêmes que Grégoire affirmait en 1793. Mais à cette date, le problème était limité aux mers et l'on sait avec quelle acuité il se posait. Ce qui importe, c'est de constater avec quelle largeur d'esprit Grégoire l'examinait.

En premier lieu, dit-il, ce sont là des questions de droit public conventionnel, c'est-à-dire que la jurisprudence politique qui les régit « ne peut avoir force de loi que par la ratification expresse ou tacite de tous les peuples qui tous, à cet égard, possèdent en commun la puissance législative. » Ce n'est donc pas un décret unilatéral d'un peuple, ni même la décision arbitrale d'un pape qui pourra régler ces questions de propriété ou d'usage des mers ; elles ne peuvent être résolues que par le libre consentement des Etats, si bien que, chose curieuse, nous trouvons dès Grégoire cette règle que Napoléon fera sienne : « Ces principes forment le droit maritime des neutres parce que les différents gouvernements se sont librement et par des traités engagés à les

observer. » C'était prévoir cent ans trop tôt la Convention de Londres !

En second lieu, il faut observer comment, fidèle à sa doctrine de chercher dans les lois de la nature la base du droit conventionnel, Grégoire ramène les différents problèmes aux principes. « Ces questions, dit-il, présentent des idées complexes qu'on n'a pas décomposées pour les réduire à leurs véritables éléments ;... des décisions sur ce sujet ne peuvent trouver leur point d'appui que dans un corps de doctrine émané de la nature. Les principes sont des idées fécondes qui amèneront la solution de toutes les questions subordonnées... Les publicistes ont longuement disserté, par exemple sur les bosphores ; les uns ont prétendu qu'ils pouvaient être une propriété exclusive ; d'autres ont fondé les péages exigés par quelques puissances dans les détroits sur l'obligation qu'elles s'imposent d'entretenir les balises, les fanaux, et d'éloigner les forbans. Des discussions interminables ont eu lieu concernant l'étendue de mer sur laquelle un peuple peut exercer sa souveraineté : Vattel la restreint à la portée du boulet, en sorte que sous le canon d'une forteresse neutre un vaisseau ennemi ne puisse être de bonne prise ; Bodin étend ce droit à trente lieues ; enfin Selden veut qu'on puisse posséder la mer comme on possède son champ. Les solutions eussent été plus faciles si, en examinant les droits indivis qui restent aux peuples sur certains objets après le partage du globe, on avait consacré le principe que ce qui est d'un usage inépuisable ou innocent est à tous ; que conséquemment la mer ne peut être la propriété d'aucun, et que l'insolente domination d'un peuple sur les mers est une usurpation attentatoire aux droits des nations. »

A trancher le mot, le peuple usurpateur d'après Grégoire, c'est l'Angleterre. En cela, il n'a pas tout à fait raison, parce qu'il confond à tort l'empire des mers que revendiquait l'Angleterre et qui est une question de fait, avec la propriété des mers qu'elle ne revendiquait plus depuis longtemps, et qui est une question de droit. Puisqu'il cite Vattel, il aurait peut-être dû le suivre

dans cette distinction. Mais en fait il n'est pas tout à fait certain qu'il se soit inspiré là de Vattel : je croirais bien plus volontiers qu'il s'est inspiré de Raynal et de Mably, et c'est ce qui fait l'intérêt historique de sa déclaration. C'est qu'il rattache, consciemment ou non, la doctrine française du XIX^e siècle à celle du XVIII^e, c'est qu'il apporte à la tribune de la Révolution cette doctrine qui, née en France après les grandes guerres maritimes de 1750, se trouvera être encore celle de Napoléon dans sa lutte contre l'Angleterre, entreprise sans doute pour la défense d'intérêts économiques puissants, mais aussi pour la défense des principes, de la mer, du bien commun et de l'indépendance de tous. « On discute sur des idées, mais on ne se bat que pour des intérêts, » disait Napoléon. Cela n'empêche pas que les idées sont la formule des droits comme des intérêts, et que l'on trouve une remarquable suite politique dans les faits de notre histoire lorsque l'on voit la doctrine de Raynal et celle de Grégoire devenir celle de l'Empire : » La mer étant le domaine de toutes les nations, aucune n'a le droit de régler la législation de ce qui s'y passe, dira Napoléon... Les mers n'appartiennent à aucune nation ; elles sont le bien commun des peuples et le domaine de tous... La postérité me saura gré de ce que j'ai voulu rendre libres les mers. »

Il y eut là un conflit plus que séculaire, dont le XX^e siècle verra sans doute la solution, mais qui fut peut-être plus que la conquête du Rhin ou le principe des nationalités, le pivot de notre politique. On ne sait par quel magique pouvoir de prétérition l'histoire de tous les pays a pu le passer sous silence, ni comment elle a généralement réussi à feindre depuis cent ans que les luttes du XVIII^e et du XIX^e siècles furent uniquement continentales, n'ayant pour objet que la conquête ou la défense des territoires et de la liberté des nations d'Europe. Le conflit initial est ailleurs : il est dans la question de la liberté des mers et du commerce des mers ; la guerre continentale ne fut souvent que la suite et la conséquence d'une lutte maritime, et Bona-

parte ne fut en ses guerres que l'agent ultime et conscient de la politique traditionnelle de la France, de la royauté aussi bien que de la Révolution. C'est une surprise lorsqu'on a pleinement saisi ce principe que de voir avec quelle étrange inconscience, volontaire ou non, il fut méconnu, au point que tous les rôles furent intervertis. Mais ce qui est hors de doute, c'est que la Révolution eut pleinement conscience de son rôle, de son vouloir, de son but et que Grégoire ne fut en cette circonstance que l'écho des sentiments de tous, appelé à leur donner une formule précise, fondée sur les droits de la nature.

Déjà les redoutables problèmes commerciaux qu'avait soulevés la dénonciation du traité d'Eden avaient inquiété l'Assemblée Constituante ; elle avait préparé un projet d'acte de navigation. Dans l'année 1793, de regrettables paroles de menace étaient prononcées contre la France et des mesures étaient prises restreignant à ses dépens les droits et formes de la neutralité. « La France, disait-on, doit être détachée du monde commercial, et traitée comme si elle n'avait qu'une seule ville, qu'un seul port, et que cette place fût bloquée par terre et par mer » (1). A cette attaque la riposte fut prompte : l'Acte de navigation du 21 septembre 1793 qui ne fut ni représaille, ni mesure hostile, ni exercice du droit de guerre, disait Barère, mais déclaration des droits des nations et revendication d'un domaine donné par la nature, ayant pour objet la reprise des droits naturels de commerce et de navigation par chaque peuple de l'Europe... Les publicistes de l'Europe avaient proclamé cette vérité, les politiques de la France ne la soupçonnaient pas. L'Assemblée Constituante, plus occupée de détruire que de créer, ne pensa ni à la République française, ni à la liberté des mers.... (2) Vous sentîtes qu'après

1. — *Discours de Barère*. Rapport sur l'acte de navigation, 21 Septembre 1793. LALLEMENT, *op. cit.*, XIII, p. 412.

2. — *Id.* p. 400.

avoir fait la Constitution politique,... vous deviez encore faire la constitution maritime... Nous sommes enfin parvenus à pouvoir proclamer la liberté des mers, après avoir proclamé celle des hommes, et des terres (1)... Ce n'est pas assez pour vous d'avoir fondé la République politique, il vous reste à fonder la République commerciale. Citoyens, c'est le 21 Septembre 1792 que la Convention a proclamé la liberté de la France, ou plutôt la liberté de l'Europe. C'est à pareil jour, le 21 Septembre 1793, que la Convention doit proclamer la liberté du commerce, ou plutôt la liberté des mers ». (2)

A ce discours enflammé et trop souvent agressif de Barère, je préfère la phrase courte, simple et sobre de Grégoire, qui dit tout en moins de mots : « Ce qui est d'un usage inépuisable et innocent, comme la mer, appartient à tous et ne peut être la propriété d'aucun peuple. » Elle est la devise de cent cinquante ans de notre politique internationale, elle a fait couler les flots de sang de la Révolution et de l'Empire, mais elle triomphe aujourd'hui lentement. Ne serait-il pas curieux que la Déclaration du droit maritime de 1909 fût la réalisation du rêve de Napoléon, de Grégoire et de Mably, et même une application de la grande Charte des Anglois: il serait beau, suivant le mot de Montesquieu, que toutes les nations fissent, de cette liberté du commerce maritime en temps de guerre, un article de leur liberté.

1. — *Id.* p. 402.

2. — *Id.* p. 399.

CHAPITRE VII.

Rapports entre la doctrine de Grégoire et les doctrines de son époque.

« Le 18 Juin, je proposai de faire une Déclaration du droit des gens, dit Grégoire : l'idée parut belle. » On reconnaît, en effet qu'il était beau d'encadrer la Constitution de l'an I de deux déclarations symétriques ; il était également beau de proposer un symbole de politique qui concentrât en quelques formules les dogmes principaux de la religion nouvelle de l'humanité, et cette beauté morale se relevait d'une certaine grandeur, pour avoir osé prononcer des paroles de paix dans le temps de la guerre et de la terreur : le monument à la fraternité des peuples se détachait plus net sur un ciel d'orage. Mais tout cela dit et admis, d'où vinrent à Grégoire les idées que Thuriot jugeait sublimes ? Comment le modeste curé d'Embermesnil, dont les études théologiques ou poétiques avaient absorbé la jeunesse, avait-il atteint cette sublimité politique ? Un symbole résume une doctrine : d'où venait la doctrine ? Rien n'est plus difficile que de résumer, et il faut être déjà savant pour établir une définition : à quel moment, et à quelles sources, Grégoire avait-il étudié cette science du droit des gens ?

L'opinion générale est que sa doctrine fut inspirée du dogme évangélique, et c'est ce que dit Carnot, son biographe : « On reconnaît dans la plupart de ces articles le chrétien cosmopolite. » Cela est bien possible ; mais tirer de l'évangile un Code du droit des gens, cela suppose une idée préalable du droit des gens ; l'opinion courante est fausse que tout le monde connaît d'instinct le droit international, Grégoire le dit lui-même : où avait-il donc appris les éléments de son savoir ?

Il cite dans son discours Mably, Burlamaqui, Rousseau,

Wicquefort, Zouch, Vattel, Bodin, Selden, et le publiciste Saint-Pierre : les avait-il lus et médités ? Il arrive qu'on en doute en lisant la Déclaration même. On n'y sent pas, il faut l'avouer, cette puissante prise du sujet qui indique un auteur original, cette logique dans l'enchaînement des articles qui suppose une conception personnelle, ni cette fermeté de la phrase inspirée qui fit de la première Déclaration des droits de l'homme une sorte de chef-d'œuvre de l'art oratoire. La Déclaration du droit des gens de Grégoire manque d'une assise de principes ; on ne sent pas qu'elle parte d'une base solide et elle s'achève à l'article 21 des traités, on ne sait trop pourquoi. Les articles sont généralement clairs et concis, mais il en est d'obscurs comme l'article 11 ; et dans l'ensemble, cela paraît plutôt une collection de maximes, et les notes d'un lecteur studieux, que les formules prenantes et puissantes jaillies de l'âme d'un législateur inspiré.

Pour ces raisons, tant de forme que de fond, on se prend à douter que Grégoire ait fait œuvre originale. Cela ne détruirait d'ailleurs nullement le mérite de son œuvre, mais enfin la curiosité éveillée sur ce point on veut savoir et comprendre, d'autant plus que Grégoire reste mystérieux à ce sujet. « Nous devons regretter, dit-il simplement, que l'auteur du Contrat social, après avoir tracé le Code de chaque société politique, n'ait pas fait celui des nations » : il faut donc écarter l'inspiration de Rousseau. Mably, « qui n'est pas reconnaissable dans ses principes de négociations », et Burlamaqui, pour avoir « biaisé sur les avantages de la pure démocratie » sont également excommuniés. On ne reconnaît pas dans la Déclaration la fermeté des principes de Montesquieu, et l'on ne voit pas non plus que les articles de l'Encyclopédie aient servi de base à Grégoire, de sorte que, par une série d'éliminations probables, on se trouve amené à chercher dans l'ouvrage de Vattel les sources de la doctrine de Grégoire.

Le Droit des gens ou Principes de la loi naturelle souveraine, par M. de Vattel, voilà bien, en effet, dans le seul titre de l'ouvrage,

tout le résumé de la Déclaration de Grégoire. Dès la première ligne de la préface, on sent qu'il y a communauté d'idées entre le Grégoire suisse et le Vattel français, tous deux passés de la théologie à l'art de conduire les peuples, tous deux d'accord pour déplorer avant tout, Vattel que « la plupart des hommes n'aient qu'une notion vague, très incomplète, souvent même fausse du droit des gens », et Grégoire que la « masse des hommes soit arriérée sur cet objet, les publicistes fourmillant d'assertions erronées et immorales ». Et partant avec Vattel de ce commun dédain pour l'opinion vulgaire, Grégoire suit son guide, et le suit pas à pas.

Il distingue avec lui, le droit des gens *nécessaire* « prononcé immédiat de la nature », qui chez Vattel « procède immédiatement de la nature », et le droit des gens *volontaire* qui, pour l'un et pour l'autre, est également « arbitraire et conventionnel », venant, disent-ils, du consentement des nations (1).

Pour tous deux, les nations sont « comme autant de personnes libres qui vivent entre elles dans l'état de nature, et le droit des gens n'est originairement que le droit de la nature appliqué aux nations ». Seulement, tandis que Vattel prend soin de préciser « qu'un Etat est un sujet bien différent d'un individu humain », Grégoire, plus moraliste et moins juriste, ne s'attache pas à cette différence fondamentale, conclut franchement de l'individu à la nation, pour aboutir à une conception du droit des gens plus philosophique, plus systématique, plus claire peut-être que celle de Vattel, mais à coup sûr moins pratique, moins sage et moins utilitaire. C'est que Grégoire est bien un révolutionnaire, c'est à dire l'homme qui partant d'un principe en suit jusqu'au bout l'application logique, sans souci des contingences ; c'est surtout que Grégoire a pris le point de départ de son droit des gens nouveau dans cette idée nouvelle que les peuples sont

1. — Préface de VATTEL et Discours de GRÉGOIRE.

souverains et non les rois : c'est là une véritable révolution politique que Vattel n'avait point prévue, et c'est cette idée fondamentale qui donne à l'œuvre de Grégoire un cachet d'originalité, lors même qu'il paraît n'être que le disciple de son maître. L'analyse de ces différences est extrêmement délicate, d'ailleurs, parce que les termes de Grégoire sont si généraux que l'on ne sait pas toujours où s'arrête sa pensée, tandis que d'autre part, l'œuvre de Vattel est si étendue que l'on ne saurait jamais affirmer qu'il ne se cache en quelque endroit la phrase même dont s'est inspiré Grégoire. Il n'y a très souvent qu'une légère différence de degré dans l'expression, par exemple lorsque Vattel fonde le droit conventionnel sur le *consentement des nations*, alors que Grégoire leur attribue formellement *la puissance de légiférer* en commun. Comment Vattel entendait-il ce consentement, et Grégoire cette puissance législative internationale ? C'est ce que ni l'un ni l'autre ne précisent. On soupçonne toutefois que Grégoire est plus hardi dans sa conception, mais il faut bien reconnaître qu'il ne l'invente point, et que la nuance est difficile à préciser au-delà de cette idée qu'il y a une nuance entre les deux doctrines.

D'ailleurs, les similitudes l'emportent de beaucoup sur les différences. « Les peuples, dit l'article 2 de Grégoire, sont respectivement indépendants et souverains, quel que soit le nombre d'individus qui les composent, et l'étendue du territoire qu'ils occupent... » Cela sera répété dans le discours de 1795 sous cette forme : « Un nain est homme ainsi qu'un géant.... La souveraineté appartient à Saint-Marin dans un degré aussi éminent qu'à la France. » Tout en reconnaissant à Grégoire le mérite de l'image et de la concision, il faut ici rendre à Vattel ce qui appartient à Vattel : « Les nations, dit-il, sont naturellement égales.. aucune ne peut renoncer à sa liberté.. elles tiennent de la nature les mêmes obligations et les mêmes droits. La puissance et la faiblesse ne produisent à cet égard aucune différence. Un nain est aussi bien un homme qu'un géant : une petite république n'est

pas moins un Etat souverain que le plus puissant royaume (1). »

De même, l'article 3 de Grégoire, « un peuple doit agir à l'égard des autres comme il désire qu'on agisse à son égard » n'est guère que la formule légèrement étendue vers la charité de cette règle de bienveillance internationale dont Vattel faisait la loi générale de la société naturelle : « Que chacun fasse pour les autres tout ce dont ils ont besoin, et qu'il peut faire sans négliger ce qu'il se doit à soi-même... La première loi générale, le but même que la société des nations nous découvre est que chaque nation doit contribuer au bonheur et à la perfection des autres dans tout ce qui est en son pouvoir » (2).

Quant à l'article 4 de la Déclaration, s'il se trouve dans Vattel, il me paraît bien plutôt venir directement de Montesquieu : « Les peuples, disait-il, doivent en paix se faire le plus de bien, et en guerre le moins de mal possible. »

Dans l'article 5 : « L'intérêt particulier d'un peuple est subordonné à l'intérêt général de la famille humaine », il semble bien au premier abord que Grégoire se soit élevé singulièrement au-dessus de son modèle qui, d'une vue plus humainement sage, a pris pour point de départ qu'une nation doit avant tout travailler à sa propre conservation et à sa propre perfection (3). Ce serait encore une fois l'opposition de l'idéalisme et du réalisme... Mais encore est-ce bien certain ? Et ne trouverions-nous pas dans la théorie des offices d'humanité, au Livre II de Vattel, cette même idée que « tout ce qu'un homme doit à un autre homme, une Nation le doit, à sa manière, à une autre nation ». La seule différence, et elle est grande par les conséquences, il est vrai, c'est que, dans l'ordre des préférences, Grégoire subordonne l'intérêt national à l'intérêt international, tandis que Vattel prétend « qu'un

1. — *Préliminaires de VATTEL* §§ 15-18.

2. — *Préliminaires de VATTEL* §§ 10-13.

3. — *VATTEL*. Livre I, §§ 19, 21, etc.

Etat doit à un autre Etat ce qu'il se doit à soi-même, autant que cet autre a un véritable besoin de son concours, et qu'il peut le lui accorder sans négliger les devoirs envers soi-même.» Je laisse à décider qui est le plus sage, qui est le plus beau, et qui serait le meilleur régent de l'île de Barataria ; mais d'un bout à l'autre de l'ouvrage de Vattel et du discours de Grégoire, nous pourrions suivre cette similitude de termes et d'idées, avec toujours cette teinte supplémentaire d'altruisme révolutionnaire ou chrétien que Grégoire ajoute au positivisme de Vattel. En vérité, cela même est trop dire, car il est injuste de prétendre que Vattel soit positif : il est d'un idéalisme candide à côté de M. de Martens ; mais enfin, il paraît le sage égoïste à côté de Grégoire, et c'est là tout ce que j'ai osé penser.

D'après Vattel, la nation est unique juge de toutes les contestations sur son propre gouvernement, et aucune puissance étrangère n'est en droit de s'en mêler (1) : cela constitue les articles 6 et 7 de la Déclaration auxquels Grégoire se trouve contraint d'ajouter l'idée fondamentale révolutionnaire de l'article 8 : « Il n'y a de gouvernement conforme aux droits des peuples que ceux qui sont fondés sur l'égalité et la liberté », ce qui n'a d'ailleurs qu'un rapport lointain avec le droit des gens.

On trouvera également au chapitre 8, Livre II, de Vattel, les *Règles à l'égard des étrangers* qui ont inspiré les articles 12, 13, 14, de la Déclaration de Grégoire, et au chapitre III de Vattel : *De la dignité et de l'égalité des Nations, des titres*, l'idée des articles 19 et 20 de Grégoire sur les préséances, avec cette différence que Vattel admet les rangs imposés par l'usage, alors que Grégoire révolutionne même le protocole.

Le chapitre XI, *De l'usucapion et de la prescription entre les Nations*, nous donne la matière et l'explication de cet obscur article 11 de la Déclaration : La possession immémoriale établit le

1. — VATTEL, Livre 1, §§ 36 et 37.

droit de prescription entre les peuples (1). Dans le chapitre XII de Vattel : *Des traités d'alliance et autres traités publics*, on reconnaîtra au § 161 la condamnation de toute ligue offensive pour dépouiller une Nation, qui est l'objet de l'article 16 de Grégoire, comme au § 163 de Vattel l'*Obligation d'observer les traités*, qui est l'article dernier de la Déclaration.

Quant à l'intéressante discussion des droits indivis, liberté des mers et droit au commerce international, qui anime le grand discours de Grégoire, tout cela se trouve dans Vattel, en termes presque identiques : « La nature ne donne point aux hommes le droit de s'approprier les choses dont l'usage est innocent, inépuisable et suffisant à tous, écrivait-il... La nation privée de son droit à la mer aurait un juste sujet de guerre... Disons plus, une nation qui veut s'arroger sans titre un droit exclusif sur la mer, et le soutenir par la force, fait injure à toutes les nations dont elle viole le droit commun » (2).

De même, le chapitre IX de Vattel nous livre tous les secrets du droit indivis au commerce. « Par un reste de la communion primitive, dit-il, le domaine et la propriété n'ont pu être introduits qu'avec cette restriction tacite, que tout homme conserve quelque droit sur les choses soumises à la propriété, dans le cas où, sans ce droit, il demeurerait absolument privé de l'usage nécessaire des choses de cette nature » (3). Mais là encore, il nous est facile de voir par où l'esprit de Grégoire diffère de l'esprit de Vattel, en ce qu'il n'admet ni limite, ni barrière au droit de la communauté, tandis que Vattel distingue pour les mers la propriété de l'empire, et que, tout en reconnaissant à chaque nation un droit général à l'usage innocent des choses qui sont du do-

1. — Cf. VATTEL : « La prescription doit avoir son effet entre Nations dès qu'elle est fondée sur une longue possession non contestée. »

2. — *Id.* Livre I, chapitre 13. De la mer. §§ 281-282-283.

3. — *Id.* Livre III, chapitre 9, § 117.

maine de quelqu'une, il limite ce droit aux cas de nécessité, et au consentement préalable et justifié de la nation propriétaire.(1)

Il serait inutile et peut-être cruel pour Grégoire de pousser plus avant cette comparaison. Il doit à Vattel ses idées et bien souvent les mots de son discours : le rapport est tel qu'il ne saurait être mis en doute, et ce que Grégoire ajoute aux idées de son maître ès-sciences politiques n'est peut-être pas toujours ce qu'il y a de plus humainement sage dans son œuvre. Du reste, les conventionnels de 1793 n'avaient pas saisi cette relation entre les idées de Vattel et celles de Grégoire, comme si le tout leur avait paru d'une curieuse nouveauté. En 1795, Ruhl avait fait preuve de plus d'érudition. Malgré les murmures de l'Assemblée, il avait rendu hommage au roi Jean fidèle à sa parole ; il avait rapporté à Gustave-Adolphe l'honneur de cette maxime proférée par Grégoire que c'est la vertu qui doit décider des rangs ; et enfin continuant tranquillement ses éloges un peu lourds et dangereux, il avait conclu : « Je finis par demander que la Déclaration... soit adoptée, d'autant plus qu'on en trouvera en partie le développement le plus lumineux dans Vattel et dans Burlamaqui » (2).

Rivier de son côté observera que Grégoire s'est inspiré largement de Vattel ; mais alors comment expliquer que M. de Martens qui n'était point hostile à Vattel, s'acharne si fortement sur Grégoire ? C'est que, faisant nettement deux parts dans sa doctrine, il poursuit seulement cet idéal révolutionnaire que Grégoire avait superposé à la sagesse tranquille du jurisconsulte suisse, et qui menaçait, en effet, la sécurité des vieilles diplomaties.

1. — VATTEL, *op. cit.* § 295.

2. — *Réimpression du Moniteur*, XXIV, p. 296. Cette similitude nettement constatée a causé une modification considérable au plan de cette étude. Mon premier dessein était de faire un commentaire de chaque article de la *Déclaration de Grégoire* : ce fût devenu par le fait un véritable commentaire de Vattel.

Ce rapport certain de l'œuvre de Grégoire avec l'œuvre de Vattel, répond enfin à ce dernier étonnement, que Grégoire si ardent dans toutes ses convictions, n'ait pas repris plus tard son idée du Code du droit des Gens, que ses Mémoires écrits au soir de sa vie n'en fassent qu'une rapide mention : c'est que ce n'était pas une conviction à lui, une idée originale dont il fût profondément épris. Il a traduit en termes clairs et concis une grande pensée, mais il n'en fut que l'écho. Du reste, cela ne diminue en rien la valeur de son œuvre et je ne crois pas que cet effort ait été vain. Il est curieux de penser que son discours dut attirer l'attention du jeune général Bonaparte qui précisément protégea les derniers jours de la Convention, et qui reprit plus tard avec puissance l'œuvre de réorganisation du droit public de l'Europe dont Grégoire avait esquissé l'ébauche.

De tout cela, il faut conclure. Ne cherchons pas dans la Déclaration de Grégoire une série de principes originaux, ni une doctrine nouvelle sortie toute armée du cerveau d'un juriconsulte : nous serions alors trop tentés d'être injustes pour sa mémoire. Il n'a pas pu, et il n'a pas voulu s'improviser juriste. Dans son chrétien et ardent amour de l'humanité, il a cherché parmi les auteurs connus celui qui donnerait les meilleures règles de charité entre les nations, de paix sur la terre et de bonne volonté entre les hommes. Vattel lui parut ce précurseur, le fond commun de leurs études théologiques les rapprochait : c'est donc en suivant de près son guide, que Grégoire se mit à l'œuvre. Il n'eût pas été sage, après tout, de faire une œuvre originale, et M. Pinheiro-Ferreira l'observait très justement : « Les relations internationales des différents peuples de l'Europe ne reposaient sur aucun principe fixe... Les gouvernements les plus forts n'ayant jamais consenti à reconnaître qu'il y eût d'autres principes du droit des gens que leurs conventions, il fallait donc bien commencer par montrer aux peuples qu'ils avaient aussi des droits... Il fallait aussi démontrer lesquels, des principes anciens ou

modernes, étaient les plus conformes aux vérités fondamentales et nullement contestées de la morale des peuples.. Voilà pour-quoi les auteurs des Déclarations... ont commencé par poser *des principes nullement révoqués en doute*, sans que cela doive leur attirer le reproche d'inutilité que M. de Martens leur adresse.»(1) Si bien que peut-être serions-nous amenés, contre toute apparence, à reprocher à Grégoire la part même d'originalité chrétienne ou révolutionnaire que contient son œuvre, si toutefois ces nouveautés jadis blessantes n'étaient entrées aujourd'hui dans nos esprits, au point que le Symbole des Nations de 1793 pourrait être le Credo de la Haye.

Et quand on a bien tout pesé, admiré ou critiqué, on sent que pour avoir rempli ce devoir, on a été forcément injuste envers Grégoire. Pourquoi le jugerions-nous suivant les principes de la froide politique dont il n'eut jamais aucun souci ? Si les destinées l'avaient fait chef d'empire, je ne sais quelle conduite eût été la sienne : mais il n'était point chef d'empire et ne vécut que pour les humbles, les pauvres, les modestes, les Juifs persécutés, les esclaves dont il fit voter l'affranchissement bien avant tous les autres philanthropes, pour ses chers Haïtiens, qu'il défendit jusqu'à son lit de mort, et d'une façon plus générale pour tous ceux dont le mérite restait modeste et caché. Des calculs de l'équilibre européen, il n'eut jamais cure ni souci, et cette balance ne lui imposa aucun respect : ce n'était point par les armées qu'il pensait arriver au règne de la Justice et de la Liberté qu'il prêchait par le monde. Que les uns le conduisent par les peuples soulevés, que d'autres le veuillent conduire par les rois domptés, qu'importe au fond tout cela pour Grégoire : il ne pense point agir sur les peuples par des décrets, mais en accélérant le progrès des bonnes mœurs et des lumières.

Il y a tout un côté de son activité que j'ai dû forcément lais-

1. — G. F. DE MARTENS, *op. cit.* Note 1 p. 358.

ser dans l'ombre n'ayant point eu en vue d'écrire sa vie, mais d'étudier sa Déclaration. Cependant, je ne sais si ce *Plan d'association générale entre les savans, gens de lettres et artistes*, qu'il soumit à la Convention, n'était point un de ses moyens d'action pour révolutionner le droit public du monde. Nul mieux que lui ne sentait alors la toute puissance de l'idée, et il le prouve dans ses Mémoires :

« L'importance d'une Confédération générale, et d'assemblées périodiques pour hâter le progrès des connaissances est sentie par tous les bons esprits, écrivait-il. De ce nombre est sir John Sinclair, membre du Parlement d'Angleterre, écrivain distingué par beaucoup d'ouvrages estimables... On conçoit, ajoutait-il avec une précision d'évêque, l'idée d'une diète qui serait la représentation œcuménique de la République des Lettres.

« Là se réuniraient des diverses contrées du globe, des hommes versés dans toutes les branches de la science et de la littérature ; les uns sans avoir mission de personne s'y rendraient pour le seul attrait de s'y trouver ; d'autres comme députés d'universités, d'académies et corporations savantes, mais tous avec un droit égal d'y siéger. Le génie qui crée, le talent qui perfectionne, l'imagination qui embellit, la *philanthropie qui ramène tout au bonheur des hommes*, viendraient y puiser une nouvelle énergie par le rapprochement des lumières et des sentiments » (1).

Il proposait Francfort pour capitale de cette république : mais il aurait accepté La Haye. Il y aurait siégé en robe violette, tout comme à la Convention. Il aurait été l'homme de tous les Congrès de la Paix ; il aurait présidé Stockolm avec bonne grâce, et fait des conférences en tous pays. Ses doctrines d'évêque philosophe eussent été quelque peu hétéroclites, mais il s'en fût consolé, indifférent à sa propre gloire, s'il avait pu bâtir au bord

1. — *Mémoires de Grégoire*, I, p. 159.

de la voie sacrée de l'humanité, et quelque peu en avant de sa route, un temple à la Fraternité des peuples.

Au point de vue des pures doctrines du droit international, on ne sait quelle idée de Grégoire mérite plus d'être retenue et mise en relief; peut-être, cependant, est-ce son idée d'un droit international fondé sur la puissance législative des peuples exprimée par la majorité: en déplaçant la base du droit public, elle révolutionne réellement le droit des gens.

Au XVIII^e siècle, la conception était d'un droit des gens positif fondé uniquement sur les traités ou sur l'usage, c'est-à-dire sur des conventions expresses ou tacites. Il en résultait que si un peuple violait l'usage ou la convention, il n'y avait plus de droit des gens, comme le disait Mably. En conséquence, le droit naturel, «celui des individus qui n'ayant point de juge commun sont à cet égard dans l'état de nature» (1), le droit naturel se trouvait substitué au droit conventionnel, et s'exerçait suivant les deux modes ou principes qui lui sont propres: équité ou raison naturelle, réciprocité ou loi naturelle.

Que l'on admette au contraire un droit des gens fondé sur la puissance législative des nations, il ne sera pas aboli par la violation de l'une de ces règles, pas plus que le droit civil n'est aboli par un délit quelconque. Le seul effet du délit sera de déclencher une sorte d'action pénale et une force qui la sanctionne. C'est ainsi que la conception d'un droit des gens «droit civil de l'univers» nous amène à ces institutions que nous réalisons lentement aujourd'hui: loi commune, tribunaux internationaux, une flotte, une seule armée... Montesquieu en donna la formule juridique, Grégoire la formule politique, et Napoléon en entreprit l'exécution: on trouve quelque grandeur à cette conception purement française qui se heurta cent ans aux hostilités de l'Europe.

(1). — BURLAMAQUI, *Op. cit.*, III, p. 297.

Dans cette organisation nouvelle du monde, le rôle du droit naturel serait réduit à fort peu de chose, comme dans notre droit interne actuel : il protégerait les *gens* dans les circonstances urgentes où il serait momentanément impossible de recourir à l'autorité de la loi internationale.

Entre ce point de départ du droit des gens purement conventionnel, et ce but encore fuyant d'un droit des gens fondé sur la volonté générale, à quelle étape sommes-nous arrivés aujourd'hui ? D'une part, nous essayons de généraliser les conventions sous forme d'unions qui ont plus de stabilité et d'autorité qu'un simple traité bilatéral ; ce mode de constitution du droit international est l'accession, plus ou moins ouverte ou limitée. D'autre part, nous essayons également de fonder un droit des gens législatif, dont les principes doivent être votés par tous les peuples : la faiblesse nécessaire du système est que les peuples s'associent dans une sorte de groupement fédératif qui exige un vote unanime, et non pas seulement un vote majoritaire.

Dans cet état incertain du droit la conception du droit naturel devient elle-même incertaine, il nous effraie par ses rigueurs que nous jugeons pourtant nécessaires : équité et réciprocité se heurtent en attendant que le progrès réalisé les concilie.

Il semble que l'influence croissante du socialisme international doive amener, par la raison, cette création d'un droit des gens législatif. Napoléon voulait y conduire les peuples par la volonté des rois ; la Révolution voulait y conduire les rois par la volonté des nations ; tous s'accordent aujourd'hui dans un commun effort, lent parce qu'il n'est pas toujours conscient, irrégulier parce que c'est la loi de tout progrès, mais constant chez tous les peuples malgré l'opposition des intérêts nationaux, comme s'ils marchaient tous, d'un pas différent, vers un but commun qu'ils ignorent.



TABLE DES CHAPITRES

INTRODUCTION.	I
Chap. I. — Grégoire et la Convention.	1
II. — Une déclaration nationale de droit international	35
III. — Intérêt international de la Déclaration de Grégoire.	51
IV. — L'état de nature et l'état de société.	61
V. — Le droit des hommes et le droit des nations. .	73
VI. — Les droits indivis des hommes et des peuples .	82
VII. — Rapports entre la doctrine de Grégoire et les doctrines de son époque	90

Vu: le Président de la thèse,
G. DE LAPRADELLE

Vu par le Doyen,
CAUWÈS

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

